

2020

-

2021

RAPPORT DE STAGE

Recherche sociologique
à l'Institut Langage &
Communication de
l'UCLouvain

MAÎTRE DE STAGE : GRÉGOIRE LITS

PROFESSEURE ENCADRANTE : FRANÇOISE BARTIAUX

STAGIÈRE : LINE VANPARYS

Remerciements

Je voudrais remercier les membres l'Institut Langage et Communication pour leur accueil et leur bienveillance, et plus particulièrement mon maître de stage, Grégoire Lits pour son écoute et ses conseils. Je remercie également ma professeure référente pour l'UCL, Françoise Bartiaux, pour son encadrement. Je finirai par remercier Mesdames Glibert et Merla pour leur aide administrative précieuse.

Table des matières

Remerciements	1
INTRODUCTION.....	4
PARTIE 1 : Activités et compétences	6
1. Compte-rendu des activités menées durant le stage	6
1.1. Première tâche : livrable n°1	6
1.1.1. Description de la tâche	6
1.1.2. Méthode employée	6
1.2. Deuxième tâche : contribution à l'organisation du colloque	7
1.2.1. Description de la tâche	7
1.2.2. Méthode employée	8
1.3. Troisième tâche : livrable n°2	8
1.3.1. Description de la tâche	8
1.3.2. Méthode employée	8
2. Réflexion sur l'apport de ces activités dans le développement des compétences théoriques et méthodologiques du métier de sociologue.....	10
2.1. Première tâche : livrable n°1	10
2.2. Seconde tâche : contribution à l'organisation du colloque	10
2.3. Troisième tâche : livrable n°2	11
PARTIE 2 : Démarche sociologique	12
1. Méthodologie	12
1.1. Première tâche : livrable n°1	12
1.2. Troisième tâche : livrable n°2	13
2. Principaux résultats	14
2.1. Première tâche : livrable n°1	14
2.1.1. Rappel de la problématique et question de recherche	14
2.1.2. Résultats.....	14
2.2. Troisième tâche : livrable n°2	15
2.2.1. Rappel de la problématique et question de recherche	15
2.2.2. Résultats.....	16
CONCLUSION.....	19
BIBLIOGRAPHIE	21
1. Source publiées	21
2. Sources non publiées	22

ANNEXES.....	1
1. Annexe n°1 : Délivrable n°1	1
Introduction	3
1. Sociologie de l'expertise	4
2. Composantes principales de la couverture médiatique.....	6
3. Éléments des pays qui modifient la couverture médiatique	12
4. Différences entre journaux au sein du même pays	22
Conclusion.....	26
Bibliographie	28
2. Annexe n°2 : Document de contribution à l'organisation du colloque	1
3. Annexe n°3 : Délivrable n°2	1
Introduction	3
Problématisation, question de recherche et hypothèses	3
Méthodologie.....	4
Résultats	4
1. Politique éditoriale et appartenance du journal	4
2. Culture idéologique	5
3. Standing actors	5
4. Sources privilégiées : normes journalistiques VS normes scientifiques.....	6
5. Évolution de la presse.....	9
6. Construction de la carrière publique du problème.....	9
7. Facteurs nationaux.....	10
Conclusion.....	13
Bibliographie	15

INTRODUCTION

Ce rapport a pour rôle de présenter les activités effectuées pendant le stage ainsi que la démarche sociologie qui a guidé une partie importante de ces activités. Nous présenterons dans cette introduction les personnes encadrantes, le lieu, ainsi que l'objectif du stage.

Premièrement, le maître de stage qui m'a accueilli dans son centre de recherche est Grégoire Lits, docteur en sciences politiques et sociales. Le rôle de professeure référente à l'UCLouvain a été assuré par Françoise Bartiaux, qui est également la personne qui encadre mon mémoire.

Deuxièmement, le lieu de stage : celui-ci s'est déroulé au sein de l'Institut Langage et Communication de l'UCLouvain, sur le site de Louvain-la-Neuve. Il s'agit, comme son nom l'indique, d'un centre de recherche en communication, dont l'objectif est l'étude des pratiques communicationnelles dans toute leur diversité (conversationnelles, médiatiques, savantes, ...). Très concrètement, le stage a débuté le mardi 1^{er} septembre, et a pris fin en avril (sauf pour ce rapport, remis à la fin du mois de juin). Au niveau de cadre de travail, un open space réservé aux stagiaires et doctorant·es était disponible. Évidemment, avec le confinement, l'accès à cet espace de travail a été fortement réduit : une partie importante des tâches a donc été réalisée en télétravail.

Troisièmement, concernant l'objectif du stage, celui-ci s'insère dans un projet de recherche déjà existant et entamé dont l'objet est la communication, dans les médias, de plusieurs types d'acteurs et actrices autour du nucléaire. Plus concrètement, trois types de personnes sont ciblés : les journalistes, les expert·es du secteur énergétique, ainsi que les associations écologistes. Grégoire Lits, mon maître de stage, fut la seule personne travaillant sur ce projet que j'ai fréquenté. J'ai toutefois eu l'occasion de travailler avec une doctorante sur certaines lectures, et j'ai aussi pu interagir avec d'autres stagiaires et chercheur·ses du centre. Ces interactions ont malheureusement été limitées en raison des conditions sanitaires. Concernant les activités menées durant le stage, la tâche principale a consisté en la réalisation d'une nouvelle partie de la revue de la littérature. L'idée, afin que le stage comprenne une recherche sociologique personnelle, était de démarrer une nouvelle partie cette revue, qui porterait sur les expert·es et sur les journalistes. Mon mémoire étudiant sociologiquement les approches psychologiques comportementalistes ciblant les attitudes pour faire face aux changements climatiques, il semblait pertinent de voir dans quelle mesure ces méthodes sont employées par les expert·es et les journalistes (dans des recherches scientifiques en tant que telles, ou dans la façon d'exploiter ces recherches lors de pratiques communicatives). Comme cela sera détaillé par la suite, j'ai finalement changé quelque peu le thème de la revue. Par ailleurs, la littérature de cette dernière fut issue majoritairement de la sociologie : surtout la sociologie de l'expertise, la sociologie des médias, et la sociologie de l'environnement dans une moindre mesure. Cette première tâche a permis d'enrichir mon expérience autour du développement d'une revue de la littérature, à l'échelle d'un projet de recherche. La seconde tâche du stage consistait à contribuer à l'organisation d'un colloque prévu pour 2021. Celui-ci se déroulera à Louvain-la-Neuve, et portera sur la recherche en communication environnementale de la SFSIC (Société Française de Sciences de l'Information et de la Communication). Cette tâche n'a demandé qu'un temps de travail relativement limité, mais a permis de toucher à d'autres aspects du travail de chercheur·se. La troisième tâche du stage a consisté en la réalisation d'un livrable d'un nombre de pages réduit (l'objectif visé était 10 pages), portant sur une problématique plus précise : l'idée était de poser une question de recherche davantage ciblée et d'y répondre de manière plus succincte mais aussi plus dense, en regroupant les éléments avancés par différent·es auteur·es. Ce second livrable a été basé sur le premier, mais a été enrichi par la

lecture de nouveaux articles, issus majoritairement de la sociologie de l'expertise. Finalement, une autre tâche avait été envisagée, celle de mener des entretiens exploratoires en lien avec la revue de la littérature. Je n'ai finalement pas eu l'occasion de m'atteler à cette tâche.

Le reste du rapport sera articulé comme suit. Une première partie détaillera les activités réalisées, ainsi que les apports de ces activités dans le développement de compétences théoriques et méthodologiques sociologiques. Une seconde partie sera dédiée à la démarche sociologique adoptée pour la réalisation des activités. Cette seconde partie s'attachera également à présenter les principaux résultats de mes recherches (l'entièreté des livrables étant disponible en annexe). Pour terminer, nous concluons en résumant les résultats des recherches menées, ainsi que les différents apports de l'expérience du stage.

PARTIE 1 : Activités et compétences

1. Compte-rendu des activités menées durant le stage

1.1. Première tâche : livrable n°1

1.1.1. Description de la tâche

La première, et principale, tâche du stage (à savoir la réalisation d'une revue de la littérature) a occupé plus de la moitié du temps de travail consacré au stage. Au départ, l'objectif était de construire une revue portant sur les interactions d'acteurs et actrices autour du nucléaire. Finalement, le thème de recherche a été élargi, et cette revue devait porter sur un ou plusieurs des thèmes suivants : les interactions entre l'expertise et les médias autour des changements climatiques, le traitement de l'expertise autour des changements climatiques par les médias, la sociologie de l'expertise sur l'environnement. Ces trois thèmes m'ont été suggérés par mon maître de stage, Grégoire Lits. Ces thèmes étaient tous les trois très intéressants à mon sens, car l'étude des phénomènes sociologiques liés aux changements climatiques m'anime facilement, étant donné que ces sujets peuvent constituer des préoccupations sociales importantes (Directorate-General for Communication of the U.E. : Public opinion monitoring unit, 2008 et 2009 ; SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, 2014 et 2017), et que je pense qu'il s'agit d'un enjeu essentiel puisqu'il concerne l'humanité dans son ensemble. Je pensais au départ me consacrer davantage à la question de l'interaction entre l'expertise et les médias, car c'était celle qui se rapprochait le plus du sujet que je pensais étudier pour mon mémoire (à savoir l'étude sociologique des approches psychologiques utilisées par les expert·es pour appréhender les changements climatiques). En fin de compte, après avoir bien entamé mes recherches de littérature, je me suis davantage concentrée sur les deux premiers thèmes, ces derniers étant fort intriqués sur certains points. De plus, j'ai trouvé peu de résultats sur les modèles les plus utilisés par les scientifiques (cet élément sera abordé plus en détails dans le point n°2).

La quantité de temps que j'ai dû consacrer à cette tâche s'explique, en partie, par le fait qu'il m'a fallu me plonger dans la sociologie de l'expertise avant de pouvoir commencer ma recherche de littérature à proprement parler. Pour me familiariser avec cette discipline, mon maître de stage m'a suggéré la lecture de deux ouvrages : *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique* de Michel Callon, Pierre Lascoumes, et Yannick Barthe, ainsi que *Sociologie politique de l'expertise* de Corinne Delmas. J'ai lu ces deux ouvrages et j'en ai fait des résumés.

Concernant les consignes de l'écriture du livrable, l'objectif était de faire ressortir une problématique et de formuler une question de recherche, à laquelle la revue devra répondre en utilisant entre 15 et 20 articles. L'idée était d'avoir un texte d'une vingtaine de pages.

Le document entier est disponible dans l'annexe n°1.

1.1.2. Méthode employée

Concernant ma méthode de travail, j'ai suivi les recommandations de mon maître de stage. J'ai donc commencé par faire des recherches en suivant une méthodologie particulière. Premièrement, il m'a fallu chercher par mots-clés (expertise, couverture médiatique, changements climatiques, ...) les articles dans des revues scientifiques, via Google Scholar.

Pour ce faire, Grégoire Lits m'avait conseillé plusieurs revues : *Digital Journalism*, *Journalism Studies*, *Journalism Practice*, *Global Environmental Change*. Deuxièmement, j'ai cherché par mots-clés dans les revues qui ont donné le plus de résultats pertinents. Troisièmement, grâce aux résultats des deux recherches précédentes, j'ai pu rassembler de nouveaux mots et auteur·es clés, que j'ai employé pour trouver d'autres articles. Quatrièmement, j'ai recherché des articles pertinents dans la bibliographie des articles « phares » (c'est-à-dire des articles pertinents qui sont apparus plusieurs fois dans les résultats des recherches). Cinquièmement, et finalement, il m'a fallu rechercher d'autres articles sur les profils Google Scholar des auteur·es « phares ». Durant toutes ces étapes, lorsque je sélectionnais un article (sur base de son abstract essentiellement), je l'ajoutais sur Zotero, dans une bibliothèque accessible à mon maître de stage.

Ensuite, une fois que j'avais récolté un nombre d'articles satisfaisant sur Zotero (j'en ai rassemblé un total de 191, dont la grande majorité durant cette première phase de recherche), je me suis plongée dans la lecture de ces derniers. J'ai lu les articles qui me paraissaient les plus pertinents sur base de leur abstract. Concrètement, je lisais un article, faisais un résumé, retravaillais mon résumé pour l'ajouter sur Zotero, et ainsi de suite. L'objectif de ces résumés est que les personnes qui auront accès à la bibliothèque partagée puissent avoir un aperçu rapide de la thèse, des questions de recherche, et des principaux concepts développés dans chaque article. Parallèlement à cela, je faisais des notes sur les liens à établir entre les différentes sources et j'utilisais le logiciel Evernote pour annoter mes résumés avec des mots-clés (je reviendrai sur ce point ci-dessous), ce qui m'a facilité la phase d'écriture.

Pour ce qui touche à la phase d'écriture à proprement parler, il a fallu commencer par mettre en exergue une problématique. La problématique que j'ai formulée est la suivante : « *étant donné que l'expertise autour des changements climatiques est établie par un consensus scientifique¹, il semblerait logique que le traitement de cette dernière par les médias soit relativement similaire. Or, c'est loin d'être le cas : on relève en effet d'importantes différences entre les pays, mais également entre les différents journaux au sein d'un même pays.* » (Vanparys, 2021a : 3). La question de recherche qui sous-tendait la revue est donc celle de savoir quels sont les facteurs pouvant expliquer les différences constatées. Une fois cette problématique posée, il m'a fallu établir un plan de la revue, en reprenant la liste des différents facteurs qui m'étaient apparus au fur et à mesure des lectures. Je suis ensuite partie de ce plan pour construire ce que j'ai appellerais le squelette du texte (c'est-à-dire les éléments principaux à détailler dans les différentes parties du plan), en me plongeant plus en profondeur dans mes résumés. Au final, j'ai utilisé 17 articles issus des recherches faites pour le stage, les 2 livres traitant de la sociologie de l'expertise que j'ai détaillés ci-dessus, et des lectures précédentes qui étaient pertinentes : il y avait au total 34 sources dans la bibliographie. Avec ces références, j'ai pu produire une revue de 30 pages (en comptant la table des matières et la bibliographie).

1.2. Deuxième tâche : contribution à l'organisation du colloque

1.2.1. Description de la tâche

Ma contribution à l'organisation du colloque a pris la forme de la rédaction d'un document pratique, destiné à faciliter l'arrivée et l'hébergement des personnes se rendant à l'événement. Plus concrètement, l'objectif était de ressembler les différentes possibilités de logements sur,

¹ Si l'on peut aujourd'hui qualifier de consensus scientifique l'affirmation selon laquelle l'origine des changements climatiques est de nature anthropique, c'est en raison du nombre important d'organisations scientifiques ayant ratifié les conclusions du GIEC, notamment celles du 4^e rapport (GIEC, 2007 et Oreskes, 2005).

ou à proximité de, Louvain-la-Neuve, ainsi que les dispositifs de transport pour rejoindre la ville.

Le document entier est disponible dans l'annexe n°2.

1.2.2. Méthode employée

Pour écrire ce document, j'ai à nouveau suivi les conseils que m'a donnés Grégoire Lits : j'ai cherché sur Internet des sites dédiés à d'autres colloques, déjà organisés à Louvain-la-Neuve ou en Belgique. Ces sites m'ont servi d'inspiration à deux niveaux : d'abord, au niveau de la mise en page, et ensuite, au niveau des différents types d'informations à rassembler (numéro de téléphone et adresse e-mail des lieux de logement, adresse et accessibilité en transports en commun, ...).

Plus concrètement, le document final est constitué de deux sections : une section transports et une section hébergements. La première section est composée : des horaires des lignes de bus TEC (lignes normales et EXPRESS) pour la Belgique ; des horaires de train, à destination de Louvain-la-Neuve, en provenance des différentes grandes villes où se trouvent des universités en Belgique ; de la route à suivre pour rejoindre Louvain-la-Neuve en voiture ; des moyens d'atteindre Louvain-la-Neuve depuis les aéroports de Zaventem et Bruxelles Sud. Une grande partie de ces informations était facilement trouvable sur Internet, depuis les différents sites des compagnies de transport. Les itinéraires pour rejoindre Louvain-la-Neuve depuis l'autoroute ou les aéroports ont été dénichés sur les sites de précédents colloques. La seconde section est composée : d'une liste des hébergements à Louvain-la-Neuve, à savoir les gîtes et hôtels, ainsi que les logements proposés par des particuliers pour un séjour court ; et d'une liste des hôtels de Wavre. Pour cette section, une grande partie des informations a été listée sur base des sites Internet de précédents colloques. J'ai évidemment vérifié, voire actualisé, certaines informations, et j'ai complété ces listes avec d'autres éléments : les gîtes à Louvain-la-Neuve, et les logements proposés par des particuliers.

1.3. Troisième tâche : livrable n°2

1.3.1. Description de la tâche

Le deuxième livrable était basé sur le premier, mais devait répondre de façon davantage succincte à une question ayant été précisée : l'idée était de synthétiser au maximum les arguments avancés par les différent·es auteur·es. La question de recherche devait ressortir plus clairement, et le but était toujours de faire un état des lieux des réponses déjà développées dans la littérature. En plus de la question de recherche, il était également demandé de définir le courant théorique qui serait utilisé pour répondre à la problématique. Finalement, le dernier objectif était de questionner les études portant sur la thématique choisie.

Le document entier est disponible dans l'annexe n°3.

1.3.2. Méthode employée

J'ai commencé par restreindre et reformuler ma problématique pour traiter plus spécifiquement de l'impact de la couverture médiatique sur le traitement de l'expertise autour des changements climatiques dans les médias. J'ai également défini plus clairement le cadre contextuel de ma revue. Plus concrètement, ces deux éléments, une fois mis en forme, étaient articulés comme

ceci : « *La problématique qui sera approfondie ici se base sur le constat suivant : malgré le fait que l'expertise concernant les changements climatiques soit appuyée par un consensus scientifique (GIEC, 2007 ; Oreskes, 2015), le traitement de cette expertise par les médias est loin d'être homogène. La question à laquelle nous tenterons de répondre sera celle-ci : Comment expliquer la différence de couverture médiatique de l'expertise climatique dans la presse écrite ? La couverture médiatique renvoie à la façon dont un sujet spécifique est traité par la presse. Ici, nous nous intéresserons plus spécifiquement aux journaux écrits, car une partie des controverses autour des sciences climatiques restent confinées à la partie « intellectuelle » des médias, à savoir : les journaux écrits et les débats télévisés (Aykut & al., 2012 ; Baker & al., 2012). Le cadre contextuel de cette question s'étend à plusieurs pays du monde (Argentine, Brésil, Canada, États-Unis, Inde, Suède, Tanzanie notamment), et nous nous concentrerons essentiellement sur la période actuelle et sur ces 20 dernières années (avec toutefois quelques articles faisant référence aux années soixante, septante, quatre-vingts ou nonante).* » (Vanparys, 2021b : 3).

Une fois que j'avais précisé ma problématique, je me suis attachée à lire des articles supplémentaires, 9 au total, pour approfondir certains points. Pour sélectionner les articles, j'ai passé plusieurs fois en revue les sources que j'avais rassemblées précédemment dans la bibliothèque en ligne sur Zotero, et j'ai annoté les documents qui me semblaient les plus pertinents. Ces articles concernaient plus précisément les interactions entre scientifiques/expert·es et journalistes, ainsi que les normes professionnelles effectives chez ces catégories d'acteurs et d'actrices. Pour exploiter ces lectures, je m'y suis prise d'une façon similaire que pour le premier livrable : lecture, écriture d'un premier résumé, retravail du résumé pour l'ajouter dans Zotero, et parallèlement, mise en lien des différents articles. Dans l'ensemble, il m'a semblé que les lectures étaient « plus faciles » à réaliser. J'entends par là que j'ai ressenti plus d'aisance à cerner les points essentiels et pertinents des articles. De la même façon, je parvenais plus rapidement à faire des liens entre les différents articles.

Mon maître de stage, Grégoire Lits, pour m'aider à y voir plus clair, m'a fourni plusieurs exemples de revues de la littérature très complètes, et un exemple d'une revue très synthétique, ce qui m'a permis d'appréhender plus clairement ce qui était attendu de ce second livrable. Il m'a aussi remis un dépliant très pratique reprenant toutes les étapes essentielles à l'écriture d'une revue de la littérature.

Après m'être attachée à renforcer mes sources, je me suis basée sur le premier livrable pour restructurer le plan ainsi que le squelette du document, et reprendre les informations-clés les plus intéressantes et pertinentes. Cela a pris un certain temps, car je suis revenue plusieurs fois sur la structure. Concrètement, j'ai structuré le plan par sept thématiques, dont chacune constituait un élément de réponse à la question de recherche : cadrage ; politique éditoriale et culture idéologique ; sources privilégiées ; évolution de la presse ; construction de la carrière publique du problème ; facteurs nationaux. J'ai supprimé plusieurs sections dans cette dernière partie, pour que le livrable soit plus synthétique, car il y aurait eu des répétitions entre certaines sous-sections et les thématiques principales. Une fois que j'avais formulé un modèle de plan qui me semblait bon, j'ai commencé l'écriture du second livrable à proprement parler.

Après cette étape, je me suis retrouvée avec un document assez long : 16 pages de textes, contre les 10 maximum demandées. Je me suis donc attachée à éliminer les informations moins utiles pour arriver au bon nombre de pages. J'ai également restructuré quelque peu le document en groupant davantage les auteur·es et en synthétisant plus l'information. Au final, je suis parvenue à un document de 10 pages de texte (hors bibliographie).

2. Réflexion sur l'apport de ces activités dans le développement des compétences théoriques et méthodologiques du métier de sociologue

Je commencerai ici par souligner que le stage, dans son ensemble, a été une expérience à la fois positive et très enrichissante pour moi, que ce soit au niveau des interactions que j'ai eu l'occasion d'avoir au centre de recherche, ou au niveau des tâches qui m'ont été attribuées.

2.1. Première tâche : livrable n°1

À mon sens, l'apport principal de cette première tâche a été d'expérimenter le fait de travailler pour un projet de recherche mené sur le long terme, et encadré par d'autres chercheur·es. J'ai ainsi pu toucher au monde de la recherche, et ce via plusieurs aspects : recherche d'articles, de revues, d'auteur·es ; lecture ; analyse ; écriture ; problématisation ; rencontres et interactions avec des doctorant·es, ainsi qu'avec des chercheur·ses, ... Ces aspects étaient ceux que je cherchais à appréhender pour en apprendre davantage sur le métier de chercheur·e dans le cadre d'un éventuel futur doctorat.

À un niveau plus théorique, j'ai pu me familiariser avec la sociologie de l'expertise, qui était un courant dont je ne connaissais quasiment rien. Cette connaissance me servira sans aucun doute dans l'écriture de mon mémoire étant donné la thématique que j'ai choisie. Ensuite, j'ai pu acquérir beaucoup de connaissances, à travers mes lectures, sur le traitement de l'expertise climatique par les médias, notamment la presse écrite, et ce pour différents pays. Ce qui me servira également pour la rédaction de mon mémoire. J'apprécie également d'avoir développé des connaissances sur ces sujets car ils m'intéressent personnellement, pour les raisons déjà développées.

Au niveau méthodologique, ce premier livrable m'a permis d'améliorer mes compétences de lecture et synthétisation. En effet, j'ai pu m'exercer à rechercher, trier, sélectionner des articles scientifiques, ainsi qu'à les synthétiser, et les articuler de façon pertinente par rapport à un thème donné.

Finalement, comme je l'ai mentionné, ce stage m'a permis de découvrir le logiciel Zotero, dont Grégoire Lits m'a expliqué le fonctionnement. J'ai ainsi pu gagner du temps sur ma bibliographie (ce qui me servira encore par la suite). Zotero m'a également permis de mieux organiser mes textes étant donné que les articles et les résumés sont rassemblés au même endroit. Un autre élément organisationnel est la possibilité d'annoter les textes avec des marqueurs et de les classer selon ces marqueurs. De plus, la fonctionnalité de la bibliothèque partagée permettait à mon maître de stage de voir l'avancement du travail en temps réel. J'ai également découvert et utilisé un autre logiciel, de prise de notes cette fois, Evernote. Celui-ci m'a été conseillé par une doctorante travaillant sur le même lieu de stage, que j'ai pu côtoyer avant le confinement. Ce logiciel permet d'organiser ses notes par catégorie, en y ajoutant des mots-clés, ce qui m'a été bien utile lors de l'écriture de la revue de la littérature, notamment pour retrouver dans quels articles était abordé un point précis. J'utilise à l'heure actuelle encore beaucoup ces deux logiciels.

2.2. Seconde tâche : contribution à l'organisation du colloque

À mon sens, les apports de cette deuxième tâche sont les suivants. Premièrement, cela m'a permis d'expérimenter les coulisses de l'organisation d'un colloque. Deuxièmement, j'ai appris

à récolter et organiser des informations plus « pratiques », et non pas théoriques comme je le fais en général. Troisièmement, c'était une expérience sympathique et intéressante qui m'a permis de me concentrer sur une autre tâche que celle de la revue de littérature. Ce sont donc plutôt des apports méthodologiques que théoriques.

2.3. Troisième tâche : livrable n°2

Pour la troisième et dernière tâche, comme pour la première, les apports ont été à la fois théoriques et méthodologiques.

Concernant les apports théoriques d'abord, j'ai pu approfondir les connaissances que j'avais déjà acquises sur le traitement médiatique de l'expertise climatique grâce à mes lectures supplémentaires. Le fait de restructurer à plusieurs reprises le document m'a aussi permis de synthétiser l'information dans ma tête.

Concernant les apports méthodologiques ensuite, la remise de ce second livrable a été un entraînement, plus poussé que le premier livrable, à synthétiser mes propos. En effet, étant donné que le nombre de pages visé était de dix, il me fallait, résumer davantage que pour mon premier livrable, tout en ajoutant les éléments des lectures supplémentaires. Ce fut un point très pertinent pour moi, car le manque de synthèse et/ou de fil conducteur est un des points faibles de mes travaux en général. Ce second livrable a également constitué un bon exercice de construction de problématique. Dans l'ensemble, j'ai trouvé très intéressant de partir d'un travail que l'on a produit pour en produire un autre (c'est quelque chose que je n'ai pas vraiment eu l'occasion d'expérimenter avec les cours). De plus, il n'est pas toujours évident d'avoir un retour aussi complet sur un travail fourni. Ainsi, avoir pu améliorer mon travail, et constater moi-même ces améliorations a été très enrichissant : mon maître de stage m'a fait des retours qui m'ont encore permis de comprendre les faiblesses du travail et les pistes d'amélioration.

De plus, lorsque j'étais encore dans la phase de rédaction, une journaliste a contacté mon maître de stage dans le cadre d'un dossier destiné à une revue journalistique. Cette journaliste, Catherine Joie, étudiait les rapports entre journaliste et expert·es dans le cadre de la crise de la covid-19 en Belgique. Grégoire Lits a relayé cette demande auprès de moi, car les étudiant·es travaillant avec lui sur le thème du covid n'étaient pas disponibles. Malgré que je travaillasse sur les changements climatiques, j'ai donc eu la chance de présenter mon travail à Catherine Joie, et de répondre à ses questions, dans le cadre d'une interview groupée avec Grégoire Lits. Ce fut très gratifiant pour moi d'avoir la chance de partager les connaissances que j'avais acquises et de voir que celles-ci pouvaient servir à quelqu'un concrètement.

Finalement, dans le cadre de l'obtention d'une bourse pour un projet de doctorat, je participe cet été à la conférence de l'Association Européenne de Sociologie de 2021. Pour ce faire, il me fallait soumettre un article, et que celui-ci soit accepté, afin que je puisse en présenter le contenu lors de la conférence. J'ai soumis le second livrable réalisé dans le cadre du stage, car j'étais relativement sûre de sa qualité étant donné que j'avais déjà eu l'occasion d'avoir des retours sur la première version, et d'améliorer la revue. De plus, le sujet était pertinent par rapport aux thèmes abordés durant la conférence : j'ai soumis mon abstract pour le thème « Environment and Society ». Mon article a été accepté et j'ai reçu d'autres conseils d'amélioration qui me permettront encore de retravailler mon travail d'ici la conférence.

PARTIE 2 : Démarche sociologique

1. Méthodologie

Cette partie s'attachera à décrire la démarche sociologique sous-jacente au stage, ainsi que les méthodes et résultats qui ont caractérisé les deux livrables. Je ne traiterai pas dans cette partie de la seconde tâche, car elle n'a pas été animée par la démarche sociologique qui sous-tendait les deux autres livrables.

1.1. Première tâche : livrable n°1

Au commencement du stage, je cherchais à étudier, dans le but de relier la démarche sociologique du stage et du mémoire, à quel point les modèles psychologiques comportementalistes, notamment le modèle VBN développé par Stern & al. (1999), étaient employés par les expert·es et les journalistes spécialisé·es dans le domaine des changements climatiques. Pour décrire rapidement ce modèle, nous dirons qu'il fait reposer la responsabilité d'action face aux changements climatiques essentiellement sur les individus, en cherchant à leur faire adopter, à leur échelle, des comportements davantage écologiques. Plus concrètement, le modèle VBN propose une chaîne causale de cinq variables qui mènent à la mise en place d'actions pro-environnementales : valeurs personnelles (surtout les valeurs altruistes), nouveau paradigme écologique, conséquences néfastes, croyance en la possibilité de réduire ces conséquences, normes personnelles pour l'action pro-environnementale (sens de l'obligation). Les normes morales personnelles sont la principale base des prédispositions individuelles à la prise d'action pro-environnementales. Cela implique que les rhétoriques environnementalistes ou anti-environmentalistes consistent en l'activation ou la désactivation de normes environnementalistes par l'appel à certaines valeurs ou conséquences (Stern, 2000), plutôt qu'en des changements structuraux.

Cependant, au fur et à mesure de mes recherches, j'ai trouvé relativement peu d'informations au sujet des cadres théoriques utilisés par les chercheur·ses et les journalistes. En effet, j'ai déniché bon nombre d'articles traitant des facteurs d'influence respectifs des expert·es et des journalistes, mais j'ai trouvé très peu d'informations concernant les modèles sur lesquels se basaient les journalistes. Il apparaît que ces dernier·es ne semblent pas privilégier ouvertement un modèle d'étude, mais se contentent plutôt de récolter et diffuser les connaissances développées par les scientifiques. En ce qui concerne les expert·es, je sais grâce aux lectures réalisées pour mon mémoire que les modèles de type comportementaliste sont largement répandus (pour la période actuelle du moins, et en Occident) (Girandola & Weiss, 2010 ; Nickerson, 2003 ; Shove, 2010). Et, si les politiques favorisent un type de modèle particulier, c'est celui-là que les journalistes vont tendre à diffuser pour la plupart. Et, les journalistes, qui peuvent jouer le rôle de validateurs primaires de la sciences, tendent à renforcer la pertinence perçue de ces modèles.

Ensuite, l'élément qui est le plus ressorti lorsque j'ai cherché à comprendre la relation entre expertise et médias, c'est le fait qu'il s'agisse de deux champs professionnels distincts, possédant chacun des cultures professionnelles fort différentes et dont les acteurs et actrices ne cherchent pas à répondre aux mêmes problèmes. J'ai donc appréhendé ce facteur comme un élément d'influence à part entière de la couverture médiatique.

Après avoir effectué un certain nombre de lectures, Grégoire Lits m'a suggéré des trois thèmes aux choix dont j'ai traité précédemment. Comme expliqué ci-dessus, je me suis concentrée sur

deux thèmes sur trois, parce qu'ils étaient fort liés entre eux. À partir de ce point, la méthodologie employée est celle déjà décrite dans le point 1.1.

Finalement, j'aimerais préciser le caractère engagé de l'approche sociologie adoptée. À cet égard, Paugam (2012) affirme que : « Le sociologue ne peut rester dans sa tour d'ivoire et s'abstenir de participer aux débats sociaux et politiques, surtout lorsque ces derniers portent directement sur les travaux qu'il vient de mener. Mais, en amont de cette participation, au moment de choisir un sujet de recherche et un mode d'objectivation, il s'inscrit déjà dans une démarche scientifique qui le place dans une position critique par rapport à l'ordre social. » (Paugman, 2012 : 180). Mon approche sociologique a été sous-tendue par l'idée que les sociologues, de par leurs compétences et leurs connaissances, se situent à une position satisfaisante pour appréhender les définitions de la situation des acteurs et actrices : ils et elles peuvent expliquer, comprendre, critiquer les enjeux de pouvoir, et dévoiler des mécanismes cachés, tout en accordant une considération importante à la parole des acteurs et actrices. C'est pour cela que j'ai essayé de mettre en avant les facteurs, pas forcément conscientisés, qui impactent la couverture médiatique de l'expertise liée aux changements climatiques. Ainsi, pour Paugam (2012) notamment, la sociologie est forcément critique puisqu'elle dévoile les mécanismes invisibles et/ou inconscients qui jouent dans la société.

1.2. Troisième tâche : livrable n°2

Après avoir terminé le premier livrable, j'ai effectué d'autres lectures. La problématique que j'avais formulée pour le premier livrable s'est confirmée au fil de ces nouvelles lectures. L'idée de ce second livrable a surtout été de concentrer l'information, de confirmer certains éléments grâce à de nouvelles lectures, et de proposer une nouvelle structure plus claire.

Comme cela a été détaillé, les facteurs influençant la couverture médiatique n'ont pas été modifiés, mais leur agencement oui (plus de détails à cet égard seront développés dans les sections suivantes). J'ai également rédigé une partie méthodologie dans laquelle j'ai détaillé deux éléments. D'abord, l'angle d'approche utilisé, à savoir cibler les éléments du cadrage qui influencent la couverture médiatique des changements climatiques. J'ai utilisé la définition de Entman (1993), reprise par Antilla (2005), Mercado (2012), et Stoddart & al. (2016) : « To frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a communicating text, in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation for the item described » (Entman 1993 : 52 dans Stoddart & al., 2016). Ensuite, la base théorique, à savoir un mélange entre la sociologie de l'expertise (approche centrée sur la légitimité proposée par Delmas (2011)) et la sociologie des médias. À partir de ce point, la méthodologie employée est celle déjà décrite dans le point 1.3.

Ensuite, j'ai délimité plus clairement les médias ciblés, et réduit le nombre de pays traités (cela sera détaillé plus en détails ci-dessous).

Finalement, ce second livrable se veut critique également. En effet, selon Genard et Escoda (2019), dont je partage le point de vue, les responsabilités éthiques sont inhérentes aux responsabilités scientifiques, et associées à trois postures, chacune liée à une école sociologique et à des questions éthiques : posture objectivante (sociologie explicative) ; posture participante (sociologie compréhensive) ; posture engagée (sociologie critique). Mais, ces trois dimensions font partie de la sociologie : on ne peut pas faire de la sociologie qui ne soit pas un minimum critique, ni un minimum objectivée. Si j'ai surtout adopté une posture explicative (recherches

de statistiques sur la façon dont l'expertise climatique est traitée par la presse de différents pays et journaux), j'ai aussi utilisé la posture compréhensive, dans l'analyse des relations professionnelles entre journalistes et expert·es (ces points seront davantage abordés ensuite). J'ai également fait appel à la sociologie critique pour restituer l'élaboration de la couverture médiatique dans un cadre plus large de la société actuelle et en positionnant mon travail (même si je ne pouvais le faire que de manière limitée s'agissant d'une revue de la littérature) comme critique et révélateur de certaines tendances. La conclusion tente notamment de mettre en exergue, les liens entre ce qui se passe au niveau du traitement de l'expertise et le néolibéralisme (cela sera abordé plus en détails dans la sous-section « Résultats » de la seconde tâche).

2. Principaux résultats

2.1. Première tâche : livrable n°1

2.1.1. Rappel de la problématique et question de recherche

Le résultat du travail que j'ai fourni s'est concrétisé par une revue de la littérature de 30 pages. Celle-ci était structurée de la façon suivante : je commençais par définir la sociologie de l'expertise, je traitais ensuite des principales composantes de la couverture médiatique, puis des éléments des pays modifiant la couverture médiatique, et enfin des différences entre journaux au sein du même pays.

La problématique qui a émergé de mes diverses lectures était la suivante : *« étant donné que l'expertise autour des changements climatiques est établie par un consensus scientifique², il semblerait logique que le traitement de cette dernière par les médias soit relativement similaire. Or, c'est loin d'être le cas : on relève en effet d'importantes différences entre les pays, mais également entre les différents journaux au sein d'un même pays. »* (Vanparys, 2021a). La question de recherche qui sous-tendait la revue était donc celle de savoir quels sont les facteurs pouvant expliquer les différences constatées. Je me suis intéressée aux pays suivants pour répondre à cette question : Argentine, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Grande-Bretagne, Inde, Suède, Tanzanie.

2.1.2. Résultats

Différents éléments ont donc été identifiés comme étant des facteurs influençant le traitement médiatique des changements climatiques. Parmi ces éléments, comme cela a été évoqué, se trouve notamment la couverture médiatique. Celle-ci est influencée par : l'évolution de la presse (circulation massive, augmentation des revenus publicitaires et développement des conglomérats de médias notamment) ; le type de cadrage employé par les acteurs et actrices qui ont le pouvoir de le définir, c'est-à-dire des « standing actors » (aspects de la réalité mis en avant dans la façon de présenter une problématique) ; le stade de la carrière des problèmes publics et plus particulièrement la situation de controverse ; la culture idéologique (système de valeurs, normes et préférences politiques qui détermine quels sont les faits pertinents et les personnes habilitées à les produire) ; la politique éditoriales (détermine les deadlines, l'importance des considérations économiques, les sujets traités, ...) et les normes journalistiques (exactitude et neutralité) ; les scientifiques elleux-mêmes (car les normes prégnantes dans leur champ professionnel sont différentes de celles des journalistes, mais

² Si l'on peut aujourd'hui qualifier de consensus scientifique l'affirmation selon laquelle l'origine des changements climatiques est de nature anthropique, c'est en raison du nombre important d'organisations scientifiques ayant ratifié les conclusions du GIEC, notamment celles du 4^e rapport (GIEC, 2007 et Oreskes, 2005).

également car il existe des divergences entre les scientifiques, souvent en raison de leur discipline). Ensuite, un autre facteur impactant le traitement médiatique est le pays dans lequel ce traitement prend place. Dans la revue, j'ai analysé les cas de pays 8 : l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, la Suède, et la Tanzanie. Il est ressorti de ces analyses que l'appartenance étatique des journaux influence le traitement médiatique à travers plusieurs facteurs : l'attention plus ou moins grande accordée aux événements internationaux ; la position politique du gouvernement à l'égard des changements climatiques ; la configuration du champ médiatique (journaux davantage privés ou publics) ; l'intérêt de la population pour la thématique des changements climatiques ; le format majoritaire des articles et la section de publication préférée ; le degré selon lequel le pays est touché par les conséquences des changements climatiques ; la position Nord ou Sud ; la quantité de couverture médiatique qui traite des changements climatiques ; le fait de seulement mentionner les changements climatiques dans les articles ou d'en faire le sujet de base. Pour finir, la revue de littérature s'est intéressée aux différences entre journaux au sein du même pays. À nouveau, j'ai analysé le cas de plusieurs pays, 6 au total : l'Argentine, la Grande-Bretagne, le Canada, le Chili, l'Inde, et la Tanzanie. Les éléments qui causent ces différences qui ont émergé de l'analyse sont ceux-ci : l'appartenance publique ou privée du journal, le positionnement idéologique du journal, et la langue utilisée par le journal.

Pour finir, il ne semble pas y avoir des controverse importante parmi la littérature que j'ai analysée. Notons toutefois que Kakonge (2012) constate que la couverture médiatique des changements climatiques décline dans les pays développés, et qu'elle est relativement faible et insatisfaisante dans les pays africains. Concernant le déclin de la couverture dans les pays développés, Kleinschmit & Sjöstedt font le constat opposé (2013). Sinon, il n'y a pas vraiment de controverses au sein de la littérature. Mais, les articles ciblent des facteurs différents pour expliquer comment est couvert le sujet des changements climatiques.

2.2. Troisième tâche : livrable n°2

2.2.1. Rappel de la problématique et question de recherche

Le résultat final de cette troisième tâche fut un livrable de 17 pages (10 pages de texte) organisé de la façon suivante. J'ai commencé par une introduction traitant de l'impact des journaux sur la façon dont est diffusée l'expertise scientifique autour des changements climatiques. J'ai ensuite établi une problématique plus précise, comme je l'ai expliqué auparavant. Les éléments de réponses à la question de recherche associée à la problématique comprenaient : la politique éditoriale et l'appartenance du journal concerné ; la culture idéologique des journaux ; les « standing actors » ; les différences entre le champ journalistique et scientifique ; les changements structurels ayant impacté la presse et sa diffusion ; la carrière publique de la problématique des changements climatiques ; et finalement les facteurs nationaux influençant la couverture médiatique.

Revenons d'abord sur la problématique. Celle qui a émergé de l'ensemble des lectures que j'ai réalisées concernait le fait que, l'expertise autour des changements climatiques, appuyée par un consensus scientifique sur de nombreux aspects, soit traitée de façon très différente par les médias. *« La problématique qui sera approfondie ici se base sur le constat suivant : malgré le fait que l'expertise concernant les changements climatiques soit appuyée par un consensus scientifique (GIEC, 2007 ; Oreskes, 2015), le traitement de cette expertise par les médias est loin d'être homogène. La question à laquelle nous tenterons de répondre sera celle-ci : Comment expliquer la différence de couverture médiatique de l'expertise climatique dans la*

presse écrite ? La couverture médiatique renvoie à la façon dont un sujet spécifique est traité par la presse. Ici, nous nous intéresserons plus spécifiquement aux journaux écrits, car une partie des controverses autour des sciences climatiques restent confinées à la partie « intellectuelle » des médias, à savoir : les journaux écrits et les débats télévisés (Aykut & al., 2012 ; Baker & al., 2012). » (Vanparys, 2021b : 3). Pour répondre à cette question, il m'a fallu limiter le nombre de pays et le type de médias concernés. Je me suis intéressée aux pays suivants : Argentine, Brésil, Canada, États-Unis, Inde, Suède, Tanzanie notamment, et aux journaux écrits plus spécifiquement.

Concernant la méthodologie ensuite, l'idée était de cerner certains éléments du cadrage ayant un impact sur la couverture médiatique. J'ai utilisé la définition du cadrage formulée par Entman, selon lequel le cadrage d'un article revient à sélectionner certains éléments de la réalité perçue afin de les faire ressortir : cela promeut une définition particulière d'un problème, et donc des recommandations différents. Et, le livrable repose sur une double base théorique : la sociologie de l'expertise et la sociologie des médias.

2.2.2. Résultats

Revenons maintenant sur les résultats. Premièrement, je me suis intéressée à la politique éditoriale et l'appartenance du journal. Concernant le premier élément, j'ai mis en exergue que les deadlines, l'espace disponible, les considérations économiques et les sujets à traiter sont influencés par la politique éditoriale. À cet égard, la science, l'environnement, et le monde en développement constituent des sujets qui tendent à être écartés de la couverture médiatique. De plus, l'environnement médiatique occidental est contrôlé en majorité par des grandes entreprises. Le rôle de l'éditeur·rice est également essentiel. Pour le second élément, il est apparu que l'appartenance publique ou privée du journal a une influence importante sur la couverture. Le lectorat d'un journal peut également influencer sa politique éditoriale.

Deuxièmement, concernant la culture idéologique, il apparaît que cette dernière influence quels sont les faits considérés et traités au sein d'un journal. De plus, il ressort que les journaux de gauche ou plus libéraux ont tendance à critiquer la modernité industrielle, le capitalisme, et à se positionner en faveur de l'intervention de l'État, tandis que les journaux davantage conservateurs sont plus sceptiques par rapport aux changements climatiques, et mettent plutôt l'accent sur la propriété privée et les libertés individuelles. En outre, le lectorat choisit les journaux qu'il lit en fonction de ses orientations politiques.

Troisièmement, les standing actors, en français définisseurs et définisseuses primaires, sont des acteurs et actrices en compétition pour l'élaboration du cadre façonnant les articles de presse. Cette lutte de légitimité opposerait environnementalistes (surtout des ONG) et anti-environnementalistes (surtout des ASBL, des organismes financés par des entreprises, ou des individus privés). Les standing actors, surtout les journalistes, semblent avoir délaissé les scientifiques comme source primaire des articles, au profit des sources gouvernementales.

Quatrièmement, les différences entre champs journalistique et scientifique rendent la communication et les interactions entre expert·es et journalistes ou éditeur·rices compliquées. Toutefois, il faut commencer par contextualiser l'évolution du champ de la recherche : celle-ci tend à se retrancher dans des lieux privés, notamment à cause de la transformation des sources de financement (de plus en plus contractuelles et basées sur des intérêts privés), rendant d'autant plus essentielle la presse qui doit jouer le rôle de traductrice. Les discours des expert·es sont également de plus en plus remis en question. Concernant les normes du champ journalistique,

deux exigences essentielles encadrent le métier : la neutralité (comprise ici comme l'absence de positionnement explicite dans les articles) et l'exactitude. Le principe d'équilibre, lié à celui de neutralité, pousse les journalistes à exposer non seulement le point de vue des expert·es, mais également celui de profanes, dont les climato-sceptiques, notamment aux USA. Toutefois, certains journalistes se positionnent autour de certaines thématiques, mais c'est rarement le cas concernant les changements climatiques. Pour ce qui est de l'exactitude, il s'avère que les journalistes sont davantage concerné·es par leur influence politique et sociale que la légitimité scientifique des informations diffusées. Par ailleurs, les lectures ont permis de mettre en exergue un second ensemble de facteurs influençant les journalistes : formation, capital culturel, volonté d'influencer le discours, normes et valeurs sociales, pressions organisationnelles et des groupes d'intérêts. Concernant maintenant la logique de fonctionnement du champ scientifique, il semble que les individus qui en fassent partie cherchent surtout à impacter le monde de la recherche. Les scientifiques et journalistes sont souvent en désaccord sur les points suivants : type d'information, cycle de production, validation des résultats, communication des risques, ... La communication des expert·es est également impactée par leur : discipline, âge, carrière, et identité politique. De plus, les scientifiques ne sont pas les sources d'information les plus simples du point de vue des journalistes car : leurs stratégies de communication sont rarement adaptées au grand public, ils/elles refusent parfois de parler à des journalistes, ils/elles cherchent à contrôler la temporalité des publications, ou bien le contenu. Il existe également des aprioris entre scientifiques et journalistes : les scientifiques pensent des journalistes qu'ils et elles manquent d'expérience, de formation, qu'ils et elles simplifient trop, voire instrumentalisent les données. Ensuite, j'ai collecté plusieurs études traitant de l'exactitude des informations partagées par les journalistes. Il en est ressorti que, aux USA, le pourcentage d'erreur par article traitant de sujets scientifiques va de 9 à 49%, et ce pourcentage a tendance à augmenter que le sujet principal de l'article concerne les changements climatiques. D'autres études m'ont permis de mettre en avant que les articles basés sur des communiqués de presse contiennent moins d'erreurs. Mais, d'autres auteur·es ont avancé que les erreurs s'expliquent justement par le fait que les articles reposent sur des communiqués d'agence de presse. Dans l'ensemble, le manque de coordination entre champs journalistique et scientifique mène à une situation paradoxale dans laquelle des non-scientifiques, surtout les journalistes, contrôlent la façon dont le public reçoit ou non les nouvelles avancées scientifiques.

Cinquièmement, pour ce qui est de l'évolution de la presse, le principal élément ressortant de mes lectures est le suivant : la circulation massive de la presse, et l'accès à Internet ainsi qu'aux technologies de communication, ont permis l'élargissement de la couverture médiatique des changements climatiques. Mais, le développement d'Internet a également facilité l'accès à des propos parfois factuellement erronés.

Sixièmement, la construction de la carrière publique de la problématique des changements climatiques peut se résumer comme suit : « Ainsi, actuellement il apparaît que « (...) les journalistes ont, avec le temps, délaissé les scientifiques comme source primaire, au profit des institutions gouvernementale (Dotson & al., 2012). Cela correspond à une étape de l'évolution de la carrière du problème, dans laquelle les intervenant·e·s majoritaires dans le cadrage des changements climatiques sont les hommes et femmes politiques, ainsi que les journalistes d'investigation (Aykut & al., 2012 ; Carvalho, 2007 ; Elia, 2018). ». Ensuite, dans le cadre des controverses actuelles, il semble qu'on assiste à une politisation de l'expertise (Delmas, 2011 ; Peters, 1995) : le discours expert se prête à diverses appropriations (Delmas, 2011 : 69). Toutefois, les formes d'expertise se développent différemment selon le contexte national,

historique, institutionnel : ces éléments influencent le degré d'ouverture des instances productrices de savoirs (Delmas, 2011). » (Vanparys, 2021b : 9).

Septièmement, concernant les facteurs nationaux, j'ai soulevé les suivants : l'attention portée aux événements climatiques ou politiques internationaux (la quantité de couverture médiatique dédiée aux changements climatiques tend à augmenter dans certains pays avec les événements climatiques importants (plutôt s'ils impactent surtout l'échelle nationale ou régionale), ainsi qu'avec les événements politiques internationaux, comme les COP) ; la position politique du gouvernement (la couverture médiatique est impactée par l'agenda politique : en Tanzanie, par exemple, a été établie une stratégie de lutte contre les changements climatiques, que les médias sont chargés de diffuser) ; la configuration du champ médiatique (au Brésil, par exemple, l'industrie médiatique se trouve dans une situation de quasi-monopole depuis les années 1990, ce qui limite grandement la marge de liberté des journalistes) ; l'intérêt de la population (par exemple, en Tanzanie, le capital scientifique assez faible de la population conduit à ce que les articles soient davantage cadrés en termes d'impacts et de solutions, plutôt qu'en termes de débat scientifique à proprement parler) ; le degré d'impact des conséquences des changements climatiques (les pays du Sud sont à la fois moins responsables et plus touchés par les changements climatiques, même s'il existe encore des disparités entre ces pays : certaines économies reposent quasi-exclusivement sur l'agriculture et se retrouvent largement freinées par les changements climatiques) ; et la position Nord ou Sud du pays (en Argentine, par exemple, la question des rapports Nord-Sud ressort régulièrement quand un cadrage thématique est utilisé : « (...) the Argentinean position, the same one adopted by the rest of the developed countries: industrialised nations have a "historical environmental debt to be paid", primarily with funding to implement various measures against global warming. » (Mercado, 2012 : 204)). Ces éléments entraînent des différences dans les couvertures médiatiques nationales des changements climatiques à plusieurs niveaux : les sources favorites, la quantité de couverture médiatique, le type de cadrage employé, et les thématiques mises en avant.

Pour conclure, j'ai constaté que, pour faire face aux crises écologiques, c'est une procéduralisation de la gestion des risques qui a été mise en place, au détriment d'un positivisme strict (séparation entre sciences et politique) et des forums hybrides (co-production de connaissances). Cette procéduralisation se veut équilibrée, transparente et indépendante. Mais, comme nous l'avons vu, ces principes sont loin d'être appliqués uniformément. De plus, le système normatif néolibéral a conduit à une augmentation du recours à l'expertise privée et de l'importance accordée aux expériences individuelles. Ainsi, l'« État réflexif » (Delmas, 2011 : 91) tend à mettre en place des politiques d'empowerment concernant les changements climatiques. Cela s'illustre par la position de plusieurs organisations internationales traitant des changements climatiques : l'accès à l'information autour de cette problématique doit pousser les citoyen·nes à adopter des comportements plus écologiques. Finalement, j'ai mis également en avant quelques éléments à prendre en compte pour appréhender les résultats présentés : l'ancienneté de certaines de mes sources, le nombre réduit de pays pris en compte, et quels pays ont été pris en compte (ils n'ont pas été choisis sur base d'une sélection probabiliste, mais en fonction des informations disponibles).

CONCLUSION

D'abord, concernant les tâches effectuées dans le cadre du stage, comme je l'ai exposé, j'ai débuté en pensant étudier l'utilisation de modèles psychologiques comportementalistes par les expert·es et les médias. J'ai ensuite changé d'angle d'approche pour me concentrer sur les éléments du cadrage médiatique qui influencent la couverture médiatique des changements climatiques, parmi lesquels on peut certainement compter les bases théoriques utilisées par les expert·es, notamment les modèles comportementalistes qui sont fort répandus pour ces thématiques (Girandola & Weiss, 2010 ; Nickerson, 2003 ; Shove, 2010). Mais, comme nous l'avons constaté, les facteurs influençant la couverture médiatique sont nombreux et peu d'informations sont disponibles quant à l'impact des modèles utilisés. Ainsi, les journalistes semblent surtout se contenter de diffuser les connaissances élaborées par les expert·es. Et, lorsque les femmes et hommes politiques favorisent un type de modèle particulier, c'est celui-là que les journalistes vont tendre à diffuser. À cet égard, Shove (2010), notamment, a mis en exergue le caractère très politique des modèles comportementalistes en ce qu'ils remettent toute la responsabilité de la lutte contre les changements climatiques sur les comportements individuels isolés. Ensuite, l'élément du cadrage qui est le plus ressorti est la culture professionnelle en fonction de laquelle les normes prégnantes sont différentes selon le champ professionnel.

Par ailleurs, avec le recul, deux limites concernant le stage en général me sont apparues. En premier lieu, il me semble que mon second livrable aurait pu être davantage critique. C'est une remarque que j'ai reçue lorsque j'ai soumis le livrable pour la conférence de l'Association européenne de sociologie, et elle m'apparaît assez justifiée, car j'expose trop peu les limites des théories employées. En second lieu, le fait d'avoir mené une grande partie du stage en distanciel m'a donné l'impression d'être passée à côté de beaucoup d'aspects plus relationnels du travail de chercheur·se. Quoi qu'il en soit, ce stage fut une expérience très positive et enrichissante, autant au niveau des apprentissages méthodologiques que j'ai pu en tirer, que des connaissances sociologiques, et des échanges que j'ai eu avec mon maître de stage et les autres membres du centre de recherche.

Ensuite, concernant le stage dans son ensemble, s'agissant d'un stage de sociologie en finalité approfondie (« comprendre et intervenir dans des sociétés en changement »), celui-ci devait répondre aux caractéristiques suivantes, énoncées dans le carnet de stage par l'Université : « Le stage est un instrument de formation. Il doit permettre à l'étudiant·e d'intégrer les connaissances acquises à l'Université en les confrontant à la pratique sur le terrain. Inversement, celle-ci doit être analysée avec le recul critique propre à la démarche universitaire. Il s'agit pour l'étudiant·e de mobiliser ses compétences analytiques et méthodologiques pour contribuer à répondre à un problème formulé par l'Institution dans laquelle il/elle fait son stage. ». Ensuite, l'objectif du stage formulé avec mon maître de stage tel qu'inscrit dans le carnet de stage était celui-ci : « Le stage s'insère dans un projet de recherche déjà existant et entamé. Ce dernier porte sur la communication, dans les médias, de plusieurs types d'acteurs et actrices autour du nucléaire. Plus précisément, trois types de personnes sont ciblés : les journalistes, les expert·e-s énergétiques, ainsi que les associations écologistes. La tâche principale consistera en la réalisation d'une nouvelle partie de la revue de la littérature. ». Il me semble que mon travail a répondu aux objectifs de l'Université en ce qu'il m'a permis de mettre en pratique mes compétences de recherches, de lecture, de synthétisation, d'écriture, de communication dans le cadre d'un projet de recherche déjà entamé, auquel j'ai contribué par la rédaction de mes livrables. J'ai pu goûter à quelques aspects pratiques du métier de chercheur·se en sociologie : discussion avec d'autres chercheur·se ; travail au sein d'un centre de recherche ;

réalisation de tâches diverses, de recherche, ou plus pratiques (j'ai moins expérimenté moi-même ce point, même si je l'ai fait à travers la réalisation du document pratique destinée à l'organisation du colloque) ; travail d'équipe. J'ai également fait de mon mieux pour que les livrables rendus se rapprochent le plus possible de la revue de littérature attendue par mon maître de stage, afin que cette dernière puisse contribuer d'une façon pertinente au projet de recherche.

Finalement, concernant mon interaction avec l'institution du stage, j'ai pu me positionner (par rapport à mon engagement) librement dans mon travail, et je l'ai fait selon les critères suivants : l'importance de prendre en considération les conséquences de recherches menées, ainsi que la pertinence de la thématique abordée par rapport aux questions sociales actuelles. J'ai donc disposé d'une relative indépendance, même si j'ai fait valider ma méthode et l'angle d'approche par mon maître de stage. Je lui ai également demandé plusieurs fois conseil, il m'a fourni des sources, et m'a aidé à améliorer la revue au fur et à mesure des versions. À cet égard, Paugam (2012) se demande si les sociologues doivent répondre à la demande sociale. L'essentiel serait que ceux-ci ne perdent ni leur autonomie ni leur distance critique. Cependant, beaucoup de sociologues n'aiment pas admettre qu'ils/elles répondent à la demande sociale : « il y aurait une sorte de clivage entre les sociologues purs, totalement désintéressés et donc volontairement à distance des préoccupations sociales immédiates, et les autres, tenus par des obligations contractuelles, par définition pervertis par des enjeux non scientifiques » (p.170). Or, le métier de sociologue, tel qu'il m'est apparu dans mon stage n'oppose pas aussi radicalement ses disciples. Et, en effet, lors de mon stage, j'ai abordé des questions, qui même si elles ne constituaient pas de préoccupations sociales immédiates, avaient pour objectif de pouvoir agir sur ces dernières, malgré que j'eusse des obligations à remplir.

BIBLIOGRAPHIE

1. Source publiées

Antilla L. (2005). Climate of scepticism: US newspaper coverage of the science of climate change. *Global Environmental Change*, vol. 15, n°4, pp.338-352. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2005.08.003>.

Delmas C. (2011). *Sociologie politique de l'expertise*. Paris : La Découverte.

Directorate-General for Communication of the U.E.: Public-opinion monitoring unit (2008). *Special Eurobarometer (EB69): Climate change. Brief analysis*. Available on: https://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/EB69.2_Climate_change/EB69.2_synt%20hese_analytique_en.pdf.

Directorate-General for Communication of the U.E.: Public-opinion monitoring unit (2009). *Standard Eurobarometer (EB71): Climate Change*. Available on: <https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2009/climate-change/analytic-synthesis/en-analytic-synthesis-climate-change-20090715.pdf>.

Entman R.M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, vol. 43, n°4, pp.51-58. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x>.

Genard J.-L. et Escoda M.R.i, (2019). *Éthique de la recherche en sociologie*. Louvain-la-Neuve : DeBoeck Supérieur

GIEC (2007). *Climate change 2007 : Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II, and III to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writting Tems, Pachauri R.K. & Reisinger A. (eds)]. Geneva : IPCC, 104pp.

Girandola F. & Weiss K. (2010). *Psychologie et développement durable*. Paris : In Press.

Mercado M.T. (2012). Media Representations of Climate Change in the Argentinean Press. *Journalism Studies*, vol. 13, n°2, pp.193-209. DOI: [10.1080/1461670X.2011.646397](https://doi.org/10.1080/1461670X.2011.646397).

Nickerson R.S. (2003). *Psychology and environmental change*. Mahwah: Lawrence Erlbaum Associates, Publishers.

Oreskes N. (2005). Beyond the Ivory Tower : The Scientific Consensus on Climate Change. *Science*, vol. 306, n°5702, pp.65-99. Available on: <https://doi.org/10.1126/science.1103618>.

Paugman S. (2012). *L'enquête sociologique*. Quatrième partie : Le sociologue dans la Cité. Paris : Presses Universitaires de France.

Shove E. (2010). Beyond the ABC: Climate Change Policy and Theories of Social Change. *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 42, n°6, pp.1273-1285. DOI: [10.1068/a42282](https://doi.org/10.1068/a42282). Available on: <http://journals.sagepub.com/doi/10.1068/a42282>.

SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (2014). *Enquête sur le climat 2013. Rapport final – Conclusions*. Leuven : M.A.S. - Market Analysis & Synthesis.

SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (2017). *Enquête sur le climat 2017. Rapport final*. Leuven : M.A.S. - Market Analysis & Synthesis.

Stern P.C., Dietz T., Abel T., Guagnano G.A., Kalof L. (1999). A Value-Belief-Norm Theory of Support for Social Movements: The Case of Environmentalism. *Human Ecology Review*, vol. 6, n°2, pp.81-97.

Stern P.C. (2000). Toward a Coherent Theory of Environmentally Significant Behavior. *Journal of Social Issues*, vol. 56, n°3, pp.407-424. DOI: <https://doi.org/10.1111/0022-4537.00175>.

Stoddart M., Haluza-DeLay R., Tindall D.B. (2016). Canadian News Media Coverage of Climate Change: Historical Trajectories, Dominant Frames, and International Comparisons. *Society & Natural Resources*, vol. 29, n°2, pp.218-232. Available on: <https://doi.org/10.1080/08941920.2015.1054569>.

2. Sources non publiées

Vanparys L. (2021a). *Revue de la littérature : note n°1. Interaction entre expertise et médias autour des changements climatiques* [Délivrable réalisé dans le cadre d'un stage de recherche]. Belgique : UCLouvain, Institut Langage & Communication.

Vanparys L. (2021b). *Revue de la littérature : livrable n°2. Interaction entre expertise et médias autour des changements climatiques* [Délivrable réalisé dans le cadre d'un stage de recherche]. Belgique : UCLouvain, Institut Langage & Communication.

ANNEXES

1. Annexe n°1 : Délivrable n°1

Revue de la littérature : note n°1

Interaction entre expertise et médias autour des changements climatiques

Table des matières

Introduction.....	3
1. Sociologie de l'expertise.....	4
1.1. Définition.....	4
1.2. Evolution de la figure de l'expert-e	4
1.3. Mobilisation de l'expertise.....	5
2. Composantes principales de la couverture médiatique.....	6
2.1. Évolution de la presse (occidentale)	6
2.2. Cadrage et « standing actors ».....	6
2.3. Carrière des problèmes publics.....	7
2.4. Culture idéologique	8
2.5. Politique éditoriale et normes journalistiques.....	9
2.6. Les scientifiques	10
2.6.1. Discipline	10
2.6.2. Communication	10
2.6.3. Logique de fonctionnement	12
2.6.4. Crédibilité	12
3. Éléments des pays qui modifient la couverture médiatique	12
3.1. L'Argentine	13
3.2. Le Brésil	13
3.2.1. Spécificité de l'industrie médiatique brésilienne.....	14
3.2.2. Couverture médiatique brésilienne des changements climatiques.....	14
3.3. Le Canada	15
3.3.1. Traitement médiatique de l'expertise.....	15
3.3.2. Traitement médiatique des politiques publiques	16
3.4. Le Chili	16
3.5. Les États-Unis d'Amérique	17
3.6. L'Inde	18
3.6.1. Configuration médiatique	18

3.6.2.	Perception des changements climatiques.....	18
3.6.3.	Perspective Nord-Sud	19
3.7.	La Suède	19
3.8.	La Tanzanie	20
3.8.1.	Configuration médiatique	20
3.8.2.	Couverture médiatique	21
4.	Différences entre journaux au sein du même pays.....	22
4.1.	Le cas argentin.....	22
4.2.	Le cas britannique	22
4.3.	Le cas canadien.....	24
4.4.	Le cas chilien.....	24
4.1.	Le cas indien	25
4.2.	Le cas tanzanien	26
	Conclusion	26
	Bibliographie.....	28

Introduction

Cette revue de la littérature traitera des interactions qui existent entre les scientifiques produisant l'expertise des changements climatiques, et les médias qui la diffusent. Il sera également question de s'intéresser à la façon dont les médias traitent cette expertise, plus précisément sous l'angle des journalistes.

La problématique qui guidera cette revue sera la suivante : étant donné que l'expertise autour des changements climatiques est établie par un consensus scientifique³, il semblerait logique que le traitement de cette dernière par les médias soit relativement similaire. Or, c'est loin d'être le cas : on relève en effet d'importantes différences entre les pays, mais également entre les différents journaux au sein d'un même pays. À cet égard, Carvalho indique : « The processes of production and consumption of media discourse can be usefully understood as a series of cultural circuits where both encoding and decoding (...) interact and coevolve with political, economic, and regulatory frameworks, and where the 'public' and 'private' spheres intersect. » (Carvalho, 2010 : 172).

Donc, les journaux impactent grandement la façon dont est diffusée l'expertise scientifique autour des changements climatiques, et c'est un phénomène important car ce sont justement les journaux qui, dans beaucoup de pays, constituent la source d'information principale concernant le dérèglement climatique (Antilla, 2005 ; Billet, 2010 ; Boykoff & Rajan, 2007 ; Buys & al., 2014 ; Carvalho, 2010 ; Dotson & al., 2012 ; Guedes, 2000), parfois également pour les journalistes directement (Antilla, 2005). En outre, les médias déterminent quelle problématique sera transformée en problématique sociale, influençant ainsi la perception publique du problème, et la façon dont l'expertise contribuera à la création de politiques (Antilla, 2005 ; Boykoff & Rajan, 2007 ; Dotson & al., 2012 ; Guedes, 2000). Par ailleurs, l'importance des médias est renforcée par le fait que les recommandations des institutions internationales se basent sur le modèle de fonctionnement suivant : une information suffisante concernant les conséquences des changements climatiques suffira à faire adopter aux individus des comportements plus écologiques (ces institutions sont donc centrales pour la diffusion des connaissances produites par les scientifiques, car elles rendent plus accessible l'expertise aux journalistes). Concrètement, « The UNFCCC and Kyoto Protocol established articles 6 and 10(e) to promote understanding and impress upon member states the need to support climate change. These articles emphasise the need to develop and implement educational and public awareness programmes on the impacts of climate change. » (Elia, 2018 : 535). Ainsi, la construction des discours médiatiques impacte à la fois les conditions d'intelligibilité du monde et les possibilités d'action sur ce monde (Carvalho, 2010).

La revue de la littérature est divisée en quatre points. D'abord, une première partie présentera brièvement les bases théoriques de la sociologie de l'expertise. Ensuite, il sera question de détailler quels sont les éléments qui modifient la couverture médiatique. Nous ferons notamment appel au concept de cadrage, de politique éditoriale, ... et nous nous attacherons également à détailler le point de vue des expert-e-s concerné-e-s. Après cela, il s'agira de cerner les plus importantes différences

³ Si l'on peut aujourd'hui qualifier de consensus scientifique l'affirmation selon laquelle l'origine des changements climatiques est de nature anthropique, c'est en raison du nombre important d'organisations scientifiques ayant ratifié les conclusions du GIEC, notamment celles du 4^e rapport (GIEC, 2007 et Oreskes, 2005).

entre les couvertures médiatiques au niveau national. Finalement, pour appréhender en même temps les deux ensembles d'éléments, nous nous concentrerons sur l'analyse de journaux issus du même pays, mais présentant des couvertures médiatiques fort différentes.

1. Sociologie de l'expertise

1.1. Définition

Selon Delmas, l'expertise se définit comme « (...) la mise en œuvre de connaissances spécifiques pour l'action » (Delmas, 2011 : 3). L'expertise se compose donc de deux dimensions : une dimensions cognitive et une dimension pragmatique.

Ensuite, plusieurs approches peuvent être mobilisée pour caractériser plus en détail l'expert-e. Premièrement, l'entrée par la compétence, associe l'expertise à « (...) la détention et l'exploitation de savoirs et de savoir-faire » (Delmas, 2011 : 9). Deuxièmement, l'approche par la demande sociale et le mandat met l'accent sur le caractère processuel et situationnel de l'expertise. Troisièmement, l'approche par l'inscription dans l'espace public définit l'expertise comme la réalisation de productions d'apparence scientifique, basées sur des enjeux soulevés dans l'espace public, qui possèdent forcément une fonction sociale ou une finalité politique. Quatrièmement, l'entrée par la finalité pratique définit l'expertise scientifique comme « (...) l'ensemble des savoirs mobilisés pour l'action » (Delmas, 2011 : 16). Cinquièmement, l'approche constructiviste met l'accent sur la légitimité accordée à la figure de l'expert-e autour d'une question particulière. En outre, Fritsch (1985) propose une autre analyse, qui mélange plusieurs approches et les présente comme complémentaires. En effet, deux principes de légitimité marquent la figure de l'expert-e. D'abord, la légitimité interne : l'expert-e tire cette légitimité de la compétence qui lui est reconnue. Ensuite, la légitimité externe, selon laquelle une autorité commande ou commandite l'expertise. Ces deux formes de légitimité sont complémentaires.

Concernant les scientifiques étudiant les changements climatiques (peu importe la branche : biologie, climatologie, sociologie, biochimie, ...), il semble que l'approche par la compétence soit la plus appropriée : ils font l'objet d'une reconnaissance en raison de leur statut de scientifique. Quand des organisations font appel à eux, notamment le GIEC, les scientifiques peuvent alors s'inscrire dans une approche par la demande sociale. Finalement, quand les connaissances élaborées par les scientifiques sont utilisées pour défendre une thèse concernant par exemple les actions à entreprendre pour lutter contre les changements climatiques, il apparaît que c'est l'entrée par la finalité pratique qui soit la plus adaptée.

1.2. Evolution de la figure de l'expert-e

La figure de l'expert-e est à l'origine rattachée à trois domaines : le judiciaire, le professionnel et le scientifique. Pour les deux premiers, le rôle de l'expert-e est de dire le vrai à propos d'une situation passée. Pour le dernier domaine, le rôle de l'expert-e est d'assister les décideurs et décideuses politiques (Delmas, 2011).

Actuellement, cette figure de l'expert-e scientifique est concurrencée par d'autres, comme l'« expert profane » et l'« expert citoyen » (Delmas, 2011 : 5), même si le savoir profane reste strictement séparé du savoir expert (Delmas, 2011 et Callon & al., 2001). Il faut, en outre, relativiser quelque peu cette distinction : « L'adoption d'une posture d'expertise peut parfaitement être le fait d'acteurs qui affichent un engagement idéologique explicite tout en se positionnant sur un registre scientifique » (Delmas, 2011 : 47), et les profanes peuvent avoir un niveau de connaissances suffisant pour discuter avec des expert-e-s (Delmas, 2011 et Callon & al., 2001).

Pour appréhender plus en détail l'expertise scientifique, Callon & al. caractérisent la recherche actuelle comme étant confinée, c'est-à-dire retranchée dans des lieux privés auxquels l'accès est réduit. En raison de ce confinement, le retour des connaissances vers la société doit passer par une étape de traduction : c'est au niveau de la diffusion de cette traduction qu'apparaissent les médias.

En outre, c'est le savoir lui-même qui tend à s'expertiser par la transformation des sources de financement de la recherche : de plus en plus contractuelles et basées sur des intérêts privés (Delmas, 2011).

Finalement, l'élargissement de la notion d'expertise a contribué à la remise en cause de la validité du discours des expert-e-s (Delmas, 2011), ce qui est bien illustré par la représentation des climato-sceptiques dans les médias (ce point sera davantage exploré dans les sections suivantes).

1.3. Mobilisation de l'expertise

L'expertise est généralement mobilisée dans le cadre d'une controverse : il s'agit d'une situation pour laquelle la mobilisation de connaissances est nécessaire afin de sortir des incertitudes et de régler les débordements (Callon & al., 2001).

Dans le cadre des controverses actuelles, il semble qu'on assiste à une politisation de l'expertise : « Entre savoir et pouvoir, le discours de l'expert se prête à de multiples appropriations. La contribution de nombreux groupes spécialisés et think tanks à l'élaboration d'un système normatif néolibéral est particulièrement révélatrice de l'usage idéologique du positionnement sur le registre scientifique » (Delmas, 2011 : 69). Toutefois, les formes d'expertise se développent différemment selon le contexte national, historique, institutionnel : ces éléments influencent le degré d'ouverture des instances productrices de savoirs (Delmas, 2011).

Plus concrètement, pour faire face aux crises sanitaires et écologiques, c'est une procéduralisation de la gestion des risques qui a été mise en place, plutôt qu'un positivisme stricte (séparation entre sciences et politique), ou que des forums hybrides (co-production de connaissances). Bien que cette procéduralisation soit censée être définie par l'équilibre, la transparence et l'indépendance, ces principes sont peu appliqués. En outre, le système normatif néolibéral, s'il a fait grimper en flèche le recours à l'expertise privée, a également augmenté l'importance accordée aux expériences individuelles. L'« État réflexif » (Delmas, 2011 : 91) contribue ainsi à la subjectivation des individus par la mise en place de politiques d'empowerment. Cela est illustré par la vision de plusieurs organisations internationales étudiant les changements climatiques : l'accès à une information de qualité concernant cette problématique poussera les citoyen-ne-s à adopter des comportements plus écologiques (Elia,

2019). Ce phénomène est renforcé par les systèmes de démocratie délégative qui sépare strictement décideurs et décideuses politiques et citoyen-ne-s.

2. Composantes principales de la couverture médiatique

La couverture médiatique renvoie à la façon dont un sujet spécifique est traité par la presse. Ici, nous nous intéresserons plus spécifiquement aux journaux écrits, car une partie des controverses autour des sciences climatiques restent confinées à la partie « intellectuelle » des médias, à savoir : les journaux écrits et les débats télévisés (Aykut & al., 2012). Les journaux papiers seraient en outre le média le plus susceptible de couvrir les avancées concernant les changements climatiques (Baker & al., 2012).

La couverture médiatique de ces médias est influencée par au moins cinq éléments, que nous détaillerons un par un : l'évolution de la presse, le cadrage, la carrière des problèmes publics, la culture idéologique, la politique éditoriale et les normes journalistiques, et finalement, les scientifiques.

2.1. Évolution de la presse (occidentale)

À la fin du 19^e siècle, les médias, notamment les journaux écrits, ont connu une série de changements, dont l'augmentation du taux d'alphabétisation, ainsi que l'invention des presses d'impression à circulation massive. Ces changements ont permis aux journaux d'étendre leur influence aux E.U. et au R.U. Cette influence et le développement des revenus publicitaires ont rendus les journaux plus attractifs économiquement : on voit des conglomérats de médias se développer. Et c'est à partir des années 1950 qu'augmente la couverture de la contribution humaine aux changements climatiques. Mais, il faudra quand même attendre 1988 pour que se mélangent les trois sphères de la science du climat, des médias, et des politiques. Un des éléments déclencheurs est le discours de Thatcher puis celui de Hansen, augmentant encore davantage la couverture médiatique des changements climatiques (Boykoff & Rajan, 2007).

Ensuite, l'accès à Internet et le développement des réseaux sociaux ont rendu moins coûteux et plus simple l'accès à l'expertise pour les journalistes (Elia 2018). Plus concrètement, les organisations internationales, comme nous l'avons dit, constituent en source d'informations importante pour les journalistes.

2.2. Cadrage et « standing actors »

La définition du concept de cadrage fournie par Entman est reprise par plusieurs auteur-e-s, notamment Antilla (2005), Mercado (2012), et Stoddart & al. (2016) : « To frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a communicating text, in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation for the item described » (Entman 1993 : 52 dans Stoddart & al., 2016). Pour construire le cadrage, des concepts, métaphores, et mots-clés sont utilisés. Sont également employés des packages interprétatifs, qui proposent une idée centrale et organisatrice du cadre (comme le progrès par exemple), ainsi que des thèmes qui permettent de relier les différents éléments sémantiques d'un article entre eux (Antilla, 2005). Plus concrètement, Mercado (2012) présente les

stratégies de cadrages classiques : la surutilisation des officiel-le-s comme source, la banalisation des actions des groupes d'opposition, la focalisation sur certains événements plutôt que sur des problématiques plus générales, l'accentuation d'une partie des arguments, une simplification abusive.

Ces stratégies proviennent notamment des définisseurs et définisseuses primaires, qui déterminent les termes de référence qui seront utilisés pour la discussion (Antilla, 2005). Cette catégorie d'acteurs et d'actrices est appelée « standing actors » par Kleinschmit & Sjöstedt (2013). Ces personnes, surtout les acteurs et actrices du monde politique, s'approprient et reproduisent la logique communicative des médias (Kleinschmit & Sjöstedt, 2013). Ainsi, selon Aykut & al. (2012), Kleinschmit & Sjöstedt (2013), et Stoddart & al. (2016), plusieurs intervenant-e-s sont en compétition pour l'élaboration du cadre qui façonnera l'article : scientifiques, expert-e-s, ONG, agences gouvernementale, lobbys, journalistes, voire les tribunaux.

Finalement, l'étude du cadrage s'oppose à l'approche de la mise à l'agenda, qui se concentre sur davantage sur le volume de couverture accordée à une problématique (Stoddart & al., 2016). C'est pourquoi nous tenterons ici de considérer les deux approches.

2.3. Carrière des problèmes publics

La carrière d'un problème public impacte la façon dont le sujet est traité par la presse (Aykut & al., 2012 ; Carvalho, 2007). Un cadre d'analyse, reposant sur le concept de carrière, est proposé par Downs (1972), explicité par Aykut & al. (2012) ainsi que Stoddart & al. (2016) dans leurs articles. Selon Downs, il existe un cycle d'attention qui entoure les problématiques médiatisées. La controverse, le moment durant lequel les intervenant-e-s entrent en compétition pour la définition du cadrage, en constituerait une étape classique. Par ailleurs, d'autres études (McComas et Shanahan, 1999 et Trumbo, 1996) présentées par Carvalho (2007) ont mis en avant la nature cyclique des narratifs et le poids variable des différent-e-s acteurs et actrices.

Plus concrètement, Aykut & al. (2012) ont analysé les trois phases par lesquelles est passée la problématique des changements climatiques en France. La première phase va de 1988 à 2001/2002, la seconde phase se déroule de 2002/2003 à 2008, et la troisième phase, toujours en cours, commence après 2009. À partir de 1988, la problématique des changements climatiques se politise peu à peu via des sommets internationaux, renforçant par là le succès des partis écologiques aux élections municipales et européennes, ce qui a augmenté la pression sur le système politique. Cette pression a notamment donné naissance au GIES (un groupe interministériel censé élaborer la réponse politique française à la problématique). Toutefois, les changements climatiques ne sont pas encore considérés comme un problème domestique majeur. Ainsi, les décisions politiques les entourant étaient surtout d'origine internationale. En outre, l'organisation de l'expertise a contribué à limiter le débat public autour de ce sujet (les rapports confidentiels du GIES par exemple). C'est à partir de la seconde phase que les médias commencent à couvrir des phénomènes domestiques, et que cette couverture devient globalement plus régulière. La phase deux de la construction du problème public est ainsi caractérisée par deux assertions : les activités humaines induisent un effet de serre supplémentaire conduisant au réchauffement climatique, et chacun-e doit lutter à un niveau individuel via des changements de styles de vie et des économies d'énergie. À partir de ce moment, les principaux détenteur-ric-e-s du problème sont les journalistes et scientifiques spécialisés dans l'environnement. Finalement, la troisième phase

débute au moment à partir duquel toutes les controverses obtiennent davantage de visibilité publique. Cela commence avec deux controverses internationales : le « Climategate » et la révélation d'erreurs au sein du 4e rapport du GIEC. Durant cette phase, les scientifiques issus d'autres domaines que les sciences du climat gagnent en visibilité : les controverses gagnent en visibilité. Ainsi, les scientifiques et journalistes spécialistes des sciences de l'environnement, perdent le monopole du cadrage des changements climatiques. En effet, étant donné la grande médiatisation du problème, celui-ci permet de générer du capital médiatique, scientifique et politique.

Une autre analyse, portant sur le Royaume-Uni, est proposée par Carvalho (2007). La présence dans les médias britannique de sujets touchant aux changements climatiques a connu plusieurs vagues également : une première hausse jusque 1990, suivie d'un déclin jusqu'en 1996, puis d'une autre hausse à partir de 1997, ayant atteint son point culminant en 2001. Au début, l'étude de la relation entre sciences et médias était dominée par une définition « transmissionnelle » (Carvalho, 2007 : 224) de la communication : la communication scientifique était réduite à la vulgarisation. Jusqu'en 1988, les scientifiques ont été les acteurs et actrices centrales et incontestées de la définition des changements climatiques. L'auteure parle d'une stratégie de rationalisation, dans laquelle les changements climatiques sont présentés comme un problème scientifique gérable. Durant cette période, la presse britannique a fait fi des notions de risques et de responsabilité dans son traitement des changements climatiques. Ensuite, fin 1988, les articles commencent à traiter des conséquences politiques des changements climatiques, notamment en raison de la mise à l'agenda de cette problématique par le gouvernement conservateur, mais aussi grâce aux alternatives demandées par les organisations environnementales et les forces d'opposition. En 1990 est publié le premier rapport du GIEC, mais les études climatiques sont marquées à ce moment par une certaine incertitude. De cette dernière, les médias tirent des extrapolations qui sont profondément idéologiques (on y retrouve des appels à des valeurs comme la liberté, l'équité, la responsabilité) et peuvent servir à justifier l'action ou l'inaction. Le second rapport du GIEC est publié en 1995. Pour la première fois, il met clairement en avant la dimension anthropique des changements climatiques, ainsi que la nécessité de définir des objectifs de réduction des émissions. À la fin des années 1990, les journalistes commencent à traiter des intérêts, objectifs et engagements idéologiques des scientifiques. Plus généralement, ressort à cette période une désacralisation de l'institution scientifique au sein des médias, et il apparaît que la remise en cause des affirmations scientifiques dans ce domaine pousse à l'inaction.

Comme l'illustrent les articles d'Aykut & al. (2012) et de Carvalho (2007), la configuration temporelle de la couverture médiatique d'un problème est caractérisée par : le statut des journalistes (« (...) the new generation of journalists was driven by professional more than political motivations and produced information more closely adjusted to the commercial rules of the journalistic field. » (Aykut & al. : 62)), la visibilité des recherches scientifiques, l'importance de l'État dans la promotion de la problématique, la tenue d'événements internationaux en rapport avec la problématique (conférence de Kyoto, COP21, ...).

2.4. Culture idéologique

Selon Carvalho (2007), le traitement des affirmations scientifiques est façonné par la culture idéologique. L'idéologie est définie par l'auteure comme un système de valeurs, de normes et de préférences politiques liées à un programme d'action vis-à-vis d'un ordre social et politique donné :

l'idéologie est donc axiologique, normative et politique. C'est cette dernière qui détermine quels sont les faits pertinents et qui sont les personnes habilitées à les produire. Toutefois, il faut prendre en compte le fait que les discours médiatiques et la culture idéologique se construisent mutuellement (Carvalho, 2007).

2.5. Politique éditoriale et normes journalistiques

Concernant les politiques éditoriales, les éléments à considérer sont les suivants : les deadlines, l'espace disponible, les considérations économiques, et les sujets possibles à traiter. Pour que ces éléments fassent sens, il faut prendre en considération le fait que l'environnement médiatique occidental (en tout cas aux E.U. et au R.U.) est en majorité contrôlé par de grandes entreprises, ce qui va parfois jusqu'au financement de campagnes médiatiques par des groupes industriels (Boykoff & Rajan, 2007).

Ensuite, pour ce qui est du métier de journaliste, en se professionnalisant, celui-ci a développé des exigences : notamment celles de neutralité et d'exactitude. Le problème c'est que ces exigences peuvent créer une distorsion systématique des nouvelles. Par exemple, le principe d'équilibre (« balanced reporting » (Antilla, 2005 : 340)) induit les journalistes à mettre en avant les désaccords entre scientifiques, et à laisser de l'espace aux sceptiques, surtout aux USA comme nous le verrons ci-dessous (Antilla, 2005 ; Aykut & al., 2012 ; Boykoff & Rajan, 2007 ; Mercado, 2012). Or, cela revient à biaiser l'information dans le cas où, comme pour l'origine anthropique des changements climatiques, le consensus scientifique est déjà largement établi. En fait, ce traitement médiatique laisse penser que la communauté scientifique est divisée sur le sujet, alors que ce n'est pas le cas (Carvalho, 2007). En outre, le principe d'équilibre permet également de maintenir en place une controverse médiatisée, qui attire l'attention et constitue donc pour les journaux un sujet intéressant à traiter. Ainsi, les journalistes traitant des changements climatiques auraient changé leur priorité : ils sont davantage concernés par leur influence politique et sociale que par la légitimité scientifique d'une information (Aykut & al., 2012).

Un autre ensemble de facteurs touchant les journalistes et influençant la couverture médiatique (mais qui ne sont pas des normes propres au milieu) est mis en lumière par Boykoff & Rajan (2007) : la formation des journalistes, leur capital culturel, leur volonté d'influencer le discours public. Cet ensemble de facteurs est complété par celui proposé par Mercado (2012) : normes et valeurs sociales, pression organisationnelle, pression de groupes d'intérêt, orientation idéologique. Il faut relever que, au niveau de la formation, une tendance touche les pays occidentaux : la diminution du journalisme d'investigation au profit d'un journalisme plus généraliste. De ces changements émergent plusieurs problématiques : celle de la traduction et du lexique notamment. On arrive alors souvent à un cadrage qui tend à obscurcir plutôt que clarifier le consensus scientifique, permettant aux femmes et hommes politiques de se décharger de cette responsabilité et de retarder la prise de mesures (Boykoff & Rajan, 2007).

Enfin, les journalistes ont, avec le temps, délaissé les scientifiques comme source primaire, au profit des institutions gouvernementales (Dotson & al., 2012). Cela correspond à une étape de l'évolution de la carrière du problème, dans laquelle les intervenant·e·s majoritaires dans le cadrage des

changements climatiques sont les hommes et femmes politiques, ainsi que les journalistes d'investigation (Aykut & al., 2012 ; Carvalho, 2007 ; Elia, 2018).

Globalement, les médias jouent le rôle de validateurs secondaires de la science, les validateurs primaires étant les institutions sociales ayant le pouvoir d'accorder la facticité dans un domaine donné. Les médias diffusent les affirmations reconnues par les validateurs primaires, mais ils peuvent aller jusqu'à prendre la même importance que ces derniers en contrôlant la visibilité qu'ils accordent aux validateurs primaires (Carvalho, 2007 ; Dotson & al., 2012).

2.6. Les scientifiques

2.6.1. Discipline

Il semble que la discipline de prédilection des scientifiques puisse être un déterminant de la position de ces dernier·e·s par rapport au consensus scientifiques. Aykut & al. (2012) ayant étudié la couverture médiatique des changements climatiques en France, ont également analysé les groupes d'intervenant·e·s contestant le consensus scientifique. Pour ce faire, les auteur·e·s ont d'abord catégorisé les différent·e·s acteurs et actrices : le groupe 1 comprend les scientifiques spécialistes du climat, le groupe 2 comprend les scientifiques impliqué·e·s dans la recherche d'impacts (des géographes par exemple), le groupe 3 comprend les scientifiques concerné·e·s par l'atténuation/la compensation écologique (surtout des économistes), le groupe 4 comprend les scientifiques et ingénieur·e·s d'autres domaines (mathématiques, physique, ...), et le groupe 5 comprend les professionnel·le·s ou scientifiques qui ne sont pas professionnellement concerné·e·s par les changements climatiques (journalistes, philosophes, ...). Aykut & al. ont constaté que les voix dissonantes provenaient majoritairement du groupe 4. Il faut à cet égard noter, qu'à l'inverse des USA, ces actrices et acteurs n'ont que peu de contact avec des groupes industriels ou politiques.

2.6.2. Communication

Un autre facteur lié aux scientifiques semble émerger de la communication de ces dernier·e·s. En effet, peu d'articles scientifiques trouvent un public ailleurs que dans les revues académiques. Parallèlement, peu de scientifiques communiquent leurs recherches ailleurs (Baker & al., 2012). Ainsi, une proportion très faible des articles scientifiques concernant l'écologie est publiée dans les médias. Cela pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs. Premièrement, Baker & al. (2012) affirment que les scientifiques pensent que les journalistes manquent d'expérience et de formation pour interpréter et écrire sur des résultats scientifiques. Ce point est partagé par Besley & Nisbet (2011), qui ajoutent que la majorité des scientifiques interrogé·e·s pensent que la couverture des sujets scientifiques est de mauvaise qualité en raison de la simplification excessive des journalistes. Les scientifiques craignent en fait que leur travail soit mal compris ou instrumentalisé (Besley & Nisbet, 2011 ; Buys & al., 2014). Ainsi, le risque d'une citation incorrecte et l'imprévisibilité des journalistes constituent des barrières aux interactions des scientifiques avec les journalistes. Il faut à cet égard traiter du « hostile media effect » (Besley & Nisbet : 656), selon lequel les scientifiques travaillant sur une problématique avec un fort taux d'engagement (changement climatique, recherche sur les cellules souches, ...) sont susceptibles d'interpréter les couvertures, même favorables, comme étant orientées contre leurs objectifs et leur point de vue. Deuxièmement, la réduction par les politiques éditoriales de beaucoup de médias des

sujets à traiter. Parmi ces sujets, il faut placer en tête de liste la couverture d'avancées scientifiques (Baker & al., 2012). Troisièmement, les éditorialistes tendent à choisir des sujets qui parlent au plus de monde possible (Kakonge, 2012), ce que Baker & al. (2012) expliquent par la culture scientifique moyenne assez basse du public. Ce point est également partagé par Besley & Nisbet (2011) ainsi que Mercado (2012), qui complètent en évoquant la recherche par les journalistes de couvertures sensationnelles, mettant davantage en avant les points de vue des groupes d'intérêts, des acteurs et actrices de l'industrie, ou de minorités plutôt que celui des scientifiques ou des expert-e-s. Buys & al. (2014) complètent également ce point, mais en mettant l'accent sur la croyance des scientifiques selon laquelle le public serait illettré scientifiquement (il semble donc qu'il existe une croyance partagée par les journalistes et scientifiques à propos du faible potentiel de compréhension des enjeux scientifiques par le grand public). Pour illustrer cet écart creusé entre scientifiques et « profanes », Buys & al. (2014) reprennent Wynne (1989) et son concept de chiasme culturel : « (...) the “universal generalizations and universalistic principles” upon which expert knowledge is based were found to “prove misleading in a particular context”. » (Yearley, 2000 : 106 dans Buys & al., 2014). En outre, même quand les scientifiques reconnaissent la valeur des connaissances locales, ils tendent à penser que le public est incapable de formuler des opinions basées sur des informations scientifiques. Les scientifiques s'accordent donc le droit de déterminer la valeur des connaissances, pratiques et opinions locales. Quatrièmement, les scientifiques admettent qu'ils ne communiquent pas toujours correctement avec les reporters, mais aussi que les journalistes sont capables de produire différents type de contenus, et finalement que la science n'est pas un sujet facile à traiter (Besley & Nisbet, 2011).

Et cela est particulièrement avéré pour ce qui relève du domaine de l'écologie. Tous ces éléments mènent à une situation paradoxale dans laquelle des non-scientifiques, surtout les journalistes, contrôlent la façon dont le public reçoit ou non les nouvelles avancées scientifiques. En outre, ce pouvoir est d'autant plus important que le nombre de recherches publiées augmente tandis que le nombre d'articles de presse stagne (Baker & al., 2012). Ainsi, la croyance persiste selon laquelle la négligence des médias d'information concernant les changements climatiques a contribué au déclin du soutien public à la communauté scientifique. Le fait que la section discussion soit la partie des articles la plus représentée dans la presse renforce également cette idée (car c'est la partie la plus spéculative des publications) (Besley & Nisbet, 2011).

En outre, il est intéressant de noter que les scientifiques ne se sentent pas impacté-e-s par la couverture médiatique : c'est le « third person effect » (Besley & Nisbet, 2011 : 656). Ce phénomène, quand l'on prend en considération les préjugés des scientifiques sur le manque de connaissance du public à propos de la science, tend à renforcer l'idée selon laquelle la couverture médiatique est mauvaise, entraînant ainsi l'adoption de stratégies de communication pas forcément adaptées de la part des organisations scientifiques. En fait, les scientifiques présupposent que le modèle de l'impact médiatique se base sur une simple configuration « envoyeur-se - receveur-se » : les médias influencent l'opinion en rendant le public plus confus, voire méfiant sur certains sujets. Par ailleurs, la plupart des scientifiques interrogé-e-s pensent que le public croit davantage les documentaires télévisés, le journal télévisé, et les journalistes nationaux que les scientifiques universitaires. Et ils considèrent donc que les meilleures méthodes de communication avec le public sont : passer à la radio ou la télévision, s'entretenir avec un-e journaliste de la télévision ou de la radio (et, environ un tiers des scientifiques interrogé-e-s considèrent que cela est important pour leur position), ou écrire directement dans la presse nationale (Besley & Nisbet, 2011).

Cependant, les organisations scientifiques travaillent de plus en plus sur la communication de leurs recherches au grand public. Pour ce faire, beaucoup emploient des « public information officers » (Baker & al., 2012 : 2) servant d'intermédiaires entre les scientifiques et le public. Plus globalement, on voit émerger une reconnaissance mutuelle de l'interdépendance qui touche les professions du journalisme et de la science (Baker & al., 2012). Ainsi, un tiers des scientifiques anglais-e-s interrogé-e-s dans l'étude de Besley & Nisbet (2011) pensent que le dialogue avec le grand public est mieux fait pas des journalistes professionnel-le-s. Plus précisément, une étude de Peters et al. (2008), citée par Besley & Nisbet, a mis en avant que beaucoup de scientifiques (57% de l'échantillon de l'étude) considèrent que les journalistes posent de bonnes questions, utilisent l'information pertinemment, et expliquent bien les recherches et leur utilité. Donc, plus concrètement, les motivations des scientifiques pour interagir avec les journalistes et les médias sont : faire développer une attitude plus positive envers la recherche et contribuer à une meilleure éducation du grand public (Besley & Nisbet, 2011).

2.6.3. Logique de fonctionnement

Dans l'ensemble, journalistes et scientifiques sont motivé-e-s par des logiques opposées : alors que les journalistes cherchent à produire des histoires avec une « high news value » (Baker & al., 2012 : 5), les scientifiques veulent surtout impacter le monde de la recherche par leurs découvertes. En effet, les scientifiques sont peu incité-e-s à communiquer leurs travaux au public également, car le capital qu'ils privilégient est la notoriété scientifique (Baker & al., 2012). Il est quand même intéressant de relever que la communication des scientifiques est aussi impactée par leur identité politique (notamment sur les blogs et les forums publics ou dans les médias), entraînant les scientifiques avec une identité politique davantage revendiquée sur le devant de la scène (Besley & Nisbet, 2011).

2.6.4. Crédibilité

Il est intéressant de noter que, en Australie en tous cas, les scientifiques constituent pour le public la source d'information la plus fiable concernant les changements climatiques (Buys & al., 2014), mais comme on le verra à travers différents cas d'études nationaux, les journalistes tendent à privilégier les sources gouvernementales.

À cet égard, Keeling (2009), cité par Buys & al. (2014), ajoute que l'exposition dans les médias de scientifiques affirmant qu'il n'y a aucun doute concernant l'origine anthropique du dérèglement climatique pourrait menacer la crédibilité de la science dans le cas où les prédictions de changement sont inexactes. Il faut que les scientifiques gardent le contrôle des narratifs autour des changements climatiques pour que le public puisse croire les informations qui circulent dans les médias.

3. Éléments des pays qui modifient la couverture médiatique

Il est pertinent de s'intéresser aux différences entre pays, car les informations et connaissances scientifiques sont interprétées au regard de normes et valeurs sociales spécifiques : « The media exist both in and between the public and private spheres of society, up-scaling normalising values and simultaneously ascribing them to specific issues and news stories, which are then read and internalised at the private, individual scale. » (Billet, 2010 : 2). Ainsi, alors qu'aux USA et en Australie, le phénomène

est cadré de telle façon à être dépolitisé, la situation est totalement inversée en Inde, par exemple (Billet, 2010). De la même façon, l'expertise climatique est présentée comme plus ou moins solide : alors que le consensus scientifique est assez bien représenté en France et en Nouvelle-Zélande, par exemple, il l'est très peu aux États-Unis d'Amérique (Stoddart & al., 2016).

En outre, la couverture médiatique est impactée par l'agenda politique ainsi que par la zone géographique (Dotson & al., 2012 ; Stoddart & al., 2016), renforçant encore la pertinence de s'intéresser à la comparaison de plusieurs pays. Par ailleurs, actuellement, les changements climatiques impactent largement les relations internationales. Autour de cette question, Mercado (2012) identifie deux acteurs clé : l'UE (leader de la lutte d'atténuation des effets des changements climatiques) et les USA.

Dans cette partie, nous nous attacherons donc à analyser un peu plus en détail les particularités de la couverture médiatique des pays suivants : l'Italie, le Brésil, le Canada, le Chili, les États-Unis, l'Inde, la Suède, et la Tanzanie.

3.1. L'Argentine

Mercado (2012) s'est intéressée au cas argentin et constate durant la période de 2009 – 2010. Elle a analysé plus précisément quatre éléments : la quantité de couverture, le type d'article, les thématiques, et les cadrages génériques. Elle constate que, concernant la quantité de couverture, il existe une corrélation entre la quantité de couverture accordée aux changements climatiques et les événements, notamment internationaux. À titre illustratif, l'impact de la conférence de Copenhague s'est fait ressentir sur les politiques éditoriales pendant un mois. Ensuite, il apparaît que le type d'article le plus représenté (traitant des changements climatiques) est celui dont les changements climatiques constituent le sujet de base. En opposition aux articles qui font mention des changements climatiques, mais ne traitent pas du sujet en détail. Concernant les thématiques, celle la plus traitée est celle des politiques internationales. Et la thématique des données scientifiques est également relativement présente. Puis, pour ce qui relève des cadrages génériques, il ressort que les 4 principaux sont : conflit politique, risque, durabilité, opportunité commerciale. Le cadrage qui apparaît le moins est celui de l'opportunité commerciale. Il est intéressant de noter à propos du cadre conflictuel que la question des rapports Nord-Sud ressort régulièrement, d'ailleurs : « (...) the Argentinean position, the same one adopted by the rest of the developed countries: industrialised nations have a “historical environmental debt to be paid”, primarily with funding to implement various measures against global warming. » (Mercado, 2012 : 204). Mais, le « nous » des pays d'Amérique Latine n'est pas aussi clairement défini que le « nous » européen. Finalement, les articles sont davantage portés sur la durabilité que sur le risque, et promeuvent une sorte de « eco-literacy ».

3.2. Le Brésil

Selon Guedes (2000), qui a étudié le Brésil de 1991 à 1995, le traitement des affaires touchant aux changements climatiques se fait via une perspective technocentrée au Brésil : « In technocentrism, nature is an endless font of resources and is valuable only as an instrument for human ends. » (Guedes, 2000 : 548).

3.2.1. Spécificité de l'industrie médiatique brésilienne

À propos de l'industrie médiatique brésilienne, il faut relever que cette dernière se trouve dans une situation de quasi-monopole depuis les années 1990. Par ailleurs, les normes journalistiques américaines (comme le principe d'équilibre et l'importance accordée à la liberté de la presse) ont marqué les journaux brésiliens. Mais, la presse brésilienne n'a pas le pouvoir d'influencer l'opinion publique dans son ensemble, car une grande partie de la population ne s'intéresse pas à la presse (même si cela tend à changer peu à peu). Ainsi, l'environnement est un sujet qui a pris une importance grandissante « seulement » depuis les années 1990 dans les médias du pays. Et, depuis 1993, les actualités environnementales sont couvertes par des journalistes spécialisé-e-s (chargé-e-s de la section scientifique/santé/...).

3.2.2. Couverture médiatique brésilienne des changements climatiques

Pour appréhender la couverture médiatique brésilienne, l'auteure se concentre sur quatre éléments : le format, les thèmes, les sources, et le contenu.

Premièrement, le format majoritaire est celui des articles d'actualité, avec une présence important de photos. Ces actualités sont rarement présentes en première page ou dans la section éditoriale, mais plutôt dans la section science/technologie/santé/... et sont rarement traitées par des correspondant-e-s politique, ce qui reflète l'attention politique limitée accordée à la problématique.

Deuxièmement, concernant les thèmes, on soulèvera d'abord qu'ils peuvent être classés selon deux périodes : une durant laquelle l'enjeu central est celui de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (de 1991 à 1992) ; une autre pendant laquelle le thème principal est celui de la pollution et de l'Amazonie (de 1993 à 1995). Durant cette seconde période, la quantité de couverture des changements climatiques a largement chuté. D'un point de vue géographique, 54% des articles faisaient référence à l'environnement local, 31% aux actualités internationales, et 15% aux actualités nationales. Pour finir, les actualités environnementales ont été cadrées avec une valence positive dans 63% de cas, notamment via la présentation de solutions.

Troisièmement, concernant les sources, l'auteure fait émerger trois ensembles d'acteurs et actrices. D'abord, les institutions environnementales du gouvernement (39,9%), qui sont donc les définisseuses primaires ; ensuite les expert-e-s et les scientifiques (35,4%) ; et finalement, les associations écologiques. Ces groupes ont un positionnement similaire dont le but est le maintien du statut quo. : « (...) the environmental issues are mainly articulated by and through the establishment, i.e. through the group of people who exercise the economic and political power » (Guedes, 2000 : 545). C'est d'ailleurs en partie l'intervention, de tels groupes qui rend les actualités écologiques dignes d'intérêt journalistique. En outre, ce traitement de l'actualité permet à la fois au gouvernement et aux principaux journaux de se légitimer mutuellement. Ainsi, les associations écologiques qui remettent en cause le statut quo sont souvent traitées avec une valence négative dans la presse. Malgré tout, la plupart des acteurs et actrices interrogé-e-s semblent continuer de penser que les médias permettent une prise de conscience publique. Dans l'ensemble, les trois groupes d'intervenant-e-s ont adopté une perspective technocentrée dans laquelle la science est considérée comme neutre politiquement. Les théories scientifiques basées sur cette perspective sont donc largement mises en avant dans les

médias, au détriment d'autres (si bien que c'est seulement récemment que le public a pris conscience de son impact direct sur l'environnement). Le rôle des expert·e·s est de produire de l'information technique, évaluant les coûts et bénéfices des événements environnementaux, que les journaux, en bons médiateurs, transmettront au public. Ainsi, les journalistes adoptent elleux aussi une perspective technocentrée.

Quatrièmement, au niveau du contenu, il apparaît que l'environnementalisme est représenté comme un large ensemble d'idées, desquelles se dégagent deux perspectives principales : le technocentrisme et l'écocentrisme (qui accorde une valeur intrinsèque à la nature). Comme nous l'avons vu, la majorité des intervenant·e·s adoptent la première perspective.

3.3. Le Canada

Stoddart & al. (2016) se sont consacrés au cas du Canada de 1997 à 2010. Ils traitent dans leur article de la couverture médiatique de l'expertise ainsi que des politiques publiques.

3.3.1. Traitement médiatique de l'expertise

Dans ce point, les auteurs se sont intéressés à la quantité de couverture, à la formation des journalistes, et des cadrages utilisés.

Stoddart & al. (2016) ont constaté, tout d'abord, que les actualités concernant un événement écologique ou une découverte scientifique ont déclinées au profit des actualités centrées sur le débat politique et les solutions envisageables. Puis, les auteurs se sont intéressés au nombre d'articles concernant les changements climatiques et quelle proportion ils représentent par rapport à l'ensemble des articles du journal. Il apparaît que la quantité de couverture accordée aux changements climatiques varie beaucoup selon les périodes, mais la moyenne canadienne reste dans l'ensemble plus haute que la moyenne mondiale : cela reflète selon les auteurs l'importance des débats politiques autour des solutions à mettre en place (qui affecteraient forcément les secteurs du pétrole et du gaz canadien). Les pics de couverture dépendent donc des événements nationaux ou internationaux comme des découvertes scientifiques, la mise en plus de nouvelles politiques (mais pas les événements environnementaux ou météorologiques). Néanmoins, Il semble globalement que les médias ont intégré les changements climatiques comme des « normal news routines » (Stoddart & al., 2016 : 224) depuis le Protocole de Kyoto.

Ensuite, au niveau des journalistes, une tendance se dessine ces dernières années : les journaux imprimés déclinent, ce qui poussent les entreprises à employer moins de journalistes spécialisé·e·s.

Pour finir, les auteurs ont abordé les différents cadrages employés pendant 2007-2008, la période la plus importante en termes de partage d'actualités concernant les changements climatiques. Pour ce faire, les articles ont été codés selon trois catégories : les cadres thématiques, les cadres rhétoriques (ceux-ci définissent les acteurs et actrices à l'origine du problème, les conséquences de celui-ci et les solutions à y apporter), et les catégories de problèmes. Premièrement, concernant les cadres thématiques, celui qui ressort le plus concerne l'élaboration de politiques. Ce cadrage est d'ailleurs surreprésenté au Canada par rapport à la moyenne mondiale. Les deux cadres thématiques suivants

sont : intérêts économiques et énergétique, et science et technologie. Un autre résultat intéressant est que les cadrages autour de la société civile sont très largement en dessous de la moyenne globale. Deuxièmement, pour ce qui est des cadres rhétoriques, le cadre le plus utilisé correspond aux mesures politiques pour atténuer les changements climatiques, suivi des façons d'atténuer les changements climatiques, et des conséquences des changements climatiques. Toutefois, seulement 10% des articles mentionnent des mesures politiques spécifiques. En fait, beaucoup de cadres se centrent sur la volonté d'atténuer ou de réduire le dérèglement climatique, mais les articles traitant concrètement de l'adaptation aux changements climatiques sont peu représentés. Troisièmement, il ressort à propos des catégories de problèmes que celle qui est prévalente est la responsabilité gouvernementale. Les catégories de problèmes concernant la justice sociale sont très faibles. Ainsi, les conséquences des changements climatiques sont essentiellement présentées comme des conséquences pour l'environnement naturel.

3.3.2. Traitement médiatique des politiques publiques

Concernant les politiques climatiques canadiennes, il apparaît que, dans l'ensemble, l'action de l'État contre les changements climatiques est relativement limitée, notamment dû au retrait du Protocole de Kyoto. En outre, d'importants pollueurs reçoivent le soutien du gouvernement (comme l'entreprise Alberta oil sand) et ce dernier s'oppose en plus aux organisations écologiques. Ainsi, le Canada est un des pires émetteurs de gaz à effet de serre en termes d'émissions par personne.

Cette orientation néolibérale semble contradictoire avec la grande quantité d'articles dont le cadrage accentue la responsabilité gouvernementale et l'adoption de mesures politiques. Cependant, cette contradiction s'adoucit quand l'on prend en considération le fait que les mesures envisagées soient des mesures d'atténuation principalement tournées vers les thèmes de l'énergie, de l'économie, des sciences et technologies, indiquant une orientation techniciste (plutôt que sociale ou culturelle) de la réponse politique du pays au dérèglement climatique. De plus, beaucoup de débats concernant les politiques se déroulent dans les médias se concentrent souvent sur des problèmes abstraits et plus généraux.

3.4. Le Chili

Concernant le cas du Chili, étudié par Dotson & al. (2012) sur une période de 3 ans (2003, 2005, 2007), il faut tout d'abord relever l'ampleur de conséquences du dérèglement climatique : l'agriculture, un des secteurs économiques les plus importants du pays, est impactée par les changements de température ; une augmentation du niveau de la mer est aussi à prévoir ; et la capitale pourrait manquer d'eau en raison de la fonte du glacier qui l'approvisionne actuellement (Dotson & al., 2012).

Dans l'ensemble, il semble que la couverture médiatique des changements climatiques au Chili soit dans une phase de début de croissance ou de maintien : bien que les sources gouvernementales soient en tête, la quantité d'articles continue d'augmenter, un cadrage conflictuel est souvent utilisé, et une valence négative caractérise la plupart des articles. Il est attendu quand la couverture d'une problématique se développe, qu'elle atteigne un stage de maintenance dans lequel le cadrage, toujours conflictuel, se concentre sur les zones d'incertitudes scientifiques.

Plus concrètement, Dotson & al. (2012) ont étudié deux journaux chiliens et ont soulevé une série de points communs entre ces derniers : le cadrage chilien est relativement conflictuel, ou alors porté sur l'économie ; les deux journaux mentionnent davantage le gouvernement à un niveau international ; ils traitent plus des effets des changements climatiques sur les individus que des causes et effets scientifiques de ces phénomènes ; et ils emploient pour la moitié des articles des informations substantives et spécifiques (des données de fond).

3.5. Les États-Unis d'Amérique

La couverture médiatique des changements climatiques étasunienne a été relativement beaucoup étudiée, et le point principal qui caractérise cette couverture semble être la présence importante du scepticisme.

En effet, il existe parmi les médias américains une tendance à dépeindre les sciences du climat comme incertaines ou controversées (Stoddart & al., 2016). Ainsi, même si quasiment trois quarts (73%) des Américain·e·s pensent que leur pays devrait ratifier le protocole de Kyoto, plusieurs institutions politiques et économiques parviennent à reculer la mise à l'agenda du problème. Plus concrètement, des alliances d'acteurs et d'actrices (des think tanks conservateurs, des lobbys des énergies fossiles et les scientifiques sceptiques) ont permis de présenter les changements climatiques comme non-problématiques (McCright et Dunlap, 2000 et 2003 dans Carvalho, 2007). Ces institutions sont soutenues financièrement par de grandes entreprises, notamment ExxonMobil et sont légitimées par la présence de « scientifiques » (Antilla, 2005).

En outre, ce scepticisme est renforcé par les journalistes elleux-mêmes, au respect de la norme d'équilibre des sources (Antilla, 2005 ; Boykoff & Rajan, 2007 ; Carvalho, 2007). Les journalistes influencent également la couverture médiatique d'une façon relativement directe, par la façon dont iels cadrent leurs articles. En effet, Antilla (2005) fait émerger de ses études quatre cadrages fréquemment utilisés – science valide, cause ou effets ambigus, science incertaine, et science controversée – et analysé 32 études scientifiques (couvertes plus d'une fois dans les médias). Elle observe que, bien que la majorité des items aient été appréhendés par des cadrages de science valide, il existe une importante confusion chez les lecteurs et lectrices, ce qui signifie que les cadrages de science non-valide ont un effet proéminent. De plus, Wilkins (1993), repris par Carvalho (2007) a démontré que les valeurs dominantes dans la sélection et le cadrage des faits concernant l'effet de serre dans les médias sont le progrès, l'innocence et l'institutionnalisation de la connaissance.

Pour illustrer les deux paragraphes précédents, nous aborderons rapidement un article publié dans le journal *American Press* abordant l'influence des gaz à effet de serre et des aérosols sulfatés sur la pression au niveau de la mer. L'article, s'il cite le responsable de l'étude – Gillett – ainsi qu'un expert du National Center for Atmospheric Research, laisse aussi la parole à ce qui sera désigné comme un autre expert du climat, Taylor. Ce dernier affirme que la cause probable du phénomène est d'origine naturelle. Mais, les journalistes ne mentionnent pas le background de Taylor : celui-ci est membre du conseil d'administration du Center for the Study of Carbon Dioxide and Global Change, financé à hauteur de plusieurs dizaines de milliers de dollars par ExxonMobil (Antilla, 2005).

Finalement, Antilla (2005) constate que, historiquement, les agences de presse ont joué un rôle essentiel dans l'accès aux informations de la presse écrite étasunienne. Ainsi, la mauvaise couverture des sciences du climat est d'autant plus importante quand elle provient directement de ces instances.

3.6. L'Inde

Billet (2010) a étudié la couverture des changements climatiques en Inde de 2002 à 2007. Il traite de la configuration médiatique, de la perception des changements climatiques et du scepticisme, et de la position gouvernementale indienne.

3.6.1. Configuration médiatique

Pour ce qui est de la configuration médiatique, la grande majorité des médias indiens sont indépendants de l'État. Par ailleurs, les seuls journaux qui circulent à échelle nationale sont anglophones, et donc servent les classes aisées qui maîtrisent cette langue (Billet, 2010).

3.6.2. Perception des changements climatiques

Concernant la perception des changements climatiques, il apparaît que l'Inde accorde une attention accrue à la problématique des changements climatiques ces dernières années, notamment en raison de la configuration territoriale du pays (majorité de zones rurales dépendant de l'élevage ou de la culture, présence d'importants deltas, ...) qui le rend fortement vulnérable aux changements climatiques. Toutefois, l'Inde n'en reste pas moins un important producteur de gaz à effet de serre, avec une consommation d'énergie, largement fossile, qui continue d'augmenter. Malgré tout, et s'il faut tenir compte des importantes disparités internes, la moyenne d'émission par tête reste 11 fois plus faible que celle des pays riches. Ainsi, la position gouvernementale adoptée face aux changements climatiques est donc une position défensive selon laquelle la protection de l'environnement par la diminution des émissions de gaz à effet de serre est inenvisageable en situation de pauvreté (Billet, 2010).

Se rapportant à la couverture médiatique des changements climatiques, il ressort que, contrairement à la presse étasunienne et européenne, les changements climatiques sont couverts comme une réalité scientifique, et une énorme majorité des articles étudiés attribuent l'origine de cette réalité aux actions humaines (émettant même parfois des critiques à l'égard des sceptiques). D'ailleurs, les journalistes interrogé-e-s affirment qu'ils essayent de se tenir au jour des travaux académiques concernant le dérèglement climatique. Donc, les changements climatiques ont été présentés dans la presse indienne anglophone comme un processus environnemental contemporain, plutôt que comme une découverte scientifique. Ce type de cadrage concentre la discussion autour des impacts et des risques. Par ailleurs, une attention particulière est accordée au fait que ces dégradations impactent l'affinité spirituelle de l'Inde avec la nature (beaucoup de sites hindouistes sont touchés par ces dégradations). Finalement, l'Inde se distingue de nombreux pays occidentaux en ce qu'elle présente ces conséquences comme impactant directement le pays (Billet, 2010).

3.6.3. Perspective Nord-Sud

C'est au niveau de la couverture médiatique des politiques climatiques, que la perspective Nord-Sud ressort le plus : il apparaît que la responsabilité des changements climatiques est grandement attribuée par la presse indienne aux pays « du Nord » (76,3% des articles). Ainsi, une majorité des articles (55,2%) suggèrent qu'une action globale est nécessaire, mais qu'elle doit être principalement menée par les pays occidentaux, l'Inde devant quant à elle mettre la priorité sur la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Cela ressort notamment dans le traitement de la presse du Protocole de Kyoto, présenté comme une mauvaise politique pour l'Inde par une grande majorité des articles (61,2%) (Billet, 2010).

Il ressort globalement du cas de l'Inde qu'il existe une distanciation entre les causes et effets du dérèglement climatique : « By creating a discourse of international 'carbon colonialism', the papers simultaneously articulate a 'nationalistic narrative' that presents India as socially homogenous while 'backgrounding' the increasing emissions of the industrial elite within the country » (Billet, 2010 : 14). De plus, une attitude de compassion est adoptée à l'égard des autres pays émergents ou en voie de développement, laissant peut-être apparaître une nouvelle forme de nationalisme, liée aux changements climatiques : « By creating a discourse of international "carbon colonialism", the papers simultaneously articulate a "nationalistic narrative" that presents India as socially homogenous while "backgrounding" the increasing emissions of the industrial elite within the country. » (Billet, 2010 : 14).

3.7. La Suède

Pour analyser la couverture médiatique suédoise autour des changements climatiques, Kleinschmit & Sjöstedt (2013) ont distingué plusieurs rôles parmi les intervenant·e·s : « speaker, causer, victim and helper » (Kleinschmit & Sjöstedt, 2013 : 120). Ces rôles peuvent appartenir à plusieurs catégories d'acteur et d'actrice : système politique et administratif (SPA), scientifiques, journalistes, entreprise, ONG, organisations internationales, et autres. Cette distinction faite, les auteures se sont intéressées : aux journalistes, à la section de publication des articles, à la quantité de couverture, au cadrage ainsi qu'à l'attribution de rôles dans ce cadrage.

Après analyse, les auteures constatent tout d'abord que les journalistes suédois·es enquêtent de façon active sur les questions touchant aux changements climatiques, ce qui est illustré par le faible recours à des agences de presse.

Concernant ensuite la section de publication des articles, la majorité des articles ont été publiés dans la section actualité, suivie de la section éditoriale et « Op-Ed ». On notera quand même qu'un certain nombre d'articles ont été classés dans les sections science, économie, et monde.

Par ailleurs, au niveau de la quantité de couverture, celle-ci tend à augmenter avec le temps, avec des pics au moment d'événements politiques internationaux (UN Framework Convention on Climate Change, protocole de Kyoto, publication de rapports du GIEC, ...). Même si les articles ne se concentrent pas principalement sur ces événements, les acteurs et actrices les utilisent parfois en les reliant avec leurs problématiques afin de générer de la publicité.

Puis, pour ce qui est des définisseurs et définisseuses primaires, il apparaît que les personnes du SPA, les scientifiques (en grande majorité des spécialistes de sciences naturelles) et les journalistes soient représenté·e·s de manière égale, et comptent pour 60% de ces « standing actors ». Pour les journalistes, ce résultat est habituel dans les reportages médiatiques. Concernant les deux autres catégories, l'une ou l'autre se trouve en tête en fonction de l'actualité internationale : les acteurs et actrices du PAS ont dominé la discussion en 2001 car elle tournait autour de l'implémentation du protocole de Kyoto, tandis que les scientifiques l'ont dominé en 2007 au moment de la publication du 4e rapport du GIEC. Cette présence relativement importante des scientifiques montre à quel point la discussion médiatique suédoise possède un caractère scientifique. Il faut également noter que les entreprises sont relativement fort représentées dans la presse suédoise, alors que les organisations internationales et les ONG sont peu mises en avant.

Finalement, les auteures analysent le cadrage en fonction des rôles de coupable, aideur·se et victime. Premièrement, les acteurs et actrices se désignent très rarement elleux-mêmes comme coupables, profitant plutôt de leur publicité pour discréditer d'autres personnes. Quand les coupables sont mentionné·e·s, il s'agit de la société (45%), puis des acteurs et actrices du monde politiques, et enfin des entreprises. La nature est parfois identifiée comme coupable par les scientifiques. Mais, il n'est que rarement fait mention du rapport Nord-Sud. Deuxièmement, concernant les victimes, elles ne sont pas mentionnées dans 32,6% des déclarations. Quand elles le sont, il s'agit majoritairement de la nature, puis de la société. Très peu d'acteurs ou actrices spécifiques sont identifiées comme victimes (sauf les entreprises, qui s'identifient elles-mêmes comme victimes). Troisièmement, pour ce qui concerne les aideur·se·s, iels ne sont pas traité·e·s dans 30% des déclarations. Les acteurs et actrices du PAS représentent la catégorie majoritaires : iels sont mentionné·e·s par toutes les catégories, surtout la leur. La société est mentionnée également par toutes les catégories. Par contre, les scientifiques, organisations internationales, et ONG sont en marge à ce niveau : « Consequently the scientification of the problem in the media is reduced to description and explanation of the problem, with scientists presenting themselves as objective observers who downplay their ability to contribute to solving the problem. » (Kleinschmit & Sjöstedt, 2013 : 125). Dans l'ensemble, il semble que la question des changements climatiques soit devenue individualisée et nationalisée en Suède.

3.8. La Tanzanie

Elia (2018) s'est intéressé à la couverture médiatique tanzanienne en 2015. L'auteur analyse d'abord la configuration médiatique nationale, puis traite de plusieurs facteurs d'influence de la couverture médiatique : la quantité de couverture, le cadrage, la répartition géographique.

3.8.1. Configuration médiatique

En Tanzanie, la radio ainsi que la télévision, les journaux d'information, et les téléphones portables constituent les principales sources médiatiques de diffusion de l'information. La radio reste tout de même la source privilégiée, car elle est accessible à davantage de personnes (pas besoin de savoir lire, beaucoup de postes en langues vernaculaires, ...). Il n'en reste pas moins que les journaux ont un rôle important, car ils constituent une source perçue comme fiable et équilibrée (surtout pour les journaux privés), bien que leur importance reste moindre que dans les pays développés (Elia, 2018).

3.8.2. Couverture médiatique

On observe dans le pays, ces dernières années, une augmentation de la quantité de couverture médiatique dédiée aux changements climatiques (c'est également le cas dans d'autres pays africains, dont le Nigeria et l'Afrique du Sud). La Tanzanie ayant établi sa stratégie de lutte contre les changements climatique, les médias sont impliqués dans la diffusion de cette dernière. Il semble que cette augmentation puisse aussi être en partie également imputée au changement de politiques éditoriales, qui laissent plus de place aux changements climatiques, ainsi qu'à la tenue d'événements et de négociations internationales (notamment la COP21, mais uniquement pour la Tanzanie, pas pour l'Afrique du Sud et le Nigeria). Du côté des journalistes, c'est l'acquisition de certaines compétences et connaissances, l'intérêt croissant, et l'accessibilité des informations (via Internet et les institutions internationales) qui expliquent l'augmentation de la couverture (Elia, 2018).

Concernant les cadrages thématiques les plus utilisés, l'auteur en a identifié 9 : précipitations et météos, impacts des changements climatiques et adaptation, financement climatique, sécurité alimentaire, conférences autour des changements climatiques, énergies renouvelables, foresterie, politiques et développement, religion et culture. Les cadres majoritaires dans l'étude d'Elia (2018) concernaient les impacts des changements climatiques et de l'adaptation à ces derniers (c'est aussi le cas au Nigeria). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les conséquences des changements climatiques sont très visibles dans les pays en développement. Ce phénomène est renforcé par le fait que les journalistes tendent à favoriser les informations qui ont un impact direct sur le lectorat (comme les problématiques économiques, de développement). De plus, le capital scientifique de la population étant relativement faible, ces sujets sont moins pertinents à traiter. On constate également une augmentation de la couverture des problématiques politiques et de développement causées par les changements climatiques. À nouveau, cela pourrait en partie s'expliquer par la stratégie nationale évoquée ci-dessus. Le second ensemble de cadrages qui ressort le plus concerne le financement et les énergies renouvelables, notamment celles déjà en place dans les pays développés. Le troisième ensemble de cadrages le plus mobilisé traite des schémas météorologiques et de la sécurité alimentaire, ce qui semble logique dans un pays où une grande majorité de la population vit en zone rurale et dépend de l'agriculture. Ces cadrages s'expliquent aussi par le fait que l'économie tanzanienne dépend de l'hydroélectricité et de l'agriculture. Par contre, la foresterie est peu abordée, peut-être en raison de la mise en place récente de programmes internationaux dédiés à cette problématique. Enfin, la religion constitue en Tanzanie en enjeu essentiel dans la lutte contre les changements climatiques.

Pour ce qui touche à la répartition géographique de la couverture, on constate que les actualités internationales sont davantage traitées que leurs homologues locales et africaines, et c'est également le cas pour le Ghana, le Nigeria, et l'Afrique du Sud. Cela pourrait s'expliquer par un accès plus facile et fiable aux actualités internationales (par rapport aux nouvelles locales ou africaines), grâce notamment au développement d'Internet, dont proviennent la majorité des sources de ces articles. De la même façon, la diffusion des articles se fait de plus en plus via Internet. Les nouvelles locales sont classées juste derrière les actualités internationales. Mais ce classement semble être le résultat d'une augmentation récente de traitement des actualités locales.

4. Différences entre journaux au sein du même pays

Il semble que quand il existe d'importantes différences d'orientation entre plusieurs journaux d'un même pays, cela puisse être majoritairement attribué au positionnement politique des journaux. À cet égard, Dotson & al. (2012) traitent d'une étude établie par Armitage (2005), qui a pu mettre en avant que les journaux de gauche ou plus libéraux critiquaient la modernité industrielle, le capitalisme et se positionnaient en faveur de l'intervention de l'État, tandis que les journaux davantage conservateurs sont plus sceptiques par rapport aux changements climatiques et mettent plutôt l'accent sur la propriété privée, les libertés individuelles, etc.

Cette orientation est d'autant plus importante que, généralement, le public choisit une source de nouvelles selon ses croyances politiques, et y reste fidèle (Dotson & al., 2012).

4.1. Le cas argentin

Mercado (2012) étudie les articles d'actualité de deux journaux argentins fort connus : *Clarín* et *La Nación* (plus conservateur, libéral économiquement et catholique). Les articles sont classés en trois catégories : ceux qui ne mentionnent que brièvement les changements climatiques (type 3), ceux dans lesquels les changements climatiques sont plus traités mais ne représentent pas le sujet principal (type 2), et ceux dont les changements climatiques constituent la base (type 1). Sur base de cette distinction, l'auteure va comparer les sections de publication, la composition des articles, et le cadrage.

Au niveau des différentes sections et suppléments, il apparaît que la proportion de sections dédiées aux changements climatiques est plus importante chez *Clarín* (81,2% contre 79%). Dans le même journal, quasiment la moitié de ces articles ont été classés dans la section internationale. La seconde section la plus mobilisée dans ce journal est la section société. Il faut relever que la problématique des changements climatiques a été très peu présentée dans la section politique ou économique, alors que ce sont des événements de ce type qui semblent davantage influencer la couverture médiatique. Dans *La Nación*, la proportion d'articles présents dans la section économique est plus importante, même si la plupart des articles sont classés dans la section « Foreign ».

Ensuite, pour ce qui est de la composition des articles, le type le plus représenté est le premier comme nous l'avons vu. Mais, une différence entre les deux journaux est que le type 2 est moins présent que le type 3 chez *Clarín*, et inversement dans *La Nación*. Ainsi, *La Nación* traite beaucoup plus des activités de sensibilisation que *Clarín*, et ce dernier parle davantage de détérioration environnementale.

Enfin, concernant le cadrage, dans le journal *Clarín*, le cadrage qui apparaît le plus souvent est conflictuel (43,2%). Chez *La Nación*, le cadre conflictuel et celui de la durabilité sont à égalité (38,4%).

4.2. Le cas britannique

Carvalho (2007) s'est basée sur trois journaux : *The Times* (journal conservateur), *The Guardian* (le plus à gauche des trois), et *The Independent* (proche du parti travailliste, avec des penchants ponctuels pour la droite). L'auteure analyse les positionnements adoptés par les différents journaux tout au long de la construction de la carrière de problème public des changements climatiques.

Comme nous l'avons vu précédemment, jusqu'à la fin des années 1980, les scientifiques ont été les acteurs et actrices centrales et incontestées de la définition des changements climatiques. Avec la mise à l'agenda politique de la problématique, le positionnement idéologique des journaux a commencé à apparaître : *The Times* a suivi les directives données par Thatcher, *The Guardian* a appuyé les contestations, et *The Independent* se trouvait dans une position intermédiaire.

En réaction à la publication du premier rapport du GIEC, les positions des trois journaux ont ainsi été assez différentes. *The Guardian* a prôné une approche précautionneuse en demandant une réduction de 60% des émissions (plus que ce qu'avait proposé Thatcher). *The Times* a interprété le rapport du GIEC de manière à conforter les idées de Thatcher, tout en mettant en avant un rapport prométhéen avec la nature. Le journal a ensuite parfois adopté une attitude réactionnaire envers les environnementalistes, ou a remis en question des affirmations basiques (comme le fait que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre contribue aux changements climatiques). En outre, *The Times* s'est opposé à une intervention gouvernementale, prônant des valeurs individualistes et un libéralisme de marché. Ces changements de position de *The Times* ne reflètent pas un changement de positionnement idéologique, mais mettent en exergue que la hiérarchisation des valeurs du journal place l'autorité scientifique en dessous du conservatisme. Cette hiérarchisation s'accompagne d'une dramatisation sensationnaliste des changements climatiques. *The Independent*, avec ses présentations du rapport du GIEC a créé un sens du danger. L'expertise a alors été utilisée pour demander une action gouvernementale de plus grande ampleur : se rangeant dans le parti de la précaution, tout en tentant d'harmoniser la protection de l'environnement avec le concept de progrès.

Les positionnements des différents journaux semblent se renforcer avec la publication du second rapport du GIEC, en 1995. *The Times* et *The Independent* continuent de publier des articles qui remettent en cause le consensus scientifique. Ces scientifiques sceptiques ont des intérêts économiques dans des compagnies d'énergie fossile ou font partie de think tank conservateurs. En outre, ces auteur-e-s s'opposent aux politiques, gouvernementales ou intergouvernementales, quitte à les présenter comme un danger. Concrètement, l'intervention de ce type d'expert-e-s illustre l'écart de traitement du rapport dans la presse : alors que *The Times* fait ressortir de soi-disant incertitudes émises par les scientifiques, *The Guardian* met l'accent sur le caractère consensuel des changements climatiques et de leur origine anthropique. Cependant, sont apparus ponctuellement dans *The Times* des articles reconnaissant les changements climatiques, et parfois leur lien avec l'activité humaine : il ne s'agit pas d'une volonté d'équilibrer les articles proposés, car la couverture reste biaisée quand on regarde la faible présence de ces articles par rapport au caractère très consensuel de la problématique. Cela renvoie simplement au fait que l'idéologie dominante du journal n'implique pas un discours totalement standardisé. *The Independent* a davantage mis en avant le consensus scientifique entourant les changements climatiques : mise en avant de la fiabilité du GIEC, de l'exigence des procédures scientifiques, du besoin de solidarité, soutien à d'éventuelles politiques écologistes, ... autant d'éléments qui semblent sous-tendus par une idéologie de développement durable. Pourtant, le journal a aussi publié quelques articles sceptiques remettant en doute l'impact de l'activité humaine sur le climat. Dans *The Guardian*, on retrouve des articles mettant en avant : une citoyenneté globale (mélangeant solidarité et responsabilité), la nécessité de considérer les changements climatiques comme une crise urgente, le caractère certain des éléments rapportés par le GIEC, une prise en compte du bien-être et du long terme, l'interventionnisme nécessaire de l'État. Il faut cependant noter que ni

The Guardian ni *The Independent* ne prônent ouvertement le message d'une réduction nécessaire de la consommation et de la mobilité pour lutter contre les changements climatiques. À l'inverse, la consommation de masse est promue à travers l'utilisation des publicités comme principale source de revenus.

Comme cela a été évoqué précédemment, à la fin des années 1990, les engagements idéologiques des scientifiques prennent leur place dans la couverture médiatique. Encore une fois, les journaux adoptent des positions très variées. Dans les cas de *The Guardian* et *The Independent*, ces nouveaux traits sont étudiés davantage pour renforcer la confiance envers les rapports scientifiques. *The Times* par contre, emploie ces traits pour remettre en question la véracité des revendications scientifiques. Toutefois, au fil du temps, à cause du poids de plus en plus important du consensus scientifique, *The Times* s'est mis à moins traiter la problématique des changements climatiques. *The Guardian*, et *The Independent* pour la majorité des articles, ont continué de mettre en garde contre les risques associés aux changements climatiques. *The Independent* a aussi publié un ensemble d'articles dénonçant des éléments mal connus, des contradictions et des doutes existant encore au sein de l'expertise des changements climatiques. Le journal est divisé idéologiquement avec la présence d'une idéologie économique libérale devant coexister avec une responsabilité sociale.

4.3. Le cas canadien

Stoddart & al. (2016) ont analysé deux journaux : le *Globe and Mail* (centriste) et le *National Post* (conservateur). Il s'agit de journaux circulant à l'échelle nationale, caractérisés comme des médias traditionnels (« establishment papers » (Stoddart & al., 2016 : 221)). Il n'existe pas beaucoup de différences significatives entre les deux journaux (selon les critères étudiés dans l'article en tout cas), si ce n'est que le *National Post* traite davantage des sciences climatiques, et tend également davantage à les remettre en question.

Néanmoins, il faut relever que les journaux francophones et anglophones canadiens adoptent des cadrages différents au Canada : les journaux francophones parlent davantage du consensus scientifique du GIEC, se concentrent davantage sur la dimension écologique des changements climatiques, sont plus susceptibles de parler de problème international pour désigner le dérèglement climatique, tendant davantage à lier les changements climatiques avec les problèmes de justice sociale.

4.4. Le cas chilien

Dotson & al. (2012) comparent deux journaux écrits nationaux : *El Mercurio* (un journal plutôt de droite, conservateur) et *La Nacion* (un journal plutôt de gauche, libéral). Les auteur·e·s se sont intéressé·e·s à cinq éléments pour analyser les différences entre les journaux : la quantité de couverture médiatique, les sources, le type d'article et la section de publication, et le cadrage.

Au niveau de la quantité de couverture, *La Nacion* est en tête.

Concernant les sources, celles employées principalement pour les deux journaux sont gouvernementales, avec un pourcentage plus important pour *El Mercurio* (57%) que *La Nacion* (40%).

Au niveau du « type d'histoire » dans lequel sont classés les articles, on relève que chez *El Mercurio*, les articles traitant des changements climatiques sont quasiment toujours classés dans les actualités, tandis que chez *La Nacion* les articles sont répartis entre actualité (73%), opinion et articles éditoriaux (20%). La section dans laquelle est placée l'article diffère également : la section internationale est beaucoup plus utilisée par *El Mercurio*, alors que *La Nacion* préfère la section société.

Concernant le cadrage, *El Mercurio* est plus équilibré entre la présentation des problèmes et des solutions que *La Nacion*, même si dans les deux journaux les articles concernant des changements climatiques ont plus souvent une valence négative et traitent plus souvent des problèmes et conséquence de ces phénomènes que des solutions. Par ailleurs, le cadrage utilisé par *La Nacion* est plus souvent conflictuel que pour *El Mercurio*, mais les deux médias emploient davantage un cadrage conflictuel qu'économique. De plus, *El Mercurio* utilise davantage un cadrage épisodique : reflétant son idéologie conservatrice qui met en doute l'existence des changements climatiques et minimise leurs impacts. À l'inverse, un cadrage thématique (utilisé davantage dans *La Nacion*) permet d'appréhender l'action collective comme une réponse appropriée à une problématique.

Pour finir, Dotson & al. (2012) proposent plusieurs explications à ces différences : la circulation plus réduite de *La Nacion* par rapport à d'autres journaux nationaux l'a poussée à se distinguer par une affirmation idéologique plus forte ; *La Nacion*, si elle reçoit des subsides, a pu maintenir son indépendance éditoriale ; les champs journalistiques et politiques chiliens sont relativement proches (ce qui est reflété par un effet important des politiques sur le journalisme chilien).

4.1. Le cas indien

Le cas indien, étudié par Billet (2010), est caractérisé, comme nous l'avons vu précédemment par l'adoption d'une politique nationale construite en termes de rapports Nord-Sud. Toutefois, les différents journaux ne distribuent pas la responsabilité des changements climatiques de la même façon. En effet, alors que 91% des articles du *Times of India* attribuant cette responsabilité aux pays développés uniquement, ce chiffre est de 82% pour l'*Indian Express*, de 71% pour le *Hindustan Times*, et de seulement 53% pour *The Hindu* (Billet, 2010). Par contre, les quatre journaux semblent davantage s'accorder au niveau des stratégies d'atténuation. Aucun article n'évoque une action globale est également répartie entre Nord et Sud. À la place, trois des quatre journaux (*Times of India*, *The Hindu*, et de *Hindustan Times*) voient plus de la moitié de leurs articles se positionner pour une action commune mais différenciée. Dans l'*Indian Express*, la répartition des articles est de 50% en faveur de cette forme d'action, et 50% en faveur d'une action des pays développés uniquement (Billet, 2010).

En outre, il faut relever que les journaux anglophones (seul type de journal analysé dans l'article) voient leur couverture des changements climatiques influencée par leur lectorat. Ces journaux sont, en effet, destinés aux personnes issues de couches sociales supérieures de la société. Ainsi, la communication autour des changements climatiques se fait de façon à correspondre aux valeurs et inquiétudes de ces classes de la population (Billet, 2010).

4.2. Le cas tanzanien

Deux journaux anglophones sont analysés par Elia (2018) : le *Guardian* (journal privé) et le *Daily News* (journal public). L'auteur analyse la quantité de couverture, le niveau géographique, et la taille des articles.

Concernant la quantité de couverture médiatique : le *Guardian* a publié davantage d'articles sur ce sujet que le *Daily News*, ce qui est paradoxal car le second est censé présenter la politique gouvernementale. Mais cette situation pourrait s'expliquer par le fait que ce journal se voit imposer une hiérarchie des nouvelles à diffuser par l'État. En plus, le *Guardian* est plus susceptible de traiter d'événements de façon à attirer le lectorat.

Ensuite, pour ce qui est du niveau géographique que traitent les actualités, : le *Daily News* publie davantage d'articles traitant de nouvelles locales, sûrement en raison d'une politique éditoriale, et peut-être d'un accès plus facile aux informations liés à son appartenance publique.

Finalement, c'est la taille des articles qui est cernée : il apparaît que le *Guardian* accorde davantage d'espace à la couverture des changements climatiques que le *Daily News*. Cela s'explique par les politiques éditoriales et l'accessibilité aux informations. Toutefois, étant donné que le *Daily News* a un taux de circulation plus important, on ne peut pas déduire lequel des deux journaux a le plus grand impact sur la population concernant les changements climatiques.

Conclusion

Pour conclure, nous aimerions reprendre la définition de Bachetta (2002) énoncée par Mercado (2012) dans son article. Bachetta affirme que le journalisme environnemental est l'un des genres journalistiques les plus complexes, dont il faut considérer plusieurs perspectives : c'est une forme de journalisme scientifique ; c'est du journalisme éducatif ; ce type de journalisme a une responsabilité sociale à remplir et doit le faire avec professionnalisme, objectivité et responsabilité, mais sans confondre sa tâche avec de l'activisme. Il est en tous cas indéniable aujourd'hui que les changements climatiques occupent une place relativement importante dans la couverture médiatique générale.

Malgré cette place, il n'en reste pas moins que de nombreuses critiques sont formulées à l'égard du traitement de l'expertise concernant les changements climatiques. Ces critiques proviennent notamment de scientifiques. La presse, quant à elle, représente pour la population le principal moyen d'accès à l'information concernant le dérèglement climatique.

Globalement, nous avons pu constater de nombreuses différences de traitement de cette expertise, et ce à plusieurs niveaux. D'abord, au sein d'un journal, de nombreux facteurs impactent le cadrage et le traitement plus général de l'information : l'évolution générale de la presse et de l'accent à l'information ; les acteurs et actrices ayant accès au cadrage ; le stade de la carrière du problème public ; la culture idéologique ; les politiques éditoriales et les normes journalistiques ; et finalement le fonctionnement de la sphère scientifique. Ensuite, quand des différences apparaissent entre différents pays, celles-ci peuvent être expliquées en partie par les éléments présentés ci-dessus, mais également par : l'orientation politique du gouvernement ; l'organisation de la presse à l'échelle

nationale et la liberté dont elle dispose ; les informations accessibles par les journalistes ; et sa position géographique Nord ou Sud. La position géographique du pays semble être un facteur relativement déterminant, qui impacte la façon dont le pays est touché par la problématique des changements climatiques, et donc en partie le positionnement du gouvernement face à cette dernière. Ainsi, dans plusieurs pays du Sud, la problématique des changements climatiques est appréhendée au regard de la domination Nord-Sud. À cet égard, le Centre pour la Science et l'Environnement indien parle de « carbon colonialism » (Billet, 2010 : 4), car dans l'histoire de leur développement, ces pays ne sont en général pas des émetteurs majeurs de gaz à effet de serre. En outre, le fait que ces pays soient touchés plus durement par les changements climatiques impacte directement le cadrage : les conséquences et menaces sont localisées dans le pays, et pas en dehors comme c'est le cas pour beaucoup de pays occidentaux (Billet, 2010). Par ailleurs, la couverture médiatique des changements climatiques dans les pays en développement tend à reposer sur les fils d'actualité des journaux des pays développés : cela entraîne un manque de pertinence locale et de proximité (Elia, 2018). Pour contrer ce problème, Kakonge (2012) propose que l'expertise scientifique soit amenée jusqu'en Afrique par des expert·e·s médiatiques vivant en Diaspora (des Africain·e·s (pour l'article de Kakonge) qui vivent à l'étranger mais gardent des connexions avec leur pays d'origine). En effet, Kakonge (2012) constate que la couverture médiatique des changements climatiques décline dans les pays développés, et qu'elle est relativement faible et insatisfaisante dans les pays africains. Toutefois, concernant le déclin de la couverture dans les pays développés, Kleinschmit & Sjöstedt font le constat opposé (2013). Finalement, quand des différences sont constatées entre plusieurs journaux d'un même pays, il semble que cela puisse être associé à : l'appartenance publique ou privée du journal ; au positionnement idéologique de ce dernier (conservateur, libéral, ...) ; ou encore à la langue que le journal utilise.

Néanmoins, il ne semble pas qu'il existe de controverse majeure dans l'analyse du traitement de l'expertise concernant les changements climatiques.

Bibliographie

Antilla L. (2005). « Climate of scepticism : US newspaper coverage of the science of climate change ». *Global Environmental Change* 15, n°4 : 338-352. Accessible sur : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S095937800500052X>.

Armitage K.C. (2005). « State of Denial : The United States and the politics of global warming ». *Globalizations* 2, n°3 : 417-427. Accessible via : <https://doi.org/10.1080/14747730500368064>.

Aykut S.C., Comby J.B., Guillemot H. (2012). « Climate change controversies in French mass media 1990-2010 ». *Journalism Studies* 13, n°2 : 175-174. Accessible via : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1461670X.2011.646395>.

Bachetta V.L. (2002). « Perfil del periodista ambiental ». *Sala de Prensa* 42, n°2.

Baker M.J., Williams L.F., Lybbert A.H., Johnson J.B. (2012). « How ecological science is portrayed in mass media ». *Ecosphere* 3, n°1. Accessible via : <http://doi.wiley.com/10.1890/ES11-00238.1>.

Besley J.C., Nisbet M. (2013). « How scientists view the public, the media and the political process ». *Public Understanding of Science* 22, n°6 : 644-659. Accessible via : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0963662511418743>.

Billet S. (2010). « Dividing climate change : global warming in the Indian mass media ». *Climatic Change* 99, n°1-2 : 1-16. Accessible via : <http://link.springer.com/10.1007/s10584-009-9605-3>.

Boykoff M., Rajan S.R. (2007). « Signals and noise: Mass-media coverage of climate change in the USA and the UK ». *EMBO reports* 8, n°3 : 207-211. Accessible via : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1038/sj.embor.7400924>.

Buyts L., Aird R., van Megen K., Miller E., Sommerfeld J. (2014). « Perceptions of climate change and trust in information providers in rural Australia ». *Public Understanding of Science* 23, n°2 : 170-188. Accessible via : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0963662512449948>.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y. (2001). *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.

Carvalho A. (2007). « Ideological cultures and media discourses on scientific knowledge: re-reading news on climate change ». *Public Understanding of Science* 16, n°2 : 223-243. Accessible via : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0963662506066775>.

Carvalho A. (2010). « Media(ted) discourses and climate change: a focus on political subjectivity and (dis)engagement ». *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change* 1, n°2 : 172-179. Accessible via : <http://doi.wiley.com/10.1002/wcc.13>.

Delmas C. (2011). *Sociologie politique de l'expertise*. Paris : La Découverte.

Dotson D., Jacobson S., Kaid L.L., Carlton J.S. (2012). « Media Coverage of Climate Change in Chile: A Content Analysis of Conservative and Liberal Newspapers ». *Environmental Communication* 6, n°1 : 64-81. Accessible via : <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17524032.2011.642078>.

Downs A. (1972). « Up and Down with Ecology. The 'issue-attention cycle' ». *Public Interest* 28 : 38-50.

Elia E. (2019). « Media coverage of climate change information by the Tanzania Guardian and Daily News in 2015 ». *Information Development* 35, n°4 : 535-50. Accessible via : <https://doi.org/10.1177/0266666918770712>.

Entman R. (1993). « Framing : toward clarification of a fractured paradigm ». *Journal of Communication* 43, n°4 : 51-58. Accessible via : https://is.muni.cz/el/fss/jaro2017/POL510/um/68100463/Entman_1993.pdf.

Fritsch P. (1985). « Situations d'expertise et "expert-système" ». Dans colloque du CRESAL (Centre de Recherche et d'Etudes Sociologiques Appliquées de la Loire), *Situations d'expertise et socialisation des savoirs, actes de la table ronde*.

GIEC (2007). *Climate change 2007 : Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II, and III to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writting Tems, Pachauri R.K. & Reisinger A. (eds)]. Geneva : IPCC, 104pp.

Guedes O. (2000). « Environmental Issues in the Brazilian Press ». *Gazette (Leiden, Netherlands)* 62, n°6 : 537-554. Accessible via : <https://doi.org/10.1177/0016549200062006006>.

Kakonge J. (2013). « Fostering Partnerships With Media Organizations to Improve Climate Change Coverage in Africa ». *Science Communication* 35, n°3 : 411-416. Accessible via : <https://doi.org/10.1177/1075547012464216>.

Keeling S. (2009). « What if? Media, celebrity and climate change ». *Weather* 64, n°2 : 49-50. Accessible via : <https://doi.org/10.1002/wea.188>.

Kleinschmit D., Sjöstedt V. (2014). « Between science and politics: Swedish newspaper reporting on forests in a changing climate ». *Environmental Science & Policy* 35 : 117-127. Accessible via : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S1462901113000476/>.

Mercado M.T. (2012). « Media Representations of Climate Change in the Argentinean Press ». *Journalism Studies* 13, n°2 : 193-209. Accessible via : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1461670X.2011.646397>.

McComas K., Shanahan J. (1999). « Telling Stories about Global Climate Change: Measuring the Impact of Narratives on Issue Cycles ». *Communication Research* 26, n°1 : 30-57. Accessible via : <https://doi.org/10.1177/009365099026001003>.

McCright A., Dunlap R. (2000). « Challenging Global Warming as a Social Problem: An Analysis of the Conservative Movement's Counter-claims ». *Social Problems* 47, n°4 : 499–522. Accessible via : <https://doi.org/10.2307/3097132>.

Oreskes N. (2005). « Beyond the Ivory Tower : The Scientific Consensus on Climate Change ». *Science* 306, n°5702 : 65-99. Accessible via : <https://doi.org/10.1126/science.1103618>.

Pan Z., Kosicki G. (1993). « Framing analysis: an approach to news discourse ». *Political Communication* 10 : 55–75. Accessible via : <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10584609.1993.9962963>.

Peters H.P., Brossard D., de Cheveigne S., Dunwoody S., Kallfass M., Miller S., Tsuchida S. (2008). « Science communication : Interactions with the mass media ». *Science* 321, n°5886 : 204-205.

Stoddart M., Haluza-DeLay R., Tindall D.B. (2016). « Canadian News Media Coverage of Climate Change: Historical Trajectories, Dominant Frames, and International Comparisons ». *Society & Natural Resources* 29, n°2 : 218-232. Accessible via : <https://doi.org/10.1080/08941920.2015.1054569>.

Trumbo C. (1996). « Constructing Climate Change: Claims and Frames in US News Coverage of an Environmental Issue ». *Public Understanding of Science* 5: 269-273. Accessible via : <https://doi.org/10.1088/0963-6625/5/3/006>.

Yearley S. (2000). « Making systematic sense of public discontents with expert knowledge: Two analytical approaches and a case study ». *Public Understanding of Science* 9, n°2 : 105–122. Accessible via : <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1088/0963-6625/9/2/302>.

Wilkins L. (1993). « Between Facts and Values: Print Media Coverage of the Greenhouse Effect, 1987–1990 ». *Public Understanding of Science* 2, n°1 : 71-84. Accessible via : <https://doi.org/10.1088/0963-6625/2/1/005>.

Wynne B. (1989). « Sheepfarming after Chernobyl: A case study in communicating scientific information ». *Environment* 31, n°2 : 10–39. Accessible via : <https://doi.org/10.1080/00139157.1989.9928930>.

2. Annexe n°2 : Document de contribution à l'organisation du colloque

TRANSPORTS

LES BUS

Site Internet de la TEC, reprenant tous les horaires, pour toutes les destinations de Belgique :
https://www.letec.be/#/View/Trouver_votre_itineraire/64.

Horaires des lignes EXPRESS (plus rapides et confortables) mais disponibles pour un nombre plus réduit de destinations : <https://www.letec.be/#/>.

LES TRAINS

La gare de Louvain-la-Neuve (Louvain-la-Neuve-Université) est reliée à Ottignies, qui se trouve sur la ligne Bruxelles-Namur.

Site Internet de la SNCB, reprenant tous les horaires, pour toutes les destinations de Belgique :
<https://www.belgiantrain.be/fr/>.

Horaires des trains au départ des villes universitaires à destination de Louvain-la-Neuve :

- Bruxelles Midi : file:///C:/Users/vanpa/Downloads/Bruxelles_midiLouvain_la_neuve.pdf
Le plus rapide quand l'on vient de l'ULB reste de prendre la ligne de TEC EXPRESS qui relie les deux campus. L'arrêt se trouve à la station de métro Roodebeek.
- Liège Guillemin : file:///C:/Users/vanpa/Downloads/Liege_guilleminsLouvain_la_neuve.pdf
- Namur : file:///C:/Users/vanpa/Downloads/NamurLouvain_la_neuve.pdf
- Mons : file:///C:/Users/vanpa/Downloads/MonsLouvain_la_neuve.pdf
- Louvain (Leuven) : file:///C:/Users/vanpa/Downloads/LeuvenLouvain_la_neuve.pdf
- Gand-Saint-Pierre(Gent-Sint-Pieters) :
file:///C:/Users/vanpa/Downloads/Gand_st_pierreLouvain_la_neuve.pdf
- Anvers-Central(Antwerpen-Centraal) :
file:///C:/Users/vanpa/Downloads/Anvers_centralLouvain_la_neuve.pdf
- Hasselt : file:///C:/Users/vanpa/Downloads/HasseltLouvain_la_neuve.pdf

Si vous venez de l'étranger, l'idéal est de s'arrêter à Bruxelles-Nord, ou Bruxelles-Midi.

LES VOITURES

L'autoroute qui passe à proximité de Louvain-la-Neuve est le E411 Bruxelles-Namur. Pour arriver à Louvain-la-Neuve, il faut quitter cette autoroute à la sortie 8a si l'on vient de Bruxelles, et 9 si l'on vient de Namur.

LES AVIONS

Deux aéroports belges sont situés relativement proche de Louvain-la-Neuve : Zaventem (situé à Bruxelles), et Bruxelles Sud (situé à Charleroi).

Si vous partez de **Zaventem**, rejoindre Louvain-la-Neuve est possible en train. Des trains quittent en effet régulièrement l'aéroport en destination de la gare de Bruxelles-Nord.

Si vous partez du **Brussels South Charleroi airport**, rejoindre Louvain-la-Neuve est possible en prenant le bus puis le train. Un premier bus vous amènera de l'aéroport jusqu'à la gare de Charleroi Sud. De Charleroi Sud, il vous restera à prendre un train jusqu'Ottignies, puis Louvain-la-Neuve.

HÉBERGEMENTS

LOUVAIN-LA-NEUVE

GÎTE MOZAÏK LOUVAIN-LA-NEUVE

Adresse : Rue de la gare, 2 à Louvain-la-Neuve (1348)

⇒ Situé à 5 minutes à pied de la Grand Place

Site Internet : <https://www.kaleo-asbl.be/fr/gites/louvain-la-neuve/>

Téléphone : +3210560243

Email : info@gite-mozaik.be

HÔTEL IBIS STYLES LOUVAIN-LA-NEUVE

Adresse : Boulevard de Lauzelle, 61 à Louvain-la-Neuve (1348)

⇒ Situé à 15 minutes à pied de la Grand Place

Site Internet : <https://all.accor.com/hotel/2200/index.fr.shtml#origin=accorhotels>

Téléphone : +3210450751

Email : H2200@accor.com

MARTIN'S LOUVAIN-LA-NEUVE

Adresse : Rue de l'Hocaille, 1 à Louvain-la-Neuve (1348)

⇒ Situé juste à côté de la Grand Place

Site Internet : <https://www.martinshotels.com/fr/hotel/martins-louvain-la-neuve>

Téléphone : +3210772020

Email : ln@martinshotels.com

PARTICULIERS

Une liste des logements proposés par les particuliers pour de courts séjours, réalisée par le service logement de l'UCLouvain (LOGE) est disponible à cette adresse :

<https://alfresco.uclouvain.be/alfresco/service/guest/streamDownload/workspace/SpacesStore/d6c216f4-04d1-4991-ac2f-cbd5f317ac18/Logements%20priv%C3%A9s%20-%20court%20terme.pdf?guest=true>

WAVRE

HÔTEL IBIS WAVRE BRUSSELS EAST

Adresse : Rue Du Manil, 91 à Wavre (1300)

Accessibilité :

- Arrêt de bus vers Ottignies et Louvain-la-Neuve à 10 minutes à pied
 - o Nom de l'arrêt : Wavre Chaussée de Namur
 - o Ligne à prendre : 20
- Gare de Wavre à 15 minutes à pied

Site Internet : <https://all.accor.com/hotel/9958/index.fr.shtml>

Téléphone : +3210243680

Email : H9958@accor.com

HÔTEL NOVOTEL WAVRE BRUSSELS EAST

Adresse : Rue De La Wastinne, 45 à Wavre (1301)

Accessibilité : Gare de Wavre à 16 minutes à pied

Site Internet : <https://all.accor.com/hotel/B2N6/index.fr.shtml>

Téléphone : +3210411363

Email : HB2N6@accor.com

3. Annexe n°3 : Délivrable n°2

01 FEVRIER 2021

REVUE DE LA LITTÉRATURE : DÉLIVRABLE N°2

INTERACTION ENTRE EXPERTISE ET MÉDIAS AUTOUR DES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

LINE VANPARYS

Revue réalisée dans le cadre d'un stage de recherche au sein de l'Institut Langage
et Communication de l'UCLouvain, sous la direction de Grégoire Lits

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
PROBLEMATISATION, QUESTION DE RECHERCHE ET HYPOTHESES	3
METHODOLOGIE	4
RESULTATS	4
1. Politique éditoriale et appartenance du journal	4
1.1. Politique éditoriale	4
1.2. Appartenance du journal.....	5
2. Culture idéologique	5
3. Standing actors	5
4. Sources privilégiées : normes journalistiques VS normes scientifiques.....	6
4.1. Contextualisation : transformations dans le champ de l'expertise.....	6
4.2. Normes journalistiques et fonctionnement du champ	6
4.3. Normes scientifiques et fonctionnement du champ.....	7
4.4. Les journalistes sont-ils/elles mauvais-es pour couvrir des actualités scientifiques ?.....	8
4.4.1. Exactitude des informations reportées	8
4.4.2. Quelle source idéale pour les journalistes ?.....	9
5. Évolution de la presse	9
6. Construction de la carrière publique du problème	9
7. Facteurs nationaux	10
7.1. Attention portée aux événements climatiques ou politiques internationaux.....	10
7.2. Position politique du gouvernement.....	10
7.3. Configuration du champ médiatique	10
7.4. Intérêt de la population.....	10
7.5. Degré d'impact des conséquences des changements climatiques	11
7.6. Position Nord ou Sud.....	11
7.7. Conséquences : différences de couverture médiatique nationale	11
7.7.1. Sources préférées.....	11
7.7.2. Quantité de couverture médiatique	12
7.7.3. Type de cadrage employé	12
7.7.4. Thématique	12
CONCLUSION	13
BIBLIOGRAPHIE	15

INTRODUCTION

Les journaux impactent grandement la façon dont est diffusée l'expertise scientifique autour des changements climatiques, et ce d'autant plus que ce sont les journaux, ou parfois les journalistes (Antilla, 2005) qui, dans beaucoup de pays, constituent une des sources d'informations principales concernant le dérèglement climatique (Antilla, 2005 ; Billet, 2010 ; Boykoff & Rajan, 2007 ; Buys & al., 2014 ; Carvalho, 2010 ; Dotson & al., 2012 ; Guedes, 2000 ; Ladle & al., 2015 ; Nelkin, 1990 dans Mercado, 2012 ; Smith, 2005). Les médias jouent le rôle de validateurs secondaires de la science, les validateurs primaires étant les institutions sociales ayant le pouvoir d'accorder la facticité dans un domaine donné. Les médias diffusent les affirmations reconnues par les validateurs primaires, mais ils peuvent aller jusqu'à prendre la même importance que ces derniers en contrôlant la visibilité qu'ils accordent aux validateurs primaires (Carvalho, 2007 ; Dotson & al., 2012).

Les médias déterminent quelle problématique sera transformée en problématique sociale, influençant ainsi la perception publique du problème, et la façon dont l'expertise contribuera à la création de politiques (Antilla, 2005 ; Boykoff & Rajan, 2007 ; Dotson & al., 2012 ; Guedes, 2000). En outre, la construction des discours médiatique impacte à la fois les conditions d'intelligibilité du monde et les possibilités d'action sur ce monde (Carvalho, 2010), mais également la confiance que le public place dans l'institution scientifique (Ladle & al., 2005).

Cette revue suivra le plan suivant. Tout d'abord, nous formulerons notre problématique ainsi que notre question de recherche, et nous détaillerons la méthode utilisée. Ensuite, nous présenterons différents points de réponse. Premièrement, nous traiterons de la politique éditoriale et de l'appartenance du journal en nous intéressant plus particulièrement au rôle central de l'éditeur-riche pour le premier élément, et à la distinction entre appartenances publique ou privée pour le second élément. Deuxièmement, la revue s'intéressera à la culture idéologique des journaux. Nous verrons de quelle manière cette dernière influence la sélection des actualités à traiter et la quantité de couverture médiatique accordée à un phénomène. Troisièmement, il sera question des standing actors, c'est-à-dire les personnes qui déterminent les termes de référence qui seront employés dans le traitement d'une actualité. Quatrièmement, la revue s'attachera à mettre en avant les principales différences entre les champs journalistiques et scientifiques. Ce point sera divisé en plusieurs sous-parties : les évolutions du monde la recherche, les normes et règles de fonctionnement du champ journalistique, les normes et règles de fonctionnement du champ scientifique, l'exactitude des articles traitant des changements climatiques, et la source idéale pour les journalistes. Cinquièmement, la revue traitera des changements structurels ayant modifié le monde de la presse. Sixièmement, nous nous intéresserons à la carrière publique de la problématique des changements climatiques avant d'aborder, en septième lieu, les facteurs nationaux qui influencent la couverture médiatique.

PROBLEMATISATION, QUESTION DE RECHERCHE ET HYPOTHESES

La problématique qui sera approfondie ici se base sur le constat suivant : malgré le fait que l'expertise concernant les changements climatiques soit appuyée par un consensus scientifique (GIEC, 2007 ; Oreskes, 2015), le traitement de cette expertise par les médias est loin d'être homogène. La question à laquelle nous tenterons de répondre sera celle-ci : Comment expliquer la différence de couverture médiatique de l'expertise climatique dans la presse écrite ? La couverture médiatique renvoie à la façon dont un sujet spécifique est traité par la presse. Ici, nous nous intéresserons plus spécifiquement aux journaux écrits, car une partie des controverses autour des sciences climatiques restent confinées à la partie « intellectuelle » des médias, à savoir : les journaux écrits et les débats télévisés (Aykut & al., 2012 ; Baker & al., 2012).

Le cadre contextuel de cette question s'étend à plusieurs pays du monde (Argentine, Brésil, Canada, États-Unis, Inde, Suède, Tanzanie notamment), et nous nous concentrerons essentiellement sur la

période actuelle et sur ces 20 dernières années (avec toutefois quelques articles faisant référence aux années soixante, septante, quatre-vingts ou nonante).

Sept éléments de réponses principaux ont émergé des lectures qui seront présentées tout au long de cette revue : la politique éditoriale et l'appartenance du journal ; la culture idéologique du journal ; les « standing actors » ; l'opposition entre les normes du champ journalistique et scientifique ; l'évolution de la presse ; la construction de la carrière publique de la problématique des changements climatiques ; plusieurs facteurs nationaux.

METHODOLOGIE

Comme expliqué ci-dessus, nous ciblerons plusieurs éléments du cadrage qui influencent la couverture médiatique autour des changements climatiques. La définition du concept de cadrage fournie par Entman est reprise par plusieurs auteur·e·s, notamment Antilla (2005), Mercado (2012), et Stoddart & al. (2016) : « *To frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a communicating text, in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation for the item described* » (Entman 1993 : 52 dans Stoddart & al., 2016).

Plus concrètement, notre approche repose sur une double base théorique. D'abord, la sociologie de l'expertise : nous suivrons la proposition de Fritsch (1985) qui propose de mélanger plusieurs approches de la définition de l'expert·e (Delmas, 2011). Selon cette approche, deux principes de légitimité caractérisent la figure de l'expert·e : une légitimité interne (légitimité acquise par la reconnaissance de la compétence de l'expert·e) et une légitimité externe (légitimité acquise grâce à une commande de l'expertise par une autorité). Ensuite, la sociologie des médias : la plupart des articles sont issus de la sociologie ou des sciences de communication et étudient la façon dont les médias obtiennent puis communiquent des informations.

RESULTATS

1. Politique éditoriale et appartenance du journal

1.1. Politique éditoriale

La politique éditoriale d'un journal impacte les éléments suivants : les deadlines, l'espace disponible, les considérations économiques, et les sujets potentiels à traiter. Il faut prendre en considération le fait que l'environnement médiatique occidental est en majorité contrôlé par de grandes entreprises, ce qui va parfois jusqu'au financement de campagnes médiatiques par des groupes industriels (Boykoff & Rajan, 2007). Ainsi, selon Smith (2005) et Baker & al. (2012), la machinerie éditoriale, en raison de laquelle a été développée une couverture forte des configurations politiques et économiques dominantes (mainstream), tend à évincer de la couverture médiatique : la science, l'environnement, le monde en développement, et ce, dès les premières heures du cycle de production des actualités. De plus, la chaîne de prise de décision concernant les actualités scientifiques est dominée par l'éditeur·rice, qui a le dernier mot sur : les éléments qui resteront ou non dans l'article, la place de l'actualité dans le journal, la façon dont l'actualité est traitée plus globalement. En outre, quatre des cinq groupes (scientifique, fonctionnaire, journaliste, lectorat) de la chaîne utilisent des ensembles sémantiques similaires : le groupe des éditeur·rice·s étant celui qui diffère, car son objectif est différent : ils/elles se concentrent moins sur ce qui est dit que sur la façon dont cela est dit (Tannenbaum, 1963).

1.2. Appartenance du journal

L'appartenance publique ou privée du journal constitue également un facteur d'impact du cadrage. Plus concrètement, deux exemples ont émergé des sources analysées ici. Premièrement, en Argentine, le fait que *La Nacion* bénéficie de subsides lui a permis de garder une ligne éditoriale relativement indépendante (Mercado, 2012). Deuxièmement, en Tanzanie, le Daily News est détenu par l'État, ce qui implique qu'il se voit imposer une hiérarchie des nouvelles à diffuser (Elia, 2018).

Par ailleurs, le lectorat d'un journal peut aussi influencer sa politique éditoriale. Par exemple, en Inde, certains journaux anglophones sont destinés aux personnes issues de couches sociales supérieures de la société : la communication autour des changements climatiques se fait de façon à correspondre aux valeurs et inquiétudes de ces classes de la population (Billet, 2010).

2. Culture idéologique

Selon Carvalho (2007), le traitement des affirmations scientifiques est façonné par la culture idéologique des journaux : c'est cette dernière qui détermine quels sont les faits pertinents et qui sont les personnes habilitées à les produire. Toutefois, il faut prendre en compte le fait que les discours médiatiques et la culture idéologique se construisent mutuellement.

Au niveau politique plus spécifiquement, il apparaît que les journaux de gauche ou plus libéraux critiquent la modernité industrielle, le capitalisme, et se positionnent en faveur de l'intervention de l'État, tandis que les journaux davantage conservateurs sont plus sceptiques par rapport aux changements climatiques et mettent plutôt l'accent sur la propriété privée et les libertés individuelles (Armitage, 2005 dans Dotson & al., 2012 ; Carvalho, 2007). Cette orientation politique est d'autant plus importante que, généralement, le public choisit une source de nouvelles selon ses croyances politiques, et y reste fidèle (Dotson & al., 2012). Ensuite, il semblerait que l'orientation politique d'un journal influence la quantité de couverture médiatique dédiée aux changements climatiques. En effet, plusieurs auteur·e·s se sont attaché·e·s à étudier les différences entre les journaux d'un même pays aux orientations politiques différentes. Les principaux résultats sont les suivants : en Argentine, en Angleterre, et au Chili les journaux les plus conservateurs comptaient une quantité de couverture médiatique traitant des changements climatiques moins importante que les journaux moins conservateurs de ces pays (Mercado, 2012 ; Carvalho, 2007 ; Dotson & al., 2012). Par ailleurs, en Angleterre, au Chili et au Canada, les journaux les plus conservateurs remettent en cause les postulats de base des sciences du climat, doutent de l'existence des changements climatiques, et minimisent leurs impacts (Carvalho, 2007 ; Dotson & al., 2012 ; Stoddart & al., 2016). Ces résultats ne sont pas assez étoffés pour pouvoir être généralisés, mais il s'agit d'une piste de réflexion intéressante.

3. Standing actors

Les stratégies de cadrage proviennent notamment des définisseurs et définisseuses primaires (appelé·e·s « standing actors » par Kleinschmit & Sjöstedt (2013)). Ces personnes, surtout les acteur·rice·s du monde politique, s'approprient et reproduisent la logique communicative des médias (Kleinschmit & Sjöstedt, 2013). Ainsi, selon Antilla (2005), Aykut & al. (2012), Kleinschmit & Sjöstedt (2013), Smith (2005), et Stoddart & al. (2016), plusieurs intervenant·e·s sont en compétition pour l'élaboration du cadre qui façonnera l'article : scientifiques, expert·e·s, ONG, agences gouvernementale, lobbys, journalistes, voire les tribunaux. Selon Ladle & al. (2005) cette lutte de légitimité oppose environnementalistes (surtout des ONG) et anti-environnementalistes (surtout des ASBL, des organismes financés par des entreprises, ou des individus privés).

Il apparaît que les journalistes ont délaissé les scientifiques comme source primaire, au profit des sources gouvernementales (Buys & al., 2014 ; Dotson & al., 2012). Cela s'explique en partie, comme

nous le verrons par les contradictions entre les normes des champs journalistique et scientifique (Buys & al., 2014, Peters, 1995). À cet égard, Buys & al. (2014) parlent, comme Wynne (1989), de chiasme.

4. Sources privilégiées : normes journalistiques VS normes scientifiques

4.1. Contextualisation : transformations dans le champ de l'expertise

Callon & al. (2001) caractérisent la recherche actuelle comme étant confinée, c'est-à-dire retranchée dans des lieux privés auxquels l'accès est réduit. En raison de ce confinement, le retour des connaissances vers la société doit passer par une étape de traduction, dans laquelle les médias interviennent.

Par ailleurs, c'est le savoir lui-même qui tend à s'expertiser par la transformation des sources de financement de la recherche : de plus en plus contractuelles et basées sur des intérêts privés (Delmas, 2011 ; Genard & Roca i Escoda, 2019 ; Peters, 1995).

Finalement, l'élargissement de la notion d'expertise a contribué à la remise en cause de la validité du discours des expert·e·s (Delmas, 2011), ce qui est illustré par la représentation des climato-sceptiques dans les médias.

4.2. Normes journalistiques et fonctionnement du champ

Deux exigences essentielles encadrent le métier de journaliste : la neutralité et l'exactitude. Cependant, celles-ci peuvent créer une distorsion systématique des nouvelles (Antilla, 2005). Le principe d'équilibre, associé à celui de neutralité, induit les journalistes à mettre en avant les désaccords entre scientifiques, et à laisser de l'espace aux sceptiques, surtout aux USA (Antilla, 2005 ; Aykut & al., 2012 ; Boykoff & Rajan, 2007 ; Carvalho, 2007 ; Mercado, 2012 ; Smith, 2005). Or, cela revient à biaiser l'information dans le cas où, comme pour l'origine anthropique des changements climatiques, le consensus scientifique est établi (GIEC, 2007 ; Oreskes, 2015). En outre, selon Lamb & al. (2020), ce sont les discours sur le retardement (« discourses of climate delay ») qui dominent les débats actuels sur les changements climatiques. Ces derniers sont loin d'être neutres : ils promeuvent l'inaction ou une action minime face aux changements climatiques et mettent plutôt l'accent sur les effets sociaux des politiques climatiques. Ils défendent également des stratégies de d'atténuation plutôt que d'adaptation. À cet égard, il faut noter que les journalistes prennent parfois parti pour d'autres thématiques (terrorisme, droits humains, ...), mais se positionnent rarement quand il s'agit des changements climatiques (Smith, 2005). En outre, le principe d'équilibre permet de maintenir en place une controverse médiatisée. En effet, les journalistes sont davantage concerné·e·s par leur influence politique et sociale que par la légitimité scientifique d'une information (Aykut & al., 2012 ; Bell, 1994 ; Dunwoody & Ryan, 1985 ; Peters, 1995) : la logique de fonctionnement des journalistes est de chercher à produire des histoires avec une « high news value », sensationnalistes, (Baker & al., 2012 : 5 ; Kakonge, 2012 ; Ladle & al., 2015 ; Peters, 1995 ; Smith, 2005 ; Tannenbaum, 1963). Baker & al. (2012) et Tannenbaum (1963) expliquent cela par la culture scientifique moyenne assez basse du public. Selon Smith (2005) ce phénomène s'explique surtout par la pression des éditeur·rice·s sur les journalistes. À cet égard, Tannenbaum (1963) met en avant que les journalistes écrivent davantage pour des personnes qui sont loin d'être le public principal des articles : les journalistes scientifiques ont en effet recours à des phrases standardisées et emploient des clichés dans la description d'une recherche pour « vendre » leurs articles aux éditeur·rice·s, alors que le lectorat principal de ce genre d'articles n'a pas besoin de tels arrangements. Pour finir, le respect de ces exigences implique que les couvertures médiatiques mettent davantage en avant les points de vue des groupes d'intérêts, des acteurs et actrices de l'industrie plutôt que celui des scientifiques ou des expert·e·s (Besley & Nisbet, 2011 ; Ladle & al., 2005 ; Mercado, 2012 ; Wilkins & Patterson, 1991 dans Bell, 1994).

Ensuite, un autre ensemble de facteurs touchant les journalistes et influençant la couverture médiatique est mis en lumière par Boykoff & Rajan (2007) : la formation des journalistes (point partagé par Smith, 2005), leur capital culturel, leur volonté d'influencer le discours public. Cet ensemble de facteurs est complété par celui proposé par Mercado (2012) et Bell (1994) : normes et valeurs sociales, pression organisationnelle (point partagé par Smith, 2005), pression de groupes d'intérêt, orientation idéologique.

Enfin, un autre élément qui rend les changements climatiques difficiles à traiter pour le champ médiatique (dans son fonctionnement actuel), provient de la nature des changements climatiques : il s'agit d'une problématique qui touche plusieurs échelles et est impactée par les interactions entre plusieurs échelles alors qu'en général la presse classe les problématiques par échelle et par sujet (Smith, 2005).

4.3. Normes scientifiques et fonctionnement du champ

Les scientifiques ont des a priori négatifs envers les journalistes (Bell, 1994 ; Smith, 2005) : manque d'expérience et de formation (Baker & al., 2012 ; Dunwoody & Ryan, 1985) simplification excessive et instrumentalisation des données (Besley & Nisbet, 2011 ; Buys & al., 2014 ; Smith, 2005), basse qualité des reportages ou non-pertinence (Bell, 1991 dans Peters, 1995 ; Dunwoody, 1982 dans Peters, 1995 ; Moore & Singletary, 1985 ; Peters, 1995 ; Salomone & al., 1990 dans Peters, 1995). Il faut à cet égard traiter du « hostile media effect » (Besley & Nisbet : 656), selon lequel les scientifiques travaillant sur une problématique avec un fort taux d'engagement sont susceptibles d'interpréter les couvertures, même favorables, comme étant orientées contre leurs objectifs et leur point de vue. En outre, les scientifiques sont considéré-e-s par les journalistes comme étant des sources difficiles, et ce, pour plusieurs raisons : ils/elles refusent parfois de parler à des journalistes, ils/elles cherchent à contrôler la temporalité des publications, ou bien le contenu (Dunwoody & Ryan, 1985 ; Peters, 1995). D'autres stéréotypes concernent le public, qui serait illettré scientifiquement (Buys & al., 2014). Le public, à l'inverse, ne fait pas toujours confiance à la science non plus (Peters, 1995).

Ensuite, il est intéressant de relever que la communication des scientifiques est aussi impactée par leur identité politique, entraînant les scientifiques avec une identité politique davantage revendiquée sur le devant de la scène (Besley & Nisbet, 2011 ; Peters, 1995).

En outre, la discipline de spécialisation des scientifiques influence également leur communication sur deux points : elle est un déterminant de la position de ces dernier-e-s par rapport au consensus scientifique et de leur attitude par rapport aux pratiques de vulgarisation. Premièrement, Aykut & al. (2012) ont analysé les groupes d'intervenant-e-s scientifiques contestant le consensus scientifique en divisant ces dernier-e-s en cinq catégories : les voix dissonantes provenaient majoritairement du groupe des ingénieur-e-s spécialisé-e-s dans d'autres domaines que les sciences climatiques. Deuxièmement, le rapport à la vulgarisation : les scientifiques issu-e-s des sciences sociales ont plus de chances de penser que la popularisation de la recherche a un effet positif. Et, plus la position d'un-e scientifique est haute dans le champ, plus ce-tte dernier-e se sentira légitime pour vulgariser – ou faire vulgariser – ses propos, plus l'institution scientifique ou universitaire dans laquelle il/elle est approuvera ce choix, et plus il lui sera demandé de le faire (c'est d'ailleurs la raison principale pour laquelle les scientifiques vulgarisent) (Boltanski & Maldidier, 1970). Mais globalement, l'institution scientifique ne pousse pas vraiment à la vulgarisation et ne s'attache pas à donner aux scientifiques des outils pour le faire (Boltanski & Maldidier, 1970 ; Dunwoody & Ryan, 1985). Et, les scientifiques ne sont pas récompensé-e-s par les paires pour la popularisation de la recherche (Boltanski & Maldidier, 1970 ; Dunwoody & Ryan, 1985 ; Carter, 1958 dans Dunwoody & Ryan, 1985 ; Goodell, 1977 dans Dunwoody & Ryan, 1985). De plus, une trop grande volonté de vulgarisation de la part des scientifiques, surtout si ils/elles sont jeunes, est mal perçue (Boltanski & Maldidier, 1970 ; Dunwoody & Ryan, 1985). Mais, ces activités de vulgarisation leur permettent quand même d'accroître leur rareté

relative en étendant leur renommée au-delà des limites du champ intellectuel (Boltanski & Maldidier, 1970) : les médias offrent une visibilité de plus en plus importante aux scientifiques (Peters, 1995), ce qui serait un facteur positif pour le financement de ses recherches (Dunwoody & Ryan, 1985 ; Genard & Escoda, 2019).

Ainsi, les scientifiques adoptent une logique assez opposée à celle de journalistes car ils/elles veulent surtout impacter le monde de la recherche (Bell, 1994 ; Peters, 1995) en privilégiant la notoriété scientifique (Baker & al., 2012). La principale source de tensions entre journalistes et scientifiques se situe dans le processus de transmission du sens et de signification (des sources expertes aux journalistes au public). En effet, les différences entre culture scientifique et quotidienne sont parfois difficilement gérables, et ce, à plusieurs niveaux : type d'information demandé, communication des risques, et modèle employé (Peters, 1995). Par ailleurs, le cycle de production journalistique, nécessairement rapide, et le type de validation des résultats (qui ne se fait pas par les paires), fonctionnent difficilement avec les exigences scientifiques (Bell, 1994 ; Peters, 1995 ; Smith, 2005).

Finalement, les scientifiques reconnaissent que leurs sujets ne sont pas faciles à traiter et ils/elles adoptent parfois des stratégies de communication pas adaptées au public (Besley & Nisbet, 2011) : peu d'articles scientifiques trouvent un public ailleurs que dans les revues académiques (Baker & al., 2012). Tous ces éléments mènent à une situation paradoxale dans laquelle des non-scientifiques, surtout les journalistes, contrôlent la façon dont le public reçoit ou non les nouvelles avancées scientifiques (Baker & al., 2012). Cependant, les organisations scientifiques travaillent de plus en plus sur la communication de leurs recherches au grand public (Baker & al., 2012 ; Peters, 1995), reconnaissant ainsi l'importance de la communication avec le public (Dunwoody & Ryan, 1985 ; Peters, 1995 ; Smith, 2005 ; Tannenbaum, 1963). Plus globalement, on voit émerger une reconnaissance mutuelle de l'interdépendance qui touche les professions du journalisme et de la recherche (Baker & al., 2012). Pourtant, les scientifiques ne se sentent pas impacté-e-s par la couverture médiatique : c'est le « third person effect » (Besley & Nisbet, 2011 : 656), voire pensent qu'ils/elles doivent avoir une fonction de support et d'autorité sur cette couverture (Peters, 1995). Les scientifiques présupposent que le modèle de l'impact médiatique se base sur une configuration « envoyeur-se - receveur-se » : les médias influencent l'opinion en rendant le public plus confus, voire méfiant sur certains sujets (Besley & Nisbet, 2011 ; Smith, 2005).

4.4. Les journalistes sont-ils/elles mauvais-es pour couvrir des actualités scientifiques ?

4.4.1. Exactitude des informations reportées

Des études réalisées aux États-Unis, et au Royaume-Uni ont mis en avant des erreurs dans les articles traitant de sujets scientifiques. Pour les États-Unis, le pourcentage d'erreur va de 9% à 49% (Tankard & Ryan, 1974 dans Bell, 1994 ; Pulford, 1976 dans Bell, 1994 ; Moore & Singletary, 1985 dans Bell, 1994 ; Ladle & al., 2005). Il faut prendre en compte que les scientifiques notent comme moins inexacts les articles dans lesquels ils/elles sont cité-e-s (Bell, 1994 ; Moore & Singletary, 1985 dans Bell, 1994 ; Schultz, 1990 dans Bell, 1994). Les valeurs d'actualité qui entourent le travail journalistique incitent à l'exagération et à la proximité. De plus, le nombre d'erreurs techniques et scientifiques fait apparaître un manque de connaissances concernant les changements climatiques (Ladle & al., 2005 ; Smith, 2005), parfois plus important que dans d'autres domaines scientifique : confusion entre effet de serre et diminution de la couche d'ozone, erreurs dans les unités de mesure, ... (Bell, 1994). Pour résumer : « There are failures in the basic journalistic skills of accurate quotation and accurate reporting of basic facts. » (Bell, 1994 : 267).

4.4.2. Quelle source idéale pour les journalistes ?

Il ressort que c'est quand les articles sont basés sur des communiqués de presse, dont des agences de presse sont généralement à l'origine, que les erreurs sont moindres (Bell, 1994 ; Moore & Singletary, 1985 dans Bell, 1994). Parallèlement, les interviews et déclarations publiques sont beaucoup moins bien couvertes (Bell, 1994 ; Moore & Singletary, 1985 dans Bell, 1994 ; Tankard & Ryan, 1974 dans Bell, 1994). Toutefois, Ladle & al. (2005) affirment que les erreurs présentes dans les journaux analysés s'expliquent par le fait que ces journaux se basent sur des articles écrits par des agences de presse.

5. Évolution de la presse

Dès la fin du 19^e siècle, les médias, notamment les journaux écrits, ont connu une série de changements permettant la circulation massive de la presse : les journaux deviennent plus attractifs économiquement grâce au développement des revenus publicitaires, et des conglomérats de médias apparaissent. À partir de 1950, la couverture de la contribution humaine aux changements climatiques augmente, mais il faudra attendre 1988 pour que se mélangent les trois sphères de la science du climat, des médias, et des politiques (Boykoff & Rajan, 2007). Ensuite, le développement d'Internet a facilité l'accès à l'expertise des journalistes et des scientifiques (Elia, 2018), mais aussi à des propos qui n'ont fait l'objet d'aucune vérification.

6. Construction de la carrière publique du problème

La carrière d'un problème public impacte la façon dont le sujet est traité par la presse (Aykut & al., 2012 ; Carvalho, 2007). Downs (1972 dans Aykut & al., 2012), propose un cadre d'analyse reposant sur le concept de carrière selon lequel il existe un cycle d'attention qui entoure les problématiques médiatisées (Stoddart & al., 2016). D'autres études (McComas & Shanahan, 1999 et Trumbo, 1996) présentées par Carvalho (2007) ont mis en avant la nature cyclique des narratifs et le poids variable des différent-e-s acteurs et actrices.

Selon Aykut & al. (2012) et Carvalho (2007), la configuration temporelle de la couverture médiatique d'un problème est caractérisée par : le statut des journalistes, la visibilité des recherches scientifiques, l'importance de l'État dans la promotion de la problématique, la tenue d'événements internationaux en rapport avec la problématique (conférence de Kyoto, COP21, ...). Cette configuration influence les standing actors. Par exemple, en Suède, les acteurs et actrices du système politico-administratif ont dominé la discussion en 2001 car elle tournait autour de l'implémentation du protocole de Kyoto, tandis que les scientifiques l'ont dominé en 2007 au moment de la publication du 4^e rapport du GIEC (Kleinschmit & Sjöstedt, 2013).

Pour finir, cette construction varie d'un pays à l'autre. Par exemple, alors que la « première vague » en France se déroule de 1988 à 2001/2002, elle a lieu jusqu'en 1990 au Royaume-Uni, où la quantité de couverture médiatique des changements climatiques décline jusqu'en 1996.

Ainsi, actuellement il apparaît que « (...) les journalistes ont, avec le temps, délaissé les scientifiques comme source primaire, au profit des institutions gouvernementale (Dotson & al., 2012). Cela correspond à une étape de l'évolution de la carrière du problème, dans laquelle les intervenant-e-s majoritaires dans le cadrage des changements climatiques sont les hommes et femmes politiques, ainsi que les journalistes d'investigation (Aykut & al., 2012 ; Carvalho, 2007 ; Elia, 2018). ». En effet, dans le cadre des controverses actuelles, il semble qu'on assiste à une politisation de l'expertise (Delmas, 2011 ; Peters, 1995) : le discours expert se prête à diverses appropriations (Delmas, 2011 : 69). Toutefois, les formes d'expertise se développent différemment selon le contexte national, historique, institutionnel : ces éléments influencent le degré d'ouverture des instances productrices de savoirs (Delmas, 2011).

7. Facteurs nationaux

Il est pertinent de s'intéresser aux différences entre pays, car les informations et connaissances scientifiques sont interprétées au regard de normes et valeurs sociales spécifiques (Billet, 2010). Nous nous intéresserons aux pays suivants : Argentine, Brésil, Canada, États-Unis, Inde, Suède, Tanzanie. Mais ils ne seront pas tous évoqués dans chacune des parties du point 7 car toutes les situations nationales ne s'y prêtent pas.

7.1. Attention portée aux événements climatiques ou politiques internationaux

Actuellement, les changements climatiques impactent largement les relations internationales. Autour de cette question, Mercado (2012) identifie deux acteurs clé : l'UE et les USA.

En Argentine, au Brésil, au Canada, et en Suède, il existe une corrélation entre la quantité de couverture accordée aux changements climatiques et les événements (notamment internationaux) liés (Mercado 2012 ; Guedes, 2000 ; Stoddart & al., 2016 ; Kleinschmit & Sjöstedt, 2013). En Argentine, Tanzanie, au Ghana, au Nigéria, et en Afrique du Sud, les événements internationaux sont plus couverts que les événements nationaux (Mercado, 2012 ; Elia, 2018). Au Brésil (Guedes, 2000) et en Suède (Kleinschmit & Sjöstedt, 2013), une majorité des articles de la période étudiée font référence à l'environnement local (Guedes, 2000).

7.2. Position politique du gouvernement

La couverture médiatique est impactée par l'agenda politique (Dotson & al., 2012 ; Stoddart & al., 2016).

Au Canada, l'action de l'État contre les changements climatiques est relativement limitée, notamment en raison du retrait du Protocole de Kyoto. En outre, d'importants pollueurs reçoivent le soutien du gouvernement (comme l'entreprise Alberta oil sand), et ce dernier s'oppose en plus aux organisations écologiques (Stoddart & al., 2016). Pour ce qui est de l'Inde, la position gouvernementale adoptée face aux changements climatiques est une position défensive selon laquelle la protection de l'environnement par la diminution des émissions de gaz à effet de serre est inenvisageable en situation de pauvreté (Billet, 2010). La Tanzanie, quant à elle, a établi une stratégie de lutte contre les changements climatiques, que les médias sont chargés de diffuser (Elia, 2018).

7.3. Configuration du champ médiatique

L'industrie médiatique brésilienne se trouve dans une situation de quasi-monopole depuis les années 1990 (Guedes, 2000). Au Canada, au niveau des journalistes, une tendance se dessine ces dernières années : les journaux imprimés déclinent, ce qui pousse les entreprises à employer moins de journalistes spécialisé-e-s (Stoddart & al., 2016). En Inde, la grande majorité des médias indiens sont indépendants de l'État. Les seuls journaux qui circulent à échelle nationale sont anglophones : ils ne sont donc accessibles que par une classe aisée qui maîtrise cette langue (Billet, 2010). En Tanzanie, la radio surtout, mais aussi la télévision, les journaux d'information, et les téléphones portables constituent les principales sources médiatiques de diffusion de l'information. Les journaux ont un rôle important, car ils constituent une source perçue comme fiable et équilibrée, bien que leur importance reste moindre que dans les pays occidentaux (Elia, 2018).

7.4. Intérêt de la population

La presse brésilienne n'a pas le pouvoir d'influencer l'opinion publique dans son ensemble, car une grande partie de la population ne s'intéresse pas à la presse. Ainsi, l'environnement est un sujet qui a

pris une importance grandissante « seulement » depuis les années 1990 (Guedes, 2000). Aux États-Unis par contre, quasiment trois quarts des Américain-e-s pensent que leur pays devrait ratifier le protocole de Kyoto. Mais, plusieurs institutions politiques et économiques parviennent à reculer la mise à l'agenda du problème (McCright et Dunlap, 2000 et 2003 dans Carvalho, 2007). En Tanzanie, le capital scientifique assez faible de la population conduit à ce que les articles soient davantage cadrés en termes d'impacts et de solutions, plutôt qu'en termes de débat scientifique à proprement parler (Elia, 2018).

7.5. Degré d'impact des conséquences des changements climatiques

Cet élément est lié à la position géographique du pays concerné : ce sont les pays du Sud qui sont les plus touchés, même s'ils sont moins responsables des changements climatiques (Marchal, 2015).

La configuration territoriale de l'Inde (majorité de zones rurales dépendant de l'élevage ou de la culture, présence d'importants deltas, ...) la rend fortement vulnérable aux changements climatiques (Billet, 2010), c'est également le cas du Chili (Dotson & al., 2012). L'économie tanzanienne dépend de l'hydroélectricité et de l'agriculture, et une grande majorité de la population vit en zone rurale et dépend de l'agriculture.

7.6. Position Nord ou Sud

La couverture médiatique est impactée par la position géographique (Dotson & al., 2012 ; Stoddart & al., 2016).

En Argentine, la question des rapports Nord-Sud ressort régulièrement quand un cadrage thématique est utilisé : « (...) the Argentinean position, the same one adopted by the rest of the developed countries: industrialised nations have a "historical environmental debt to be paid", primarily with funding to implement various measures against global warming. » (Mercado, 2012 : 204). Cette position est également adoptée par l'Inde. Le pays se présente plutôt comme une victime, plus touchée et moins capable d'agir : « By creating a discourse of international "carbon colonialism", the papers simultaneously articulate a "nationalistic narrative" that presents India as socially homogenous while "backgrounding" the increasing emissions of the industrial elite within the country. » (Billet, 2010 : 14). Par ailleurs, une attitude de compassion est adoptée à l'égard des autres pays en voie de développement.

7.7. Conséquences : différences de couverture médiatique nationale

Il est important de noter que, ces conséquences, si elles découlent des facteurs détaillés ci-dessus, tendent également à renforcer le type traitement médiatique des changements climatiques en vigueur dans un pays.

7.7.1. Sources préférées

Pour le Brésil, concernant les sources, Guedes (2000) fait émerger trois ensembles d'acteurs et actrices : les institutions environnementales du gouvernement (39,9%), les définisseuses primaires ; les expert-e-s et les scientifiques (35,4%) ; les associations écologiques. Ces groupes ont un positionnement similaire dont le but est le maintien du statut quo de la façon de produire et d'exploiter les ressources. Ce traitement de l'actualité permet à la fois au gouvernement et aux principaux journaux de se légitimer mutuellement. Ainsi, les associations écologiques qui remettent en cause le statut quo sont souvent traitées avec une valence négative dans la presse (Guedes, 2000). Concernant les États-Unis, aucune source analysée ici n'a permis de cibler la source privilégiée de la presse, mais il apparaît que, historiquement, les agences de presse ont joué un rôle essentiel dans l'accès aux

informations de la presse écrite étasunienne. La couverture erronée des sciences du climat l'est d'autant plus quand elle provient directement de ces instances. En outre, des alliances d'acteurs et d'actrices (des think tanks conservateurs, des lobbys des énergies fossiles et les scientifiques sceptiques) ont permis de présenter les changements climatiques comme non-problématiques (McCright et Dunlap, 2000 et 2003 dans Carvalho, 2007). Ces institutions sont soutenues financièrement par de grandes entreprises, notamment ExxonMobil et sont légitimées par la présence de « scientifiques » (Antilla, 2005). Les journalistes suédois-es enquêtent de façon active sur les questions touchant aux changements climatiques, ce qui est illustré par le faible recours à des agences de presse (Kleinschmit & Sjöstedt, 2013). Il ressort que les personnes du système politico-administratif, les scientifiques sont fortement mobilisés dans la définition du cadrage. Il faut également noter que les entreprises sont relativement fort représentées dans la presse suédoise, alors que les organisations internationales et les ONG sont peu mises en avant. En Tanzanie, la majorité des sources des articles proviennent d'Internet (Elia, 2018).

7.7.2. Quantité de couverture médiatique

Au Canada, il semble que les médias aient intégré les changements climatiques comme des « normal news routines » (Stoddart & al., 2016 : 224) depuis le Protocole de Kyoto. Et la moyenne canadienne est plus haute que la moyenne mondiale : cela reflète selon les auteurs l'importance des débats politiques autour des solutions à mettre en place. En Inde, il apparaît qu'une attention accrue est accordée à la problématique des changements climatiques ces dernières années, notamment en raison de la configuration territoriale du pays (Billet, 2010). En Suède également, la quantité de couverture médiatique tend à augmenter avec le temps (Kleinschmit & Sjöstedt, 2013). Ces dernières années, c'est aussi la couverture médiatique tanzanienne qui a augmenté. Et c'est le cas dans d'autres pays africains également, comme le Nigeria et l'Afrique du Sud (Elia, 2018).

7.7.3. Type de cadrage employé

En Argentine, pour ce qui relève des cadrages génériques, il ressort que les 4 principaux sont : conflit politique, risque, durabilité, opportunité commerciale (Mercado, 2012). Au Brésil le cadrage est technocentré : « In technocentrism, nature is an endless font of ressources and is valuable only as an instrument for human ends. » (Guedes, 2000 : 548). Pour ce qui est des États-Unis, Antilla (2005) a fait émerger quatre cadrages fréquemment utilisés : science valide, cause ou effets ambigus, science incertaine, et science controversée. Les cadrages en termes de science non-valide ont un effet proéminent. De plus, Wilkins (1993 dans Carvalho, 2007) a démontré que les valeurs dominantes dans la sélection et le cadrage des actualités sont le progrès, l'innocence et l'institutionnalisation de la connaissance. En Inde, les changements climatiques sont couverts comme une réalité scientifique, et une énorme majorité des articles étudiés attribuent l'origine de cette réalité aux actions humaines (émettant même parfois des critiques à l'égard des sceptiques). Ce type de cadrage concentre la discussion autour des impacts et des risques (Billet, 2010). Pour le cas Tanzanie, Elia (2018) a identifié les cadrages majoritaires comme étant les impacts des changements climatiques, et les processus d'adaptation à ces derniers.

7.7.4. Thématique

En Argentine, la thématique la plus traitée est celle des politiques internationales et celle des données scientifiques est également relativement présente. Les articles sont davantage portés sur la durabilité que sur le risque, et promeuvent une sorte de « eco-literacy » (Mercado, 2012). Pour ce qui est du Brésil, les thèmes peuvent être classés selon deux périodes : une durant laquelle l'enjeu central est celui de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (de 1991 à 1992) ; une autre pendant laquelle le thème principal est celui de la pollution et de l'Amazonie (de 1993 à 1995). Les actualités environnementales sont souvent cadrées avec une valence positive, notamment

via la présentation de solutions (Guedes, 2000). Au Canada, les actualités concernant un événement écologique ou une découverte scientifique ont décliné au profit des actualités centrées sur le débat politique, qui devient la première thématique de la presse canadienne concernant les changements climatiques. Mais, seulement 10% des articles mentionnent des mesures politiques concrètes. Les deux thématiques suivantes sont les intérêts économiques et énergétiques, et les sciences et technologies. Les catégories de problèmes concernant la justice sociale sont très faibles. Et, même si l'orientation néolibérale adoptée par l'Etat semble contradictoire avec la grande quantité d'articles qui accentuent la responsabilité gouvernementale et l'adoption de mesures politiques, il faut prendre en compte le fait que les mesures envisagées indiquent une orientation techniciste de la réponse politique du pays (Stoddart & al., 2016). Un des éléments centraux caractérisant la couverture médiatique étatsunienne des changements climatiques, c'est la présence importante de scepticisme : il existe parmi les médias américains une tendance à dépeindre les sciences du climat comme incertaines ou controversées (Stoddart & al., 2016). En Inde, une attention particulière est accordée au fait que ces dégradations impactent l'affinité spirituelle du pays avec la nature : beaucoup de sites hindouistes sont touchés par ces dégradations (Billet, 2010). Cet angle religieux est aussi présent en Tanzanie (Elia, 2018).

CONCLUSION

Comme nous l'avons montré tout au long de cette revue, plusieurs éléments impactent la couverture médiatique des changements climatiques. Premièrement, la politique éditoriale et l'appartenance d'un journal. Concernant le premier élément, il apparaît que la chaîne de prise de décisions au sein des médias est dominée par l'éditeur-rice, et que la machinerie éditoriale tend à évincer la couverture de la science, de l'environnement, et du monde en développement (et ce dès les premières heures du cycle de production des actualités). Concernant l'appartenance du journal, il ressort que l'appartenance publique ou privée d'un journal constitue le facteur d'impact principal pour cet élément. Deuxièmement, la culture idéologique. Elle détermine quels sont les faits pertinents et amène à des positionnements en faveur ou en défaveur des politiques de l'Etat, et elle influence la quantité de couverture accordée à un phénomène. Troisièmement, les standing actors. Ce sont les personnes qui déterminent les termes de référence qui seront employés dans la discussion. Ces acteur-rice-s peuvent être : des scientifiques, des lobbys, des journalistes, ... qui sont en compétition. Les scientifiques étant de plus en plus délaissé-e-s en tant que source primaire, il leur est plus difficile de se constituer en tant que standing actors. Quatrièmement, le fossé entre normes journalistiques et scientifiques. Nous avons d'abord mis en avant les évolutions qui ont touché le monde la recherche, notamment la contractualisation. Nous avons ensuite détaillé les normes journalistiques principales et les grands principes du fonctionnement du champ : le principe d'équilibre, de neutralité, la recherche de sensationnalisme, le rôle central des éditeur-rice-s dans la chaîne de décision, la difficulté d'utiliser des scientifiques comme source primaire, le rejet des sciences sociales. Après cela, nous nous sommes penchés sur les normes et principes qui régissent le champ scientifique : a priori négatifs envers les journalistes, « hostile media effect », stéréotypes négatifs envers le public et fossé entre les demandes du public et les productions des scientifiques, lien entre discipline de spécialisation et position par rapport au consensus scientifique, rapport à la vulgarisation variable en fonction du statut dans le champ, logique de production opposée à celle des journalistes, « third person effect », méthodes de communications des organisations scientifiques pas toujours adaptées. Dans ce point, la revue s'est également attachée à mesurer l'exactitude des informations reportées par les scientifiques : nous avons alors constaté qu'il existait chez les journalistes un manque de connaissance autour des changements climatiques. Pour terminer ce point, nous avons traité de la source idéale pour les journalistes sans pouvoir établir de « consensus » à ce sujet. Cinquièmement, l'évolution de la presse. Dans ce point, il a été question des changements structurels qui ont touché la presse depuis la fin du 19^e siècle et qui ont conduit à la circulation massive de la presse. Sixièmement, la construction de la carrière publique du problème. Cette partie a permis de décrire le cycle d'attention qui entoure les problématiques médiatisées. En fonction de l'étape du cycle d'attention dans laquelle une

problématique se trouve, le poids des intervenant·e·s varie. Septièmement, les facteurs nationaux : il s'agit d'éléments de cadrage qui varient selon les pays et qui entraînent des conséquences à plusieurs niveaux, notamment concernant les sources préférées, la quantité de couverture médiatique accordée à une problématique, le format des articles, le type de cadrage employé, la thématique majoritaire. Les principaux facteurs nationaux mis en exergue dans la revue sont les suivants : l'attention portée aux événements climatiques, la position politique du gouvernement, la configuration du champ médiatique, l'intérêt de la population pour les changements climatiques, le degré d'impact des conséquences des changements climatiques, la position Nord ou Sud du pays.

Ainsi, pour faire face aux crises sanitaires et écologiques, c'est une procéduralisation de la gestion des risques qui a été mise en place, plutôt qu'un positivisme stricte (séparation entre sciences et politique), ou que des forums hybrides (co-production de connaissances). Bien que cette procéduralisation soit censée être définie par l'équilibre, la transparence et l'indépendance, ces principes sont peu appliqués. En outre, le système normatif néolibéral, en plus de faire grimper en flèche le recours à l'expertise privée, a également augmenté l'importance accordée aux expériences individuelles. L'« État réflexif » (Delmas, 2011 : 91) contribue ainsi à la subjectivation des individus par la mise en place de politiques d'empowerment. Cela est illustré par la vision de plusieurs organisations internationales étudiant les changements climatiques : l'accès à une information de qualité concernant cette problématique poussera les citoyen·ne·s à adopter des comportements plus écologiques (Elia, 2018). Ce phénomène est renforcé par les systèmes de démocratie délégative qui sépare strictement décideurs et décideuses politiques et citoyen·ne·s.

Finalement, il faut relativiser les résultats présentés ci-dessus en tenant compte de certaines faiblesses de ces revues, notamment les deux suivantes. Tout d'abord, certaines sources sont assez anciennes et méritaient d'être actualisées. Ensuite, le nombre de pays pris en compte est assez réduit. De plus, les pays qui ont été présentés ici ne l'ont pas été selon une sélection probabiliste, mais sur base des informations disponibles concernant ces différents pays, c'est également un biais.

BIBLIOGRAPHIE

- Antilla L. (2005). « Climate of scepticism : US newspaper coverage of the science of climate change ». *Global Environmental Change* 15, n°4 : 338-352. Accessible sur : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S095937800500052X>.
- Aykut S.C., Comby J.B., Guillemot H. (2012). « Climate change controversies in French mass media 1990-2010 ». *Journalism Studies* 13, n°2 : 175-174. Accessible via : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1461670X.2011.646395>.
- Baker M.J., Williams L.F., Lybbert A.H., Johnson J.B. (2012). « How ecological science is portrayed in mass media ». *Ecosphere* 3, n°1. Accessible via : <http://doi.wiley.com/10.1890/ES11-00238.1>.
- Bell A. (1991). « Hot Air: Media, Miscommunication and The Climate Change Issue ». Dans : Coupland N., Giles H., Wiemann J. M., *'Miscommunication' and Problematic Talk*. Newbury Park : Sage.
- Bell A. (1994). « Media (mis)communication on the science of climate change ». *Public Understanding of Science* 3 : 259-275.
- Besley J.C., Nisbet M. (2013). « How scientists view the public, the media and the political process ». *Public Understanding of Science* 22, n°6 : 644-659. Accessible via : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0963662511418743>.
- Billet S. (2010). « Dividing climate change : global warming in the Indian mass media ». *Climatic Change* 99, n°1-2 : 1-16. Accessible via : <http://link.springer.com/10.1007/s10584-009-9605-3>.
- Boltanski L. & Maldidier P. (1970). « Carrière scientifique, morale scientifique et vulgarisation ». *Social Science Information*, 9, n°3 : 99-118. Accessible via : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/053901847000900304>.
- Boykoff M., Rajan S.R. (2007). « Signals and noise: Mass-media coverage of climate change in the USA and the UK ». *EMBO reports* 8, n°3 : 207-211. Accessible via : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1038/sj.embor.7400924>.
- Buys L., Aird R., van Megen K., Miller E., Sommerfeld J. (2014). « Perceptions of climate change and trust in information providers in rural Australia ». *Public Understanding of Science* 23, n°2 : 170-188. Accessible via : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0963662512449948>.
- Callon M., Lascoumes P., Barthe Y. (2001). *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.
- Carter R.E. (1958). « Newspaper "Gatekeepers" and the Sources of News ». *Public Opinion Quarterly*, 22 : 133-144.
- Carvalho A. (2007). « Ideological cultures and media discourses on scientific knowledge: re-reading news on climate change ». *Public Understanding of Science* 16, n°2 : 223-243. Accessible via : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0963662506066775>.
- Carvalho A. (2010). « Media(ted) discourses and climate change: a focus on political subjectivity and (dis)engagement ». *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change* 1, n°2 : 172-179. Accessible via : <http://doi.wiley.com/10.1002/wcc.13>.
- Delmas C. (2011). *Sociologie politique de l'expertise*. Paris : La Découverte.

Dotson D., Jacobson S., Kaid L.L., Carlton J.S. (2012). « Media Coverage of Climate Change in Chile: A Content Analysis of Conservative and Liberal Newspapers ». *Environmental Communication* 6, n°1 : 64-81. Accessible via : <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17524032.2011.642078>.

Downs A. (1972). « Up and Down with Ecology. The 'issue-attention cycle' ». *Public Interest* 28 : 38-50.

Dunwoody S. (1982). « A Question of Accuracy ». *IEEE Transactions on Professional Communication*, PC-25 4 : 196-199.

Dunwoody S. & Ryan M. (1985). « Scientific Barriers to the Popularization of Science in the Mass Media ». *Journal of Communication*, 35, n°1 : 26-42. Accessible via : <https://academic.oup.com/joc/article/35/1/26-42/4282775>.

Elia E. (2018). « Media coverage of climate change information by the Tanzania Guardian and Daily News in 2015 ». *Information Development* 35, n°4 : 535-50. Accessible via : <https://doi.org/10.1177/0266666918770712>.

Genard J-L., Roca i Escoda M. (2019). *Éthique de la recherche en sociologie*. Louvain-la-Neuve : deboeck supérieur.

GIEC (2007). *Climate change 2007 : Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II, and III to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writting Tems, Pachauri R.K. & Reisinger A. (eds)]. Geneva : IPCC, 104pp.

Goodell R. (1977). *The Visible Scientists*. Boston : Little, Brown.

Guedes O. (2000). « Environmental Issues in the Brazilian Press ». *Gazette (Leiden, Netherlands)* 62, n°6 : 537-554. Accessible via : <https://doi.org/10.1177/0016549200062006006>.

Jerome F. (1990). « Media ressource service: Getting scientists and the media together ». *IAEFA Bulletin*, 2 : 36-39.

Kleinschmit D., Sjöstedt V. (2014). « Between science and politics: Swedish newspaper reporting on forests in a changing climate ». *Environmental Science & Policy* 35 : 117-127. Accessible via : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S1462901113000476/>.

Ladle R.J., Jepson P., Whittaker R.J. (2005). « Scientists and the media : the struggle for legitimacy in climate change and conservation science ». *Interdisciplinary Science Reviews*, 30, n°3 : 231-240. Accessible sur : <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1179/030801805X42036>.

Lamb & al. (2020). « Discourses of climate delay ». *Global Sustainability*, 3 : 1-5. Accessible sur : https://www.cambridge.org/core/product/identifiser/S2059479820000137/type/journal_article.

Marchal V. (2015). « Le nexus des inégalités sociales – inégalités environnementales : Bilan et perspectives ». *Annales des Mines – Responsabilité et environnement*, 79 : 14-19.

McComas K., Shanahan J. (1999). « Telling Stories about Global Climate Change: Measuring the Impact of Narratives on Issue Cycles ». *Communication Research* 26, n°1 : 30–57. Accessible via : <https://doi.org/10.1177/009365099026001003>.

McCright A., Dunlap R. (2000). « Challenging Global Warming as a Social Problem: An Analysis of the Conservative Movement's Counter-claims ». *Social Problems* 47, n°4 : 499-522. Accessible via : <https://doi.org/10.2307/3097132>.

Mercado M.T. (2012). « Media Representations of Climate Change in the Argentinean Press ». *Journalism Studies* 13, n°2 : 193-209. Accessible via : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1461670X.2011.646397>.

Moore B. & Singletary M. (1985). « Scientific sources' perceptions of network news accuracy ». *Journalism Quarterly*, 62 : 816-827.

Nelkin D. (1990). *La ciencia en el escaparate*. Madrid : Fundesco.

Oreskes N. (2005). « Beyond the Ivory Tower : The Scientific Consensus on Climate Change ». *Science* 306, n°5702 : 65-99. Accessible via : <https://doi.org/10.1126/science.1103618>.

Peters H.P., Brossard D., de Cheveigne S., Dunwoody S., Kallfass M., Miller S., Tsuchida S. (2008). « Science communication : Interactions with the mass media ». *Science* 321, n°5886 : 204-205.

Peters H.P. (1995). « The interaction of journalists and scientific experts: co-operation and conflict between two professional cultures ». *Media, Culture & Society*, 17, n°1 : 31-48. Accessible via : <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/016344395017001003>.

Pulford D.L. (1976). « Follow-up study of science news accuracy ». *Journalism Quarterly*, 53 : 119-121.

Salomone K.L., Greenberg M.R., Sandman P.M., Sachsman D.B. (1990). « A Question of Quality: How Journalists and News Sources Evaluate Coverage of Environmental Risk ». *Journal of Communication*, 40, n°4 : 117-133.

Schultz J. (1990). *Accuracy in Australian Newspapers*. Working paper n°1: Sydney: University of Technology, Australian Center for Independent Journalism.

Smith J. (2005). « Dangerous News: Media Decision Making about Climate Change Risk ». *Risk Analysis*, 25, n°6 : 1471-1482. Accessible sur : <http://doi.wiley.com/10.1111/j.1539-6924.2005.00693.x>.

Stoddart M., Haluza-DeLay R., Tindall D.B. (2016). « Canadian News Media Coverage of Climate Change: Historical Trajectories, Dominant Frames, and International Comparisons ». *Society & Natural Resources* 29, n°2 : 218-232. Accessible via : <https://doi.org/10.1080/08941920.2015.1054569>.

Tankard J.W. & Ryan M. (1974). « News source perceptions of accuracy of science coverage ». *Journalism Quarterly*, 51 : 219-225.

Tannenbaum P.H. (1963). « Communication of Science Information: Presentations in the mass media are often based on a misconception of the public's interests and views ». *Science* 140, n°3567 : 579-583. Accessible via : <https://www.sciencemag.org/lookup/doi/10.1126/science.140.3567.579>.

Trumbo C. (1996). « Constructing Climate Change: Claims and Frames in US News Coverage of an Environmental Issue ». *Public Understanding of Science*, 5: 269-273. Accessible via : <https://doi.org/10.1088/0963-6625/5/3/006>.

Yearley S. (2000). « Making systematic sense of public discontents with expert knowledge: Two analytical approaches and a case study ». *Public Understanding of Science* 9, n°2 : 105–122. Accessible via : <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1088/0963-6625/9/2/302>.

Wilkins L. (1993). « Between Facts and Values: Print Media Coverage of the Greenhouse Effect, 1987–1990 ». *Public Understanding of Science* 2, n°1 : 71-84. Accessible via : <https://doi.org/10.1088/0963-6625/2/1/005>.

Wilkins L. & Patterson P. (1991). « Science as symbol : the media chills the greenhouse effect ». In: *Risky Business: Communicating Issues of Science, Risk and Public Policy*. New-York: Greenwood Press : p.159-176.

Wynne B. (1989). « Sheepfarming after Chernobyl: A case study in communicating scientific information ». *Environment* 31, n°2 : 10–39. Accessible via : <https://doi.org/10.1080/00139157.1989.9928930>.